

Promotion d'une alimentation saine et de la pratique d'activité physique

Recueil d'actions de Villes-Santé 2022



Ce recueil d'actions a été réalisé en 2022 dans le cadre du projet « alimentation et activité physique » du Réseau français Villes-Santé. Ce projet a donné lieu à la publication de l'ouvrage « *Alimentation saine et activité physique : Les Villes et Intercommunalités actrices en promotion de la santé* ».

L'ouvrage et sa synthèse sont accessibles en ligne sur www.villes-sante.com.

Le recueil d'actions répertorie des fiches-actions complétées par les Villes-Santé.

Pour tout complément d'information veuillez contacter le secrétariat du RfVS : secretariat@villes-sante.com

Table des matières

Certaines actions ci-dessous sont transversales et pourraient s'inscrire dans plusieurs des 5 grands axes proposés.

I. Créer un contexte facilitant pour agir.....	5
ANGERS : Plan municipal Angers Sport-Santé.....	6
BORDEAUX : Projet municipal de résilience alimentaire.....	8
BREST : Etat des lieux des acteurs de la sensibilisation à l'alimentation durable.....	10
GRAND CHALON : Groupe ressources nutrition.....	12
MULHOUSE : Label Mulhouse Sport Santé Bien-Être Loisir (ssbel)	14
NANTES : Créer des politiques favorables à la santé.....	16
NICE : Expérimentation du projet « The Amsterdam healthy weight approach »	18
ROUBAIX : Projet « Mangeons Roubaix, vers une alimentation durable, responsable et locale »	20
SAINT-QUENTIN : Adhésion au programme VIF	22
STRASBOURG : Projet Alimentaire Territorial Ville et Eurométropole de Strasbourg	23
TOULOUSE : Soutien aux structures des quartiers prioritaires dans leurs projets Nutrition.....	26
II. Créer des environnements favorables.....	28
BREST : Quartiers fertiles – projet d'agriculture urbaine.....	29
BREST : Renforcer et renouveler l'accessibilité à une alimentation de qualité.....	31
METZ : Evaluer la marchabilité du quartier pour la mobilité des seniors.....	33
MULHOUSE : Urbanisme et promotion de la santé.....	37
NANTES : Paysages nourriciers.....	39
NANTES : Paniers solidaires.....	42
NANTES : Des boucles vertes dans le projet Urbinat.....	45
PARIS : Plan « Transformation Olympiques » au sein du Programme Héritage.....	48
POITIERS : Commission de financement de licences « Mon sport de cœur »	51
PORTO-VECCHIO : Parcours santé -Espace sport nature.....	54
PORTO-VECCHIO : Ecole municipale des sports.....	56
STRASBOURG : Promotion santé des rues écoles.....	58
STRASBOURG : Serres connectées.....	62
III. Renforcer le pouvoir d'agir des habitants et agir par milieux de vie.....	65
AMIENS : Projet « YA+K » avec l'association « Food Truck Women »	66
ANGERS : Dispositif Alimen'Terre	68
BOURG-EN-BRESSE : Projet nutrition « De la cueillette à l'assiette ».....	70
BREST : Boucles urbaines	72
BREST : Formation-Action à la Nutrition (Alimentation saine et durable et Activité physique adaptée)	74
BREST : Accompagner les jardins partagés ou les projets participatifs de plantations d'arbres fruitiers ou des projets de poulaillers urbains sur Brest métropole.....	76
BREST : Escape game Subsistance	78

EVRY-COURCOURONNES : La semaine des sports Olympiques D'Evry-Courcouronnes : Du sport et plus encore!	80
EVRY-COURCOURONNES : Le jardin du village / la fête jardins partagés.....	83
FORT-DE-FRANCE : Clip vidéo « I bon pou la Santé! ».....	86
GRAND CHALON : Le Grand Chalon bouge pour sa santé.....	89
GRAND CHALON : Programmes de prévention du surpoids des enfants.....	91
LIMOGES : Exposition intitulée « Mange, Bouge-toi et Kiffe ».....	94
LIMOGES : INCOME ou « les effets d'un exergame centré sur l'Interférence COgnitivo-MotricE sur le risque de chute et les capacités motrices des personnes âgées ».....	97
NANTES : Gymnase Toi !	100
NANTES : Formation à la cuisine alternative.....	102
NANTES : Devenir acteur en nutrition, ça veut dire quoi en pratique ?	104
NANTES : Bouge ta santé à Nantes-Nord	107
NANTES : Speed Cooking.....	109
NANTES : Ateliers découverte sensorielle des aliments.....	111
NANTES : Ateliers frutti et veggi dans l'offre sportive des vacances	113
PARIS : Projet Alimentation Précarité	115
PARIS : Les Aventures des Bougez Malins	119
PORTO-VECCHIO : Dispositifs accompagnement Santé et activité physique	121
PORTO-VECCHIO : Activités séniors.....	124
PORTO-VECCHIO : Stages sportifs.....	125
RENNES : Tout Rennes Cuisine.....	126
RENNES : Ville de Rennes.....	130
SAINT-QUENTIN : Semaine de la nutrition et des activités physiques et sportives	132
SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES : Marche découverte santé.....	134
SAINT-QUENTIN EN YVELINES : Ateliers nutrition et alimentation	136
STRASBOURG : Une ordonnance verte pour les femmes enceintes de Strasbourg	139
THIONVILLE (Portes de France CA) : Je me bouge pour mon cœur.....	142
VAL DE FENSCH : Alimentation pour les parents.....	146
A) LE MILIEU SCOLAIRE, Y COMPRIS SUR LE TEMPS PERISCOLAIRE	148
ANGERS : TAP de la Fourche à la Fourchette	149
ANGERS : Référentiel TAP sport-santé.....	152
BREST : Dispositif de sensibilisation à l'alimentation saine et durable et à l'activité physique en milieu scolaire	154
CHÂTEAURoux : Sensibilisation à l'équilibre alimentaire	157
LYON : Bien Manger Pour Ma Santé.....	158
NANTES : Café des parents « sédentarité et écrans »	161
NANTES : Et si on cuisinait pour apprendre à goûter ?	164
NANTES : Nutrition à l'école	167

POITIERS : Expérimentation d'ateliers d'éducation nutritionnelle dans les écoles de Poitiers avec l'outil Petit Cabas (IREPS Nouvelle Aquitaine)	169
PORTO-VECCHIO : Dispositif « petits déjeuners »	171
THONVILLE (Portes de France CA) : Plan Prévenir l'Obésité Infantile dans l'agglomération Thionilloise (POIT)	173
B) LE MILIEU PROFESSIONNEL	177
CHATEAUX : Sport pour les agents	178
EVRY-COURCOURONNES : Pause méridienne sportive pour les employés de la mairie d'Evry Courcouronnes	180
MULHOUSE : Programme de lutte contre la sédentarité en milieu professionnel	182
C) LE QUARTIER	184
BORDEAUX : Conseils alimentaires de quartier	185
BOURG-EN-BRESSE : Liaison école-club et Pass'sport fille	187
BREST : Cuisine itinérante : du potager à la cuisine	189
BREST : Ateliers Foyer A Alimentation Positive	191
EVRY-COURCOURONNES : TONUS : Ton Objectif Nutrition Santé	193
MULHOUSE : RAPAQ (Réseaux d'Activités Physiques Adaptées de Quartier)	196
PORTO-VECCHIO : Les minis Olympiades	198
IV. Promouvoir l'activité physique et une alimentation saine à des fins thérapeutiques	201
ANGERS : Centre de ressources Sport-Santé	202
ANGERS : Liv lab Sport Santé / développement de l'outil Fitness VR	205
AUBAGNE : Sport-Santé Aubagne : prévention primaire et secondaire de l'obésité	209
LILLE : Lutter contre les souffrances psychiques par la nutrition	211
MARSEILLE : Cycles d'Activités Physiques Adaptées (APA) pour patients malades chroniques	213
MULHOUSE : Mulhouse Sport Santé	215
SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES : Dispositif sport santé sur ordonnance	218
STRASBOURG : Maison Sport-Santé de Strasbourg	222
VAL DE FENSCH : Sport sur ordonnance	226
VALENCE : Promotion d'une alimentation équilibrée au Centre Santé Jeunes	228
VALENCE : Activité physique adaptée à la Maison Relais Santé	232
VALENCE : Soutien du réseau PREORÉPPOP sur Valence	235

I. Créer un contexte facilitant pour agir

Gouvernance locale : politiques, plans, stratégies, dispositifs

Comment les thématiques de l'alimentation et de l'activité physique s'inscrivent-elles dans les politiques de promotion de la santé des Villes-Santé, dans les plans, programmes ou dispositifs locaux ? (Contrat Local de santé, Atelier Santé Ville, Projet Alimentaire Territorial (PAT), labellisation Maison Sport-Santé, signature de la Charte « Ville active du PNNS », autres dispositifs spécifiques, déclinaison locale d'un dispositif national, etc.).

Identifier et mesurer les besoins, financer et évaluer les actions

Intersectorialité entre les services et élus

Les projets et actions sur ces deux thématiques « alimentation » et « activité physique » s'articulent-elles au sein des collectivités, entre les élus et services ou éventuellement entre la ville et l'EPCI ?

Impulser ou s'inscrire dans une dynamique locale collective

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Plan municipal Angers Sport-Santé

Porteur/pilote principal : Direction Santé Publique

Rôle de la collectivité : Portage d'actions pour le développement d'un programme sport-santé- bien-être

Services et élus de la collectivité impliqués : Santé Publique, Sports, CCAS, Enfance...

Échelle de territoire concerné : Ville d'Angers

Population cible : Tout public

Période / calendrier : Permanent

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

Le programme « Angers sport santé » a été adopté par le Conseil municipal en septembre 2017. Il doit imprégner l'ensemble des politiques publiques et trouver ses déclinaisons dans des applications concrètes. Certaines trouvent leur place au sein de dispositifs dédiés (Contrat local de santé, Centre de ressources sport-santé, soutien à des projets associatifs, évènements...) d'autres sont intégrées dans les projets des directions municipales).

Un programme avec 4 ambitions :

- Inscrire l'activité physique et sportive comme un déterminant de santé

- Donner à tous la possibilité de pratiquer une activité physique et sportive

- Être acteur dans la mise en place d'un dispositif de prévention santé pour promouvoir la pratique d'activités physiques et sportives

- Développer en accord avec Sport santé 2020 une offre sport santé sur la ville.

Un programme autour de 3 axes et 10 orientations

Axe 1 – Promouvoir les activités physiques et sportives comme facteur de bien être

- * Orientation 1 – faire connaître au grand public le panorama des activités déjà proposées sur la ville
- * Orientation 2 – permettre à tous les publics de pratiquer une activité physique au quotidien
- * Orientation 3 – promouvoir un environnement favorable à la pratique d’une activité physique
- * Orientation 4 – promouvoir l’activité physique à travers une communication adaptée
- * Orientation 5 – accompagner et soutenir les initiatives des clubs et des associations

Axe 2 – Promouvoir les activités physiques et sportives comme facteur de meilleure santé

- * orientation 6 – accompagner la mise en place d’un dispositif de prescription médicale d’activités physiques
- * Orientation 7 – développer la sensibilisation des professionnels de santé
- * Orientation 8 – repérer soutenir et valoriser les actions adaptées

Axe 3 – Promouvoir les activités physiques et sportives comme facteur de mieux vivre et d’autonomie

- * Orientation 9 – accompagner les actions à destination des personnes atteintes de pathologies chroniques
- * Orientation 10 – soutenir les actions à destination des personnes handicapées ou en perte d’autonomie.

Quels facteurs ont favorisé l’action ?

Une dynamique partagée par les directions municipales

Quels facteurs l’ont mise en difficulté ?

Actuellement un défaut d’évaluation annuelle des actions mises en œuvre ne permet pas de mesurer l’impact du plan.

Carte d'identité de l'action

Porteur/pilote principal : Ville de Bordeaux

Rôle de la collectivité : Pilote

Services et élus de la collectivité impliqués : Coordination portée par la Direction Développement Social Urbain, un projet qui mobilise 20 élus et 7 directions

Échelle de territoire concerné : Ville de Bordeaux

Population cible : Tout public, y compris les plus fragiles

Période / calendrier : 2020-2026

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Un diagnostic de l'écosystème alimentaire local a permis de mettre en évidence la faible autonomie alimentaire du territoire : 70 % des produits agricoles transformés consommés sur le territoire sont importés et 56 % de la valeur de production agricole est exportée hors de Bordeaux Métropole. 87 % des Bordelais font leurs courses en grande surface et seuls 20 % disent consommer fréquemment des produits locaux. Enfin, 17 % des Bordelais vivent sous le seuil de pauvreté, situation pour laquelle il a été jugé nécessaire de mettre en place une feuille de route avec un axe fort sur la précarité alimentaire. Face à ces constats, la Ville de Bordeaux s'est saisie de la thématique de l'alimentation et a lancé un projet municipal de résilience alimentaire 2020-2026 renommé « Bordeaux, recettes d'avenir pour des lendemains qui régaleront ».

Objectifs

La feuille de route de la résilience alimentaire est imaginée sur six ans avec une ambition et une volonté d'innover. Quatre axes sont identifiés pour reconstituer un écosystème alimentaire résilient : production agricole, circuits courts, place des mangeurs et accessibilité à l'alimentation, biodéchets. Les objectifs sont les suivants :

- Engager Bordeaux dans la résilience alimentaire avec l'ambition de nourrir la ville tout en atteignant la neutralité carbone en 2050
- Développer la production agricole et faire de Bordeaux une pépinière d'innovation pour l'agriculture urbaine
- Faciliter l'accès de tous à l'alimentation locale, notamment à des fruits et légumes de qualité
- Accompagner les habitants dans l'évolution de leurs pratiques alimentaires et la construction d'un projet de résilience alimentaire de quartier
- Réduire le gaspillage alimentaire, notamment dans les écoles de la ville, et recycler les biodéchets

Mise en œuvre

La Direction Développement Social Urbain coordonne le projet afin d'assurer l'implication et la valorisation des différents services concernés.

1. Agriculture urbaine

Les deux objectifs principaux sont de multiplier par trois l'agriculture nourricière grâce au foncier public et de développer les coopérations avec les territoires voisins. Pour cela, la Ville prévoit l'installation de maraîchers et la création de jardins partagés, y compris en disséminant ces jardins sur l'ensemble des différents QPV pour permettre à tous de cultiver. En parallèle, une académie des jardiniers s'est mise en place. Elle permet la formation au jardinage des habitants dans les quartiers.

2. Circuits courts, distribution et transformation

Un travail de proximité est engagé dans les quartiers, avec les centres sociaux. En faveur du développement des outils de transformation alimentaire. L'objectif est de permettre ainsi aux habitants du quartier en situation de précarité de cuisiner au sein des centres sociaux, en s'appuyant sur le marché d'intérêt national (MIN) pour l'approvisionnement des commerces locaux. Depuis le début du mandat, une augmentation forte du nombre de marchés dans chaque quartier est effective. Ces derniers accueillent prioritairement des producteurs locaux.

3. Accès à l'alimentation

L'accès à l'alimentation revêt les notions de sensibilisation des habitants et le travail sur les risques de rupture d'approvisionnement alimentaire. Pour répondre à ces enjeux, plusieurs actions sont prévues : mise en place de conseils alimentaires de quartier (fiche-action page 90) et organisation d'une grande fête dédiée au goût et à l'alimentation d'avenir dans les quartiers, soutien aux épiceries solidaires, et évolutions dans la restauration collective (avec un deuxième menu végétarien dans les assiettes, des matériaux écoresponsables, vers le 100 % bio dans les crèches, etc.)

4. Recyclage et réduction du gaspillage alimentaire

Cette ambition se traduit par la continuité d'actions et de programmes visant à réduire les déchets et le gaspillage alimentaire : distribution de composteurs, programme de cession d'aliments des surplus de cantines, projet « éducation au goût », projet « cantine zéro gaspi », etc.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Un appel à projets « résilience alimentaire » a été lancé en 2021 : 50 000 euros ont été distribués à 22 projets associatifs (quelques exemples : création et gestion de jardins partagés, épiceries solidaires, démocratie alimentaire, réseau étudiant, lutte contre la précarité alimentaire, conseils nutritionnels santé/ alimentation, compostage, etc.)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Etat des lieux des acteurs de la sensibilisation à l'alimentation durable

Porteur/pilote principal : Projet Alimentaire Métropolitain

Rôle de la collectivité : mener un diagnostic des acteurs de la sensibilisation à l'alimentation durable sur le territoire de Brest Métropole servant de base à l'élaboration du plan d'actions su PAM et à l'impulsion de nouvelles initiatives et partenariats

Services et élus de la collectivité impliqués : Projet alimentaire métropolitain

Nathalie Chaline – VP économie des transitions et alimentation durable

Echelle de territoire concerné : Brest Métropole

Population cible : Population de Brest Métropole

Période / calendrier : 2021-2022

Partenaires : acteurs de la sensibilisation à l'alimentation durable sur le territoire de Brest Métropole

Budget : 10 00 euros étude 2020 pour ville de Brest / Stagiaire pour extension étude 2022 sur les communes de Brest Métropole

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Le projet alimentaire métropolitain porte l'objectif de la pérennité d'une alimentation de qualité accessible à tous. L'une des clés pour atteindre cet objectif est de pouvoir informer, sensibiliser les consommateurs-citoyens, et en premier lieu les plus fragiles, des enjeux sanitaires, nutritionnels, environnementaux, sociaux et culturels associés à l'accès à une alimentation durable et de qualité, et des dispositifs publics, associatifs ou privés existants pour garantir ou améliorer cette accessibilité.

Il existe sur la métropole brestoise une véritable dynamique des acteurs publics mais aussi privés, associatifs agissant chacun dans leurs champs de compétence et auprès de cibles multiples sur ces questions relatives à l'information et la sensibilisation autour des enjeux de l'alimentation durable.

Dans le cadre du Projet alimentaire, Brest métropole souhaite disposer d'une connaissance approfondie de ce panorama d'acteurs et des projets qui "gravitent" autour du thème de l'accessibilité à une alimentation durable et de qualité. Une enquête couvrant les structures identifiées sur la ville de Brest a été conduite en 2021, permettant de nourrir le plan d'actions du PAM. Son extension en 2022 permettra de couvrir les communes de la métropole afin d'avoir une vision systémique des acteurs de la sensibilisation à l'alimentation durable et d'impulser de nouveaux partenariats et actions.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Soutien d'une AMO pour réalisation de la première partie de l'état des lieux

Connaissance des acteurs et collaboration

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Manque de couverture des communes de la métropole (au programme pour l'extension de l'étude en 2022)

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Action en cours : complément de l'état des lieux sur les communes de la métropole en 2022

La première partie de l'étude a permis de nourrir le plan d'action du PAM sur la partie consacrée à la sensibilisation et l'information sur l'alimentation durable

Personne à contacter pour plus d'informations :

Mathilde Tran Van – chargée de projets PAM

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Groupe ressources nutrition

Porteur/pilote principal : Service Santé et Handicap / diététicienne du Grand Chalon

Rôle de la collectivité : coordination, animation

Services et élus de la collectivité impliqués : tout service, toute association ou structure intéressées par la nutrition (alimentation - activité physique)

Echelle de territoire concerné : le territoire des 51 communes

Population cible : professionnels et bénévoles

Période / calendrier : tout au long de l'année

Partenaires : les opérateurs départementaux, régionaux en soutien sur certains sujets

Budget : temps de travail essentiellement

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

Le groupe « Ressources Nutrition » rassemble des professionnels et des bénévoles, concernés par le sujet de la nutrition (alimentation - activité physique).

L'objectif de ce groupe est de développer une dynamique partenariale et un soutien aux projets des partenaires locaux, d'assurer la coordination des actions sur le territoire.

Des réunions thématiques sont proposées tous les 2 à 3 mois ainsi que des mails d'information.

Il s'appuie sur les opérateurs régionaux et promeut les outils existants. Il permet le partage des informations concernant les actions en cours ou à venir menées sur le territoire par les différents

partenaires. Il permet de mieux se connaître entre structures pour mieux travailler ensemble et ainsi favoriser la capitalisation et la transversalité des expériences. Il permet un maillage territorial.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Les acteurs locaux sont intéressés pour échanger. L'action correspond aux missions d'une collectivité.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

La situation sanitaire et la cyberattaque ont rendu la mise en place de réunions compliquée.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Un questionnaire est proposé aux participants pour s'assurer de l'atteinte des objectifs et orienter les propositions.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Sigolène Murat, diététicienne chargée des projets nutrition

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Label mulhouse sport sante bien-être loisir (ssbel)

Porteur/pilote principal : Maison Sport Santé

Rôle de la collectivité : Régie

Services et élus de la collectivité impliqués : Service des sports

Echelle de territoire concerné : Ville de Mulhouse

Population cible : L'ensemble de la population

Période / calendrier : Septembre 2022

Partenaires : Mouvement sportif et secteur prive mulhousien

Budget : n-c

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

La labellisation des activités « sport sante bien-être » est une démarche qualité dont les principes ont été fixés dans le cadre de la concertation avec les acteurs de la santé et du sport. L'intérêt de ce dispositif est de témoigner du sérieux de la prise en charge en garantissant des conditions de pratiques individualisées et optimisées.

Le label « sport sante bien-être » va permettre également :

- d'assurer une meilleure visibilité et lisibilité de l'offre « sport sante bien-être » auprès des professionnels de santé ;

- de valoriser les structures dispensant des activités « sport sante bien-être » ;

- pour les pratiquants, d'identifier facilement une structure « sport sante bien-être » de qualité ;
- pour les financeurs potentiels, d'identifier les structures s'investissant dans la mise en place d'activités « sport sante bien-être » dans le cadre d'une démarche qualité

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

La sécurité des pratiquants n'est pas forcément assurée dans les pratiques de club et des structures privées.

Une offre Sport-Santé du mouvement sportif pas assez lisible et peu valorisée

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Disponibilités des créneaux (opposition compétition/loisir)

Identification fine des porteurs de projet

Ressources humaines à disposition pour les instructions et visite de conformité

Absence de financement incitatif à la démarche SSBE

Chevauchement avec les labels fédéraux perte de lisibilité (exemple 5 labels actifs pour la FFB)

Agacement administratif de la part des AS

Si campagne de communication importante : flux important d'opérateur avec à la clé des difficultés à stabiliser/crédibiliser ce label.

Une image écornée de la part des AS sur les financements possibles en matière de sport-santé

Pression des acteurs « privés » (coach/préparateur physique, indépendant...) pour obtenir de l'équipement public

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Projet en cours

Carte d'identité de l'action

Porteur principal : Ville de Nantes et Métropole

Services et élus de la collectivité impliqués :

Direction Santé Publique, Direction Animation transition écologique, CCAS, Directions de quartiers, Direction de l'éducation, Direction des sports, Direction petite enfance, Direction Nature et jardins, etc.

Échelle de territoire concerné : Ville et Métropole

Population cible : Tout public

Période / calendrier : Permanent

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Contexte

La Ville de Nantes a des engagements volontaires et contractuels pour faire de la nutrition un axe majeur de la politique de santé de la collectivité. Ces engagements permettent de créer des espaces de dialogue et de travail pour les acteurs engagés sur les thématiques alimentation & santé :

- Un deuxième CLS a été signé en 2019 avec des partenariats élargis : l'ARS, la Préfecture, le CHU, l'Éducation nationale, la CPAM, etc. Le CLS contient deux fiches-actions sur la nutrition fixant des objectifs communs. De plus, dans le cadre de ce CLS, un appel à projets annuel, cofinancé par la Ville, l'ARS et la Préfecture au titre du volet santé du contrat de ville, vient soutenir des projets notamment autour de la nutrition, avec les acteurs locaux.
- Nantes est « Ville active du PNNS » depuis 2009. Cette labellisation est un levier pour valoriser toutes les contributions, projets et actions des différents services. À la signature de la Charte « Ville active du PNNS », une délibération en conseil municipal a acté de faire vivre la charte par l'organisation de séminaires en interne pour valoriser les actions portées par différentes Directions. Un engagement a été signé pour qu'au moins quatre actions par an soient évaluées. Ces séminaires permettent d'enrichir les regards internes.
- Au niveau régional, Nantes participe à la gouvernance de la Structure Régionale d'Appui et d'Expertise (SRAE) Nutrition. Elle réunit les acteurs des champs de la promotion de la santé, de la prise en charge de l'obésité et la dénutrition. La SRAE Nutrition a un rôle d'accompagnement des d'acteurs dont les collectivités. Il s'agit d'une structure ressource pour travailler en transversalité.

L'inscription de la nutrition dans des cadres métropolitains structurants

Depuis plusieurs années, des coopérations se sont développées entre la Ville et la Métropole sur les compétences de l'agriculture périurbaine (exemple : coanimation d'un atelier citoyen pour créer un nouveau marché dans un quartier). Le travail d'élaboration du PAT a renforcé ces coopérations. Un grand nombre d'acteurs en nutrition a participé à l'élaboration de la feuille de route du PAT.

Le PAT métropolitain s'organise autour de quatre orientations stratégiques et huit engagements collectifs dont un est de « permettre à tous de manger à sa faim, sainement et équilibré ». Dans le

processus de mise en œuvre du PAT, un enjeu au croisement du CLS et du PAT a été identifié autour de la question de l'accessibilité aux fruits et légumes. Un diagnostic réalisé sur l'accès aux fruits et légumes sur un quartier a permis de nourrir les réflexions sur les orientations stratégiques du PAT. Ce diagnostic a amené à la mise en place d'un « défi alimentation positive », à réfléchir à des commandes groupées, sans attendre que le cadre structurant du PAT soit opérationnel.

Point de vigilance

Disponibilité de ressources humaines dédiées à la coordination entre les différents niveaux de gouvernance et les différentes instances

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Importance d'un soutien politique et institutionnel. Les projets autour de la précarité alimentaire, du sport-santé et de lutte contre la sédentarité ont renforcé la mobilisation sur ce sujet.

Travail à différents niveaux : de proximité, et en même temps de cadres plus stratégiques, tout en gardant le prisme de la réduction des inégalités sociales de santé.

Richesse des formats de co-animation : complémentarité de profils et de cultures professionnelles.

NICE : Expérimentation du projet « The Amsterdam healthy weight approach »

Fiche-action rédigée en 2022

Carte d'identité de l'action

xPorteur/pilote principal : Service Santé Publique

Rôle de la collectivité : Pilote

Services et élus de la collectivité impliqués : Tous les élus et services qui gravitent autour du parcours de l'enfant

Échelle de territoire concerné : Ville de Nice

Population cible : Enfants

Période / calendrier : Projet en cours de lancement

Partenaires : Santé Publique France, acteurs locaux, etc.

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Contexte

La Ville de Nice se lance dans l'essai d'un projet développé à Amsterdam, « The Amsterdam healthy weight approach », sur son territoire pour répondre aux besoins locaux. Cette action probante, mise en place depuis plusieurs années, est pour la Ville de Nice un exemple inspirant.

Objectifs

- S'appuyer sur l'existant pour renforcer la dynamique locale et entrer dans une démarche transversale
- S'appuyer sur une méthode évaluée et probante mise en œuvre à Amsterdam
- Fédérer les acteurs locaux autour des enjeux de promotion de la santé des enfants et de prévention du surpoids et de l'obésité
- Améliorer la santé des enfants et réduire la prévalence du surpoids et de l'obésité

Mise en œuvre

La première étape du projet va consister à faire un état des lieux des actions existantes pour les rendre lisibles et visibles. Les manques et les incohérences seront identifiés pour définir des priorités d'actions. L'objectif est d'avoir des indicateurs, de mesurer le poids des enfants puis ensuite de coordonner un groupe d'acteurs qui travaille sur les quartiers de la ville avec l'Education Nationale. L'un des enjeux majeurs sera d'impliquer un grand nombre d'acteurs et de bénéficier de l'engagement des institutions et de l'Education Nationale, acteur incontournable du parcours de l'enfant, notamment quand la Ville n'a pas de Service de Santé scolaire. Le projet sera expérimenté dans deux QPV de la Ville puis étendu en fonction des résultats obtenus. Il sera coporté par plusieurs services municipaux avec le soutien d'un espace partagé de santé publique qui réunira différents élus et services mais aussi une diversité d'acteurs du territoire.

L'agence Santé Publique France et sa cellule d'évaluation accompagnera cette expérimentation. Santé Publique France aidera à la construction des indicateurs, la collecte des données de terrain et à l'écriture d'un projet de financement.

« C'est une force de se dire : testons quelque chose qui a une méthode validée et qui ne demande pas une révolution ou beaucoup d'argent ». **Directrice Santé Publique de la Ville de Nice.**

« Le projet « Amsterdam healthy weight approach » nous invite à agir en transversalité, à prendre tout le parcours de l'enfant et à voir qu'à chaque niveau la Ville va s'investir : urbanisme, mobilités douces, offre alimentaire, exposition à la publicité, etc. Ce projet global valorisera tout ce qui se fait sur le territoire, y compris les actions qui sont difficiles à évaluer et les actions qu'on a oubliées, jamais évaluées ». **Directrice Santé Publique de la Ville de Nice.**

Carte d'identité de l'action

Porteur/pilote principal : CCAS de Roubaix

Rôle de la collectivité : Pilote du projet

Services et élus de la collectivité impliqués : CCAS, service Santé, service des Sports, service du Développement Durable

Échelle de territoire concerné : Ville de Roubaix

Population cible : Les personnes bénéficiant du RSA, les femmes, mères et enfants les plus vulnérables, les personnes bénéficiant du minimum retraite en situation de vulnérabilité

Période / calendrier : 2021-2023

Partenaires : Centres sociaux du territoire et partenaires associatifs

Budget : Le projet intégralement financé par l'ARS Hauts-de-France est prévu sur un temps précis, en une fois. La possibilité est laissée aux centres sociaux de rechercher d'autres financements pour la suite

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

Contexte

Le rapport IGAS 2019 a mis en valeur le fait que le territoire de Roubaix devait davantage travailler en coordination sur la thématique « alimentation ». Le CCAS de la Ville s'est alors appuyé sur différentes ressources : le Plan National pour l'Alimentation et le Plan Régional de Santé.

Objectifs

Le Service Santé a souhaité proposer aux structures de la Ville (centres sociaux ou autres associations) un projet clé en main. À ce jour, leur priorité est la mobilisation de leurs publics. L'idée d'un projet clé en main pour travailler différentes thématiques essentielles de la santé sur le territoire, permet de libérer du temps pour mobiliser les publics et d'être proche des usagers/adhérents des associations. L'objectif est donc de fédérer l'ensemble des neuf centres sociaux du territoire roubaisien dans la promotion d'une alimentation durable, variée et équilibrée auprès des habitants

Mise en œuvre

C'est un projet en quatre phases :

1 Écriture du projet et dépôt (septembre 2021 – janvier 2022)

2 Installation du projet dans les structures (février 2022 – septembre 2022)

3 Réalisation du projet et évaluation à mi-parcours (octobre 2022 – juin 2023)

4 Bilan final et évaluation finale du projet (juillet 2023 – décembre 2023)

Huit centres sociaux sur les neuf centres du territoire vont bénéficier de ce projet qui vise à développer des savoir-faire et des attitudes favorables autour de l'alimentation, en lien avec le zéro déchet et l'offre locale.

De septembre 2022 à juin 2023, onze ateliers seront proposés dans chaque centres sociaux : sortie spectacle « mangez moi », ateliers alimentation par la diététicienne et naturopathe, ateliers témoignages sur le zéro déchet, ateliers découvertes dans différentes associations de la ville

(chlorophylle, astuces, travail de la terre, découverte de la nature), découverte locale sur l'achat d'aliments au travers des groupements en coopérative, partenariat avec Bio France pour la mise en place de paniers bios pour les usagers du projet. L'idée avec ce programme est de proposer un panel d'actions, de faire se rencontrer les acteurs et de construire des liens pour une potentielle continuité.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Le projet implique : le CCAS, le service Santé, le service du Développement Durable et le service des Sports qui porte le dispositif 'Sport Pass' dont l'objectif est de favoriser l'accès à l'activité physique adaptée (APA) dans les centres sociaux à un coût dérisoire.

SAINT-QUENTIN : Adhésion au programme VIF

Fiche rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Adhésion au programme VIF

Porteur/pilote principal : Auparavant porté par la DEPEJ sera valorisé dans le cadre du CLS

Rôle de la collectivité : Mise en place de formations et d'actions

Services et élus de la collectivité impliqués : santé et DEPEJ

Echelle de territoire concerné : ...saint-quentinois

Population cible : scolaire

Période / calendrier : A déterminer

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- La promotion d'une alimentation saine
- La promotion de l'activité physique
- La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Enfants scolarisés et accueil hors des temps scolaires**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action

Formation des différents intervenants, possibilité de supports pédagogiques, hygiène alimentaire, hydratation, activité sportive, sommeil, toutes les actions en prévention de l'obésité chez l'enfant...

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Action à venir

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Action à venir

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? *(principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)*

Action à venir

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Projet Alimentaire Territorial de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg

Porteur/pilote principal : Ville et Eurométropole de Strasbourg

Rôle de la collectivité : Porteuse du projet

Services et élus de la collectivité impliqués : Pilotage par la Direction du Développement Économique et de l'Attractivité et les deux élus municipaux et métropolitain à l'agriculture et l'alimentation. Plus de 11 Directions, 30 services et élus de référence impliqués au sein d'un comité technique et d'un comité partenarial.

Echelle de territoire concerné : Ville et Eurométropole de Strasbourg

Population cible : Ensemble des habitants du territoire

Période / calendrier :

2017-2020 : soutien de 4 projets expérimentaux :

- Etude portant sur la transmission d'entreprise agricole
- Etude filière céréales-pain bio
- Paniers santé dans les QPV
- Création d'un jardin santé

2021 : lancement de la stratégie alimentaire territoriale et soutien de 12 nouveaux projets sur 3 ans

- Boomerang Consigne : service de consigne de contenants en verres pour vente à emporter
- Emmaüs Mundo : restaurant solidaire
- GIP Maison Sport Santé de Strasbourg : projet "joue pour ta santé"
- GIP Maison Sport Santé de Strasbourg / IREPS Grand Est : étude sur l'insécurité alimentaire dans 3 Quartiers Prioritaires de la Ville
- Jardins Montagne Verte : magasin de vente en circuits courts
- Manufacture Lab : magasin de producteurs et restaurant
- Le Sillon : magasin de producteurs et restaurant
- Les Retoqués : conserverie
- SAGE Uni Strasbourg/CNRS : étude du numérique au service des interactions entre producteurs et consommateurs
- Solibio : grossiste en produits bio
- Uzaje : solutions industrielles de réemploi des contenants alimentaires
- La Manufacture de Légumes (ex SODICRU) : légumerie
- Eurométropole de Strasbourg : Création de 2 postes, Communication événement et projets expérimentaux

2022 : mise en place d'une gouvernance multi-acteurs territoriale et signature d'un pacte

2023 et suivantes : lancement d'actions partenariales / suivi des projets

Partenaires : Académie de Strasbourg, ADEME, ADIRA, Agence de l'Eau Rhin-Meuse, Agence Régionale de Santé, Association Régionale des Industries Alimentaires (ARIA), Banque Alimentaire Bas-Rhin Banque des Territoires, Bio en Grand Est, CCI Alsace Eurométropole, Chambre Agriculture Alsace, Chambre de Consommation Alsace (CCA), Chambre de Métiers d'Alsace (CMA), Collectivité Européenne d'Alsace, CRESS, Direction régionale de l'agriculture et de l'alimentation, GIP Maison Sport Santé de Strasbourg, Maison de l'Emploi de Strasbourg, Région Grand Est, SAMINS, Syndicat des Eaux et de l'Assainissement (SDEA), UDES, UMIH, Université de Strasbourg.

Budget : 2021-2024 : 1,3Mio € (appel à projet de l'Etat) + budget événementiel (17k€ en 2022)

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

En janvier 2021, alors que la crise sanitaire a montré les fragilités de notre système alimentaire, la collectivité lance une étude de préfiguration d'une stratégie alimentaire territoriale (SAT) avec Eco-Conseil et l'INSA Strasbourg. Avec l'aide des services internes et des communes, et sur la base du cadre stratégique proposé par le Pacte de Milan, un diagnostic alimentaire du territoire et une analyse des politiques publiques alimentaires sont réalisés.

Cinq enjeux stratégiques sont identifiés :

- Alimentation saine : Bien se nourrir pour être en bonne santé
- Équité sociale et territoriale : Assurer une alimentation de qualité et solidaire
- Production agricole : Activer la transition agricole favorable à l'emploi et à l'environnement
- Approvisionnement, transformation et distribution : Promouvoir l'alimentation locale
- Gaspillage alimentaire : Réduire les déchets et favoriser l'économie circulaire

La mise en place d'une gouvernance élargie et participative apparaît comme indispensable pour construire une stratégie structurante et transformatrice. La gouvernance de la SAT s'appuie sur un comité partenarial dont la mission est de coordonner et d'impulser la stratégie, un comité technique chargé de la mise en œuvre de la stratégie au sein de plus de 30 cadres d'actions existants (dont la convention agricole), et l'ensemble de l'écosystème alimentaire incluant les citoyens qui seront appelés à exprimer leurs attentes et idées courant 2022.

Grace à cette gouvernance partagée, la collectivité devient le lieu de rencontre, d'information et d'action réunissant les principaux acteurs de la chaîne alimentaire, de la production à la consommation.

Un événement annuel au moins de juin vient célébrer l'alimentation saine, durable, locale et accessible entre les acteurs de l'alimentation, qui animent eux-mêmes l'événement, et les citoyens.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

- Instauration du label PAT en 2017 et financements mis à disposition des collectivités
- Volonté politique forte avec l'arrivée d'une nouvelle mandature écologiste en 2020
- Crise sanitaire à partir de 2021 ayant montré l'importance de l'élaboration d'une stratégie alimentaire résiliente

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

- Absence de financement pérenne de la part de l'État
- Absence de ressource humaine dédiée avant 2021

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

- Les premiers projets soutenus entre 2017 et 2020 ont été bénéfiques pour la réduction des inégalités de santé :
- paniers santé dans le cadre du dispositif PRECOSS : d'octobre 2017 à juin 2018 : 33 parents ont participé à des ateliers de cuisine et 188 paniers ont été distribués à l'issue des ateliers.
 - Jardin santé « Le Carré vert » du Centre Socio Culturel du Neuhof : réhabilitation du jardin, association de 3 autres structures au projet, bon fonctionnement depuis le printemps 2018, tenue d'ateliers, nouveaux jardiniers.
- L'évaluation des nouveaux projets sera faite en 2024.

Documents ressources :

- Présentation synthétique de la stratégie alimentaire territoriale :
<https://www.strasbourg.eu/documents/976405/1628244/0/f8af26d3-38a3-1e6d-7dff-1c148269a9e0>

Personne à contacter pour plus d'informations :

Magali Gay-Para, Chargée de mission stratégie alimentaire territoriale

TOULOUSE : Soutien aux structures des quartiers prioritaires dans leurs projets Nutrition

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Soutien aux structures des quartiers prioritaires dans leurs projets Nutrition

Porteur/pilote principal : SERO (structure d'expertise régionale en obésité Occitanie)

Rôle de la collectivité : Initiateur – Financeur – Facilitateur par la mise ne lien – Coordonnateur

Services et élus de la collectivité impliqués : Promotion de la Santé

Echelle de territoire concerné : Quartiers Prioritaires de la Ville de Toulouse

Population cible : Professionnels, Enfants, Parents

Période / calendrier : toute l'année

Partenaires : CLAE, centres sociaux, associations des territoires

Budget : entre 2 000€ et 22 000€/an selon les territoires

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Dans le cadre de la prévention de l'obésité, sensibiliser sur chaque territoire les professionnels volontaires et accueillant un public enfant notamment à l'importance d'une alimentation variée et équilibrée, d'une bonne hygiène de vie et la pratique d'une activité physique régulière pour les repères soient pris en compte dans leurs activités quotidiennes ; accompagner ces professionnels dans leurs projets en lien avec la nutrition.

Objectifs spécifiques de l'action :

- Identifier et mobiliser des partenaires des quartiers

- Sensibiliser les professionnels par une montée en compétences et en savoir-être sur le sujet

- Accompagner les partenaires de façon individuelle (en interne, auprès des enfants, auprès des parents), tout en assurant une cohérence sur le territoire ; les amener vers l'autonomie dans leurs actions
- Partager, valoriser, communiquer autour du projet, en vue d'homogénéiser les pratiques sur le territoire

Deux approches menées en parallèle :

- Approche d'accompagnement individualisé à chaque structure
- Approche de mutualisation des expériences et des outils au sein du territoire, voire mise en place de projets

Moyens : mise à disposition de diététiciens et/ou médecin de la SERO sur chaque territoire, qui œuvrent en lien avec les coordinateurs de santé de territoire de la Mairie de Toulouse.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Implication des responsables hiérarchiques ou chefs de service dans le projet, concertation entre tous les intervenants au sein d'une structure, méthode de type participative favorise l'empowerment et l'implication des acteurs associatifs et l'adéquation du projet au terrain, continuité des activités au sein d'un même territoire qui renforce la connaissance et la confiance des acteurs locaux et permet ainsi plus d'efficacité auprès des publics cibles.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Fragilité des structures et modification de leurs objectifs de travail interne, ou turn over des personnels, ou encore réorganisations des services.

Implication d'une structure ne reposant que sur une seule personne.

Problèmes d'absentéisme des personnels.

Interruption de la dynamique de projet en lien avec la crise COVID.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

L'action est ciblée dans les quartiers prioritaires Politique de la Ville.

Les pratiques des professionnels et des familles évoluent si le partenariat entre la structure et le diététicien qui l'accompagne est construit dans la durée et mobilise l'ensemble de l'équipe.

Des dynamiques se créent à l'échelle de quartiers entre les acteurs, et peut donner naissance à des projets transversaux : ciné ma santé dans les quartiers Nord, nouveau groupe de travail Nutrition dans le quartier des Izards ou de Soupetard.

A titre d'exemple de résultats, suite aux interventions/formations/animations de la diététicienne ou du médecin, on note l'évolution des pratiques dans certaines crèches et CLAE qui continuent à travailler la question de la nutrition avec des évolutions positives dans la composition du goûter, ou encore le déploiement de plusieurs petites actions au sein du Secours Populaire Français à l'initiative des bénévoles (en général bénéficiaires ou anciens bénéficiaires) : projet de jardins potagers, de livret d'activités, de venue de producteurs.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Pascale Fine Lestarquit, Chargée de projets santé

II. Créer des environnements favorables

Environnements physiques et sociaux favorables à l'alimentation saine et à la pratique d'activité physique.

Question de l'offre disponible sur le territoire, de son accessibilité et de sa régulation, de la lutte contre un environnement/une offre non favorable à l'alimentation saine et à la pratique d'activité physique, de l'aménagement des espaces publics et espaces verts, de la sécurisation des parcours, de la signalétique, des installations spécifiques, des environnements physiques, des milieux de vie, etc.

Agir sur l'offre et son accessibilité pour réduire les inégalités.

Carte d’identité de l’action

Nom de l’action : Quartiers fertiles – projet d’agriculture urbaine
Porteur/pilote principal : Direction de l’aménagement et des équipements métropolitains
Rôle de la collectivité : Démarche mis en place dans le cadre du NPNRU (Nouveau Programme National de Renouveau Urbain). Brest métropole coordonne les actions et la mise en œuvre des initiatives (plan programme guide sur environ 10 ans). Les initiatives sont développées par différents porteurs de projets.
Services et élus de la collectivité impliqués : Direction de l’aménagement et des équipements métropolitains, Direction espaces verts, Projet alimentaire métropolitain
Echelle de territoire concerné : Quartier de Bellevue et Recouvrance _ Ville de Brest
Population cible : Population de Brest
Période / calendrier : 2022+++
Partenaires : Association Vert le Jardin, Brest Métropole Habitat
Budget :

Catégorie de l’action

Cette action vise : *(plusieurs réponses possibles)*

- la promotion d’une alimentation saine
- la promotion de l’activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à : *(plusieurs réponses possibles)*

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l’action communautaire et développer le pouvoir d’agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l’implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L’action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)
- Un ou plusieurs QPV
- L’ensemble de la population

Description de l’action

Décrivez l’action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l’action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

Le projet Quartiers fertiles dans les quartiers en rénovation urbaine porte le projet de ferme urbaine ayant pour but de promouvoir le lien à l’alimentation et de permettre de mieux manger tout en proposant un support pédagogique, de recherche et de formation, permettant de changeant la perception du quartier.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Projet dans le cadre du NPRNRU favorisant le renouvellement urbain et associant le développement de l'agriculture urbaine.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Projet en cours

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Projet en cours

Personne à contacter pour plus d'informations :

Mathilde Tran Van – chargée de projets PAM

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Renforcer et renouveler l'accessibilité à une alimentation de qualité

Porteur/pilote principal : CCAS _ Projet Alimentaire Métropolitain

Rôle de la collectivité : Coordination & impulsion des actions

Services et élus de la collectivité impliqués : CCAS de la ville de Brest / Projet Alimentaire Métropolitain

Nathalie Chaline – VP économie des transitions et alimentation durable

Marion Maury – Adjointe action sociale

Echelle de territoire concerné : Ville de Brest

Population cible : public précaire

Période / calendrier : 2022-2023

Partenaires : Associations de l'aide alimentaire, structures d'insertion

Budget : 30 00 euros

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **publics précaires**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

L'objectif de ce projet est de permettre l'accès à tous à une alimentation durable. Le projet veut inscrire l'aide alimentaire dans une logique de solidarité alimentaire et dépasser ainsi la démarche caritative. Les enjeux d'accessibilité à une alimentation suffisante, saine et de qualité sont en effet plus large et il est nécessaire de développer une nouvelle forme de solidarité alimentaire sur le territoire en complément de l'aide alimentaire distributive.

Développer & structure le réseau d'acteurs pour favoriser l'accès de tous à une alimentation durable.

La coordination de l'aide alimentaire existe depuis 2003 sur la ville de Brest. Elle se réunit sous une forme plénière 2 fois par an (juin et décembre) et en groupes de travail thématiques. Elle permet de développer des projets collaboratifs : comme en 2021, le développement d'une épicerie solidaire. Dans le cadre de ce projet, elle permettra de porter des initiatives en faveur du renouvellement de l'approvisionnement avec notamment : l'étude en cours avec SOLAAL visant à identifier les agriculteurs de la région avec lesquelles des partenariats pourraient être développés ; les expérimentations en cours avec des structures de l'insertion pour la transformation, reconditionnement/conservation d'aliments bruts afin de réguler les apports et de réduire les pertes.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Existence de la coordination de l'aide alimentaire : travail collaboratif des acteurs

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Difficulté d'approvisionnement des structures d'aide alimentaire

Difficultés à sortir de l'opérationnel pour des réflexions systémiques sur l'accès à l'alimentation

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Cette action permet d'engendrer une réflexion sur l'accessibilité à une alimentation saine, de qualité et suffisante pour tous, réflexion nécessaire et accentuée par les effets de la crise sanitaire.

Elle permet d'engager les différents maillons de la chaîne alimentaire locale dans une réflexion pour un renouvellement des pratiques pour garantir un accès digne à une alimentation de qualité.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Mathilde Tran Van – chargée de projets PAM

METZ : Evaluer la marchabilité du quartier pour la mobilité des seniors

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Evaluer la marchabilité du quartier pour la mobilité des seniors

Porteur/pilote principal : Ville de Metz

Rôle de la collectivité : Pilotage du projet, financement de l'étude de l'AGURAM et du mobilier d'aménagement, mobilisation des seniors, apport expertises complémentaires des services

Services et élus de la collectivité impliqués : Mission Ville inclusive – Conseillère déléguée à la politique seniors et Ville Amie des Aînés – Service Parcs, jardins et espaces naturels

Echelle de territoire concerné : quartier Sainte-Thérèse à Metz

Population cible : les seniors : personnes de plus de 60 ans.

Période / calendrier : avril/septembre 2019 étude AGURAM et concertation Octobre 2019/septembre 2020 création du mobilier (banc et fauteuil en régie par les agents du Pole parcs et jardins), commande des appuis ischiatiques et pose dans le quartier (pose qui a pris du temps en raison de la crise sanitaire mars 2020)

Partenaires : Agence d'urbanisme d'agglomérations de Moselle, le Conseil des seniors, Club senior du quartier, Métropole Direction de la Mobilité et des espaces public : présence du technicien sécurité des déplacements et accessibilité

Budget : 10 000 €

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **public cible les seniors, impacts potentiels sur d'autres population en situation de fragilité avec la marche (personnes atteintes de maladies chroniques, personnes en situation de handicap)**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Contexte :

En posant un diagnostic de la marchabilité des seniors pour la Ville de Metz, l'AGURAM confirme une tendance déjà visible à l'échelle nationale : dans le grand basculement vers l'hyper-mobilité collective, les seniors ne sont pas en reste et ont des besoins spécifiques pour se déplacer. Les aînés ne veulent pas être stigmatisés par leur statut, mais souhaitent au contraire être naturellement intégrés à la vie sociale, avoir accès aux services et aux équipements de la cité. Leur mobilité est un enjeu majeur pour nos territoires, où ils représentent une part croissante de la population.

Il est d'autant plus important de mettre en place une mobilité adaptée afin que celle-ci génère un cercle vertueux pour les villes : elle encourage les seniors à sortir de leur isolement et à utiliser davantage les modes actifs, favorisant une meilleure autonomie, mais aussi le maintien des liens sociaux et de la forme physique. Elle est un levier pour agir positivement sur la santé, le bien-être, le bien-vieillir, tout en limitant l'utilisation de l'automobile.

L'AGURAM a construit une méthode afin d'évaluer la marchabilité d'un quartier (degré évaluant la qualité urbaine d'un axe et sa capacité à accueillir du trafic piéton) et de proposer des stratégies adaptées à chaque espace de vie. En pondérant certains critères d'évaluation (comme le dénivelé, la présence d'assises pour le repos ou encore la qualité des revêtements, etc.), cette étude évalue, grâce à un important travail sur le terrain, la marchabilité du quartier Sainte Thérèse pour les seniors.

Chiffres clés :

10% des habitants de Metz sont non-mobiles

31% des non-mobiles ont plus de 75 ans (alors qu'ils ne représentent que 7% de la population totale de la ville de Metz)

36% des seniors renoncent à se déplacer

500 mètres, c'est le périmètre de vie des seniors les plus âgés

La marche devient le mode de déplacement majoritaire à partir de 65 ans : les seniors habitent souvent dans des quartiers denses, ils sont parfois dans l'incapacité de conduire. La marche représente leur seule activité physique et un moyen important de sociabilisation.

Objectifs :

Mailler les itinéraires piétons sélectionnés afin de corriger les points négatifs dans le quartier, identifiés dans l'analyse de la marchabilité (assurer un repos avant et après une traversée longue et/ou dangereuse ; créer des lieux de pause participant à l'amélioration de l'ambiance urbaine et à son apaisement.

Donner l'opportunité aux seniors de profiter du caractère dense du quartier, qui offre un large panel de commerces et de services de proximité.

Elaboration du projet :

L'AGURAM a développé une **méthode fine pour analyser la marchabilité de chaque rue**. Certains coefficients de notation ont été valorisés (par rapport à la méthode classique d'évaluation) afin de mettre en exergue les manques de lieux de pause, l'accessibilité difficile (sur la base des notations du Pave - Plan d'accessibilité de la voirie et des espaces publics), l'aménagement inapproprié des traversées, l'accessibilité des traversées (toujours sur la base des notations du Pave), le dénivelé, la qualité du revêtement, les obstacles et le sentiment de sécurité et de confort. L'objectif, in fine, est de

repérer les axes nécessitant des efforts d'aménagement en répondant dans un premier temps par l'installation d'assises.

Déroulé de l'action :

Appui de l'AGURAM pour une stratégie en 4 étapes :

- Repérer les zones à desservir (itinéraires vers les commerces et services de proximité)
- Analyser leur accessibilité
- Croiser l'analyse avec celle de la marchabilité
- Installer des assises : 5 bancs de 3 places, 2 fauteuils et 5 appuis ischiatiques

Visite sur site avec les seniors et services compétents de la ville et de la métropole pour identifier les emplacements d'assises nécessaires.

Test et choix du mobilier par les seniors.

Stratégies mises en œuvre :

À la suite de la phase de diagnostic basée sur les données de l'EDGT, **une carte des proximités** a été conçue. Elle regroupe l'ensemble des services, commerces et autres services de santé dont les seniors ont le plus besoin au quotidien, et qui nécessitent des déplacements. Les secteurs à enjeux sont ainsi très faciles à repérer.

En croisant les résultats avec la localisation des bancs, il apparaît que **le quartier dispose de très peu d'assises** sur les itinéraires les plus longs, que rejoignent les parties du quartier les mieux équipées en services et commerces.

L'enjeu est donc d'équiper ces axes en assises afin d'en améliorer l'accessibilité. L'assise étant l'aménagement le plus demandé par les seniors, cet enjeu est prioritaire. La démarche pourra, par la suite, être complétée par l'installation d'autres aménagements (systèmes adaptés pour la traversée, par exemple).

Mobilisation du public :

Une visite sur site a été organisée avec des seniors du quartier, membres du Conseil des seniors et du club seniors Marie-Clotilde. Les services de la Ville de Metz et de la Métropole impliqués dans ce projet ont également participé à cet atelier de terrain qui a permis de soumettre la stratégie de déploiement des assises pour le quartier aux publics directement concernés : quel est le mobilier urbain le plus adapté ? Quels emplacements pour les assises et appuis ischiatiques ?

Le matériel a été testé par des seniors pour confirmer sa réponse aux exigences de la mobilité de ce public. Ces temps d'échanges ont été précieux pour impliquer les habitants seniors dans l'évolution de leur quartier et pour améliorer leur qualité de vie tout en respectant leur expertise.

Le matériel finalement choisi répond au mieux aux besoins spécifique de la mobilité senior. Les assises seront équipées d'accoudoirs afin de faciliter l'assise et le départ, l'assise est large afin de conserver la convivialité des pauses, l'emprise au sol est limitée pour éviter les chutes et étudiée pour être repérée par les malvoyants, enfin les assises ischiatiques sont à une bonne hauteur et ne craignent pas les dégradations (revêtement spécial).

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

La participation de différents acteurs qui ont mis en commun leurs connaissances et leur expertise a été un atout majeur dans la réussite de ce projet.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

La crise sanitaire en mars 2020 a ralenti le processus d'installation du mobilier d'assise.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)**

Grâce à un important travail de concertation avec les habitants et associations du quartier, mais aussi les services de la Ville de Metz et un travail sur le terrain, l'expérimentation a permis de créer une stratégie de mise en accessibilité du quartier et de rétablir une proximité pour tous vers les services et commerces essentiels au quotidien.

Documents transmis :

Rapport de l'Agence d'Urbanisme d'Agglomérations de Moselle :

AGIR POUR LA MOBILITÉ DES SENIORS : pourquoi et comment favoriser la marche ? Expérimentations dans le quartier Sainte-Thérèse.

Disponible en ligne :

https://www.aguram.org/wp-content/uploads/2020/11/sainte_therese_etude_WEB_HD.pdf

Personne à contacter pour plus d'informations :

Virginie ZEWE, Chargée de mission Seniors et Handicap

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Urbanisme et promotion de la santé

Porteur/pilote principal : Maison Sport Santé

Rôle de la collectivité : REGIE

Services et élus de la collectivité impliqués : Service des sports

Echelle de territoire concerné : Ville de Mulhouse

Population cible : Tout public

Période / calendrier :

Partenaires : L'ensemble des services de la collectivité + les bureaux d'études (urbanismes)

Budget : N-C

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

La conduite de démarches de promotion de la santé, dans leur globalité et leur complexité, nous invite à construire de nouvelles stratégies d'alliance avec les politiques publiques impactant directement la pratique de l'activité physique et par extension notre état de santé : transport, aménagement du territoire, action sociale, etc.

Dans le cadre d'une pratique sportive autonome, la Maison Sport Santé constitue une ressource pour accompagner le travail de programmation des aménagements urbains de la collectivité tels que :

- Mulhouse Diagonales « Terrasses du Musée » (projet d'aménagement d'un espace street workout et sport santé)

- Journées sans voiture (projet d'aménagement Design actif à destination de tout public).
- Concertation pour l'aménagement d'un Accro Park Urbain à destination des publics mulhousiens
- Streetpark de la gare à destination des enfants/Ados
- Plateau outdoor de basket 3x3 (pratique tout public)
- Rénovation de l'ancien skatepark (pratique Enfants/Ados/Famille)

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

- Des équipements diversifiés mais un taux d'équipement sportif plutôt faible par rapport à la densité de population de la région mulhousienne et la moyenne nationale
- Des équipements anciens d'où des enjeux en termes de rénovation des salles de pratique
- 20% de la population de l'agglomération mulhousienne est licenciée d'un club sportif
- Une baisse de la pratique en club (tennis, foot, athlétisme, gymnastique ...)
- Une demande grandissante pour de la pratique libre
- Essor de nouvelles pratiques (streetworkout, cross fit, tennis paddel, futsal, pratiques à destination des seniors...)

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Intégrer la Maison Sport Santé dans les instances programmistes spécialisées sur les questions d'aménagement du territoire.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Projets en cours

Personne à contacter pour plus d'informations :

Anthony Bourdeaux, coordonnateur Sport Santé & Sports Urbains

NANTES : Paysages nourriciers

Retranscription d'un poster Ville de Nantes Ville Active PNNS (2019)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Nantes, paysages nourriciers

Porteur/pilote principal : SEVE & Département Prévention&solidarités - CCAS

Rôle de la collectivité :

Services et élus de la collectivité impliqués :

Echelle de territoire concerné : La Ville de Nantes avec une implantation sur les différents quartiers : 16 % des sites en quartier prioritaire, 72 % en proximité d'habitants fragilisés.

Population cible : Foyers nantais fragilisés par la crise dont ceux bénéficiant des distributions alimentaires des quartiers et ceux orientés par le CCAS et/ou les acteurs associatifs. Population générale à visée d'information/sensibilisation.

Période / calendrier : depuis 2020

Partenaires :

- 62 acteurs impliqués dans tous les quartiers nantais, différemment répartis selon le développement, la production des parcelles potagères.

- 5 collecteurs de l'aide alimentaire : la Banque alimentaire, le Secours populaire, les Restaurants du cœur, le Diaconat protestant et la Croix rouge, qui ont reçu des dons de légumes d'hiver (en moyenne 2 tonnes 2 pour chacun).

- 4 associations investies pour la prévention santé/nutrition : Interfel, Du pain sur la planche, la Ligue contre le cancer, Dynamixt ainsi que la Banque alimentaire

Budget : 25 équipes de jardiniers, les équipes production végétale, événementiel, biodiversité ont été mobilisées, soit 5 ETP durant 6 mois. 30 personnes de différentes fonctions du CCAS au territoire et la chargée de projets nutrition de la direction santé publique, soit 3 ETP durant 6 mois. Budget du SEVE pour l'opération de 56 000 € avec une valorisation via la stratégie métropolitaine de lutte contre la pauvreté 5200 € pour l'animation et la vidéo du temps fort des récoltes. Des partenaires santé via le contrat local de santé.

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Foyers nantais fragilisés par la crise dont ceux bénéficiant des distributions alimentaires des quartiers et ceux orientés par le CCAS et/ou les acteurs associatifs - Population générale à visée d'information/sensibilisation**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Historique : La crise du COVID-19 a renforcé la difficulté d'accès à une alimentation suffisante et de qualité, particulièrement au sein des foyers les plus fragiles. Dans ce contexte, la Ville de Nantes, via le SEVE a souhaité faciliter l'accès à des légumes frais en mettant en culture légumière une partie de ses terres irriguées. Par la collaboration avec le CCAS et son réseau d'acteurs locaux dans les différents quartiers nantais, un accompagnement et une mise relation ont permis à des personnes en situation de précarité d'accéder à ces légumes.

Objectifs : Introduire, de l'été à l'automne 2020, des légumes frais ultralocaux et sans pesticide dans l'alimentation de nantais.es fragilisés.es par la crise, dans une dynamique partenariale et participative de solidarités.

1/ Mettre en culture légumière, sur les différents quartiers nantais, une partie des terres irriguées du SEVE (massifs de fleurs des parcs et espaces publics, pépinière du grand Blottereau, près de l'arboretum).

2/ Compléter l'approvisionnement alimentaire avec des légumes frais et locaux auprès de foyers fragilisés, à l'occasion des distributions alimentaires de quartier et pour d'autres publics accompagnés, identifiés.

3/ Susciter l'intérêt et les échanges autour des légumes, de leur culture à la cuisine, de leurs bienfaits en terme de santé globale (physique, sociale et environnementale) et de la dimension solidaire induite.

Etapes :

- Le printemps, de l'idée à la plantation : des légumes sur 54 sites répartis à travers la ville de Nantes (25000 m²) dont deux dédiés à la culture de légumes d'hiver. Les légumes d'été plantés : tomates, courgettes, blettes, courges, patates douces, choux variés, haricots et maïs.

Construction des partenariats de proximité sur les quartiers.

- L'été, de la culture aux récoltes puis des récoltes aux distributions avec des habitants, associations, professionnels SEVE et CCAS pour des distributions alimentaires dans les quartiers.

- L'automne avec les dernières récoltes, distributions et le temps fort des récoltes au parc du Grand Blottereau avec une centaine de participant.e.s

Périmètre : La Ville de Nantes avec une implantation sur les différents quartiers. 16 % des sites en quartier prioritaire, 72 % en proximité d'habitants fragilisés (réf. Indice de défavorisation sociale et matérielle).

Méthode et outils d'évaluation : Travail en mode projet dès le départ, co-construction entre les services : formalisation d'une fiche projet, indicateurs d'évaluation, outils de recueil, questionnaires d'évaluation et de satisfaction des différentes parties prenantes

- Suivi des parcelles avec pesée des récoltes
- 7 Réunions de suivi et de bilan pour ajustement régulier et dynamique collective ; des contacts pluri hebdomadaires entre les équipes de terrain

Cette action est une réussite car : C'est un projet qui a du sens pour les équipes, partenaires et habitants ; une réponse audacieuse et innovante qui a montré la capacité d'adaptation et de réactivité de la collectivité dans la lutte contre la précarité alimentaire ; la synergie des différentes politiques publiques du DP&S avec la concrétisation des messages du Programme National Nutrition Santé ; en cohérence avec le Projet Alimentaire de Territoire métropolitain ; des coopérations internes et externes renforcées ; au-delà de l'approvisionnement un projet vecteur de partages, de lien social, solidarités, rencontres, plaisir ; un excellent support pour de la prévention et médiation : un projet très apprécié des habitants et qui a réuni petits et grands ; une continuité des distributions alimentaires ; une attente exprimée de plus de participation

Développements envisagés pour cette action : La poursuite dans une 2ème édition revisitée avec des parcelles différenciées (visée éducative et productive) réparties sur le territoire ; une participation renforcée proposée aux habitants dès la plantation ; la participation des écoles et des enfants ; la sensibilisation développée ; des partenariats consolidés et élargis ; des propositions de légumes réévaluées..

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Difficultés, freins, points de vigilance :

Insécurité des approvisionnements avec le caractère aléatoire des productions de certaines parcelles qui a entraîné des répartitions inégales au sein des quartiers ne pouvant pas toujours être compensées ; un calendrier très contraint incluant la période estivale plus complexe pour la coordination ; des conditions sanitaires qui limitent les actions collectives et freine le partage autour de la cuisine ; la logistique et le stockage, des difficultés de l'approvisionnement alimentaire présentes aussi dans ce projet ; une mobilisation importante des équipes à mesurer pour une inscription dans la durée

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Chiffres clés/ faits marquants :

22 tonnes au total pour les 54 sites et une dizaine de variétés de légumes
2500 foyers bénéficiaires d'au moins un panier de légumes adapté à la composition du foyer, sans compter ceux qui ont reçu des légumes via les 5 collecteurs de l'aide alimentaire
Dans les quartiers une vingtaine de lieux pour 80 distributions Une mobilisation importante des équipes et partenaires pour planter, récolter, transporter, distribuer mais aussi échanger, partager..
Une grande satisfaction exprimée par les habitants

Document transmis : vidéos <https://metropole.nantes.fr/nutrition>

Personne à contacter pour plus d'informations :

Marion Gassiot, Chargée de projet en nutrition

NANTES : Paniers solidaires

Retranscription d'un poster Ville de Nantes Ville Active PNNS (2020)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Paniers solidaires

Porteur/pilote principal : CSC Boissière et Bout des pavés Accord - Pôle Développement Territorial Prévention Solidarités –CCAS & Direction santé publique

Rôle de la collectivité :

Services et élus de la collectivité impliqués :

Echelle de territoire concerné : Nantes Nord

Population cible : Foyers de Nantes Nord en situation de précarité et fragilisés par la crise

Période / calendrier : 2020

Partenaires : Membres du groupes accès fruits et légumes de Nantes Nord, Nantes métropole pour l'approvisionnement

Budget : Co-financement accord et Ville : panier d'une valeur de 12 euros facturé 5 euros – 7 euros co-financés 3,5 par accord et 3,5 Ville. Mobilisation de crédits via la stratégie métropolitaine de lutte contre la pauvreté

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Foyers de Nantes Nord en situation de précarité et fragilisés par la crise**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Historique : Avec l'irruption de la crise du coronavirus et le confinement les difficultés d'accès à l'alimentation, la précarité alimentaire ont été amplifiées. Au-delà du frein financier majeur, des difficultés de mobilité, d'accès aux droits, d'isolement, ont été observés. Dans ce contexte, des

distributions d'aide alimentaire ont été mises en place sur différents quartiers. Avec l'appui de la dynamique de Nantes Nord sur l'accès aux fruits et légumes depuis 2017 et de l'engagement des CSC du quartier sur l'alimentation, des paniers solidaires de fruits et légumes locaux se sont mis en place.

Objectifs : Permettre à des habitants du quartier de Nantes Nord, même en situation de précarité et malgré la COVID et le confinement, d'accéder à une alimentation de qualité, particulièrement des fruits et légumes frais.

- Proposer aux habitants fragilisés des paniers réguliers de fruits et légumes frais avec une tarification solidaire.
- Les accompagner d'actions de médiation/prévention sur l'alimentation, la santé l'accès aux droits
- Inscrire cette action dans un travail en réseau à différentes échelles

Etapes :

- Concertation initiale du CSC Boissière avec PDTPS et DSP puis validation Ville
- Mise en place début avril de paniers d'une valeur de 12 euros facturés 5 euros Familles/foyers identifiées par les acteurs locaux en contact avec des familles en difficulté qui n'ont pas recours à l'aide alimentaire puis contact par le CSC ou le CCAS présentation et confirmation le cas échéant de leur inscription. L'approvisionnement est le même que les paniers existants auparavant au sein du CSC. Préparation le matin au sein du CSC Boissière puis livraison par le CSC et la Ville.
- Élargissement depuis le 21 avril au CSC Bout des pavés avec des conditions harmonisées d'accès basées sur le critère carte blanche avec un approvisionnement commun aux paniers pop expérimentés sur l'île de Nantes avec le Wattini social club, mise en place de PINS (points info nantes solidaire)...
- Poursuite au-delà de l'été avec étude de la pérennisation et d'un déploiement élargi :

Temporalité : Idée durant le 1er confinement, mise en œuvre au printemps dans les deux csc de Nantes Nord au printemps.

Méthode et outils d'évaluation : Travail en collaboration avec des référents des CSC, Nombre de foyers et familles bénéficiaires, Nombre de cartes blanches, Retours spontanés, Réunions de suivi et bilan

Cette action est une réussite car : Elle répondait à des besoins importants et des attentes des habitants, déjà bien sensibilisés aux questions en lien avec l'alimentation par notamment les deux défis alimentation positive menés en 2019 et 2020. Une mobilisation collective sur un quartier où le partenariat était déjà existant. Des produits de qualité, des petits plus dans les paniers, de la souplesse dans l'engagement, le relationnel des professionnels en lien avec les habitants, la livraison qui a été organisée, le bouche à oreilles qui a fonctionné

Développements envisagés pour cette action :

A la Boissière, poursuite et mise en place de petits marchés sur petite censive avec l'appui de quartiers d'automne qui permettra aussi d'améliorer les goûters des centres de loisirs notamment et au Bout des pavés, inscription du projet dans la définition globale d'un pôle de solidarités&ESS. Contributions et enrichissements via le groupe accès aux fruits et légumes. Inscription des projets de Nantes Nord dans une dynamique élargie en lien avec d'autres initiatives en développement pour 2021 afin d'enrichir les expériences et d'envisager des réponses mutualisées aux difficultés identifiées et besoins non couverts.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

L'approvisionnement et la logistique, la nécessité d'un temps de travail dédié bien évalué. L'ampleur des besoins en regard de l'offre. La médiation compliquée par les conditions sanitaires.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)**

- Boissière : 50 paniers toutes les deux semaines (personnes seules, dont des hommes, familles, familles monoparentales, étudiants, jeunes couples) dont 35 foyers bénéficiant de carte blanche
- Bout des pavés : 25 paniers toutes les deux semaines avec une rotation pour 96 foyers différents (QF inf à 600) 80 familles dont 34 monoparentales 3 couples sans enfant 13 personnes seules soit 195 paniers distribués

Personne à contacter pour plus d'informations :

Marion Gassiot, Chargée de projet en nutrition

NANTES : Des boucles vertes dans le projet Urbinat

Retranscription d'un poster Ville de Nantes Ville Active PNNS (2019)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Des Boucles vertes dans le projet Urbinat (URBan Innovative NATure)

Porteur/pilote principal : Pôle de proximité Erdre et Cens, SEVE, équipe de quartier Nantes Nord

Rôle de la collectivité :

Services et élus de la collectivité impliqués :

Echelle de territoire concerné : Nantes Nord

Population cible : Habitants du quartier, professionnels qui travaillent sur le quartier et intervenants pour qui les boucles peuvent être un outil d'animation et promotion de l'activité physique au quotidien.

Période / calendrier :

- Printemps 2019 : groupe de travail et présentation aux habitants à l'occasion du printemps du projet

- Tracé du 1^{er} balisage en juillet pour guider ceux qui reconnaissent le parcours et repérage par urbinat

Concertation et mise en œuvre d'une Pèze boucle en 2020

Promenade urbaine Bout des Pavés, parc de l'amande et le chêne des anglais

Partenaires : DGDCT Mission coordination et ressources, Direction santé publique, Direction des sports, Pôle Développement Territorial Prévention et Solidarités, IRSTV, partenaires du quartier

Budget : Budgets et moyens nécessaires à la faisabilité de l'action / Opération PGNN / Budget et réalisation : Pôle Nantes Métropole et SEVE Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la concertation

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Historique :

- Retour de l'avis citoyen « Ville apaisée/ PDU »
- Projet global Nantes Nord
- Urbinat : Projet financé par le programme H2020 de la Commission Européenne regroupant 28 partenaires dont 7 villes: Bruxelles (BE) , Hoje Taatstrup (DK), Nova Gorica (SI), Porto (PT), Sienna (IT), Sofia (BG) et Nantes.
- Réseau local de santé/Maison de santé

Objectifs :

D'urbinat : Améliorer la santé et le bien-être des habitants dans les quartiers d'habitat social via la mise en place de solutions fondées sur la nature, avec l'appui des habitants

Des boucles :

- Mailler le quartier par des itinéraires « doux » de déplacements actifs concertés avec les habitants, qu'ils soient déjà pratiqués ou à qualifier
- Expérimenter et tester avec les habitants le tracé des parcours pour apprécier et définir les éléments de programme
- Concevoir et réaliser le programme d'aménagements

Description :

Potentiel de 8 boucles (identifiées par les professionnels) sur le quartier.

Réalisation d'une 1ère boucle de 2 kms dans la partie du quartier qui sera la plus impactée par le projet de renouvellement urbain.

Cahier des charges du dialogue à définir : tracé (portions discutables et non discutables), aménagements, signalétique (penser l'évolution et la réversibilité), nom de la boucle, publics à associer sur les différents thèmes.

Périmètre :

Nantes Nord, promenade Bout des Pavés, parc de l'amande et le chêne des anglais.

Méthode et outils d'évaluation :

Compteur de fréquentation mis en place par le SEVE à renouveler à distance après l'aménagement
Enquête par téléphone par l'IRSTV sur le quartier d'ici fin 2019

Principaux résultats attendus :

Des itinéraires et circuits de promenade agréables sont proposés aux habitants sur leur quartier
Des intervenants de la Ville et associations se saisissent des boucles pour leur activités et y développer des actions.

Les habitants utilisent les itinéraires et cette activité physique est source de bien-être

Cette action sera une réussite si :

Une 1ère boucle praticable, aménagée, jalonnée est en place d'ici fin 2020 et augmente la fréquentation d'espaces naturels peu fréquentés par une diversité des habitants du quartier.

Ce projet est approprié par des habitants et intervenants sur le quartier, parties prenantes de la démarche à ces différentes étapes

Des habitants prennent connaissance de nouveaux espaces verts, avec la biodiversité améliorée dans le quartier, et un sentiment de bien-être augmenté

Développements envisagés pour cette action :

Animations de la boucle et aménagements des autres publics, adaptation dans les années suivantes.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Difficultés, freins, points de vigilance :

Sentiment de sécurité, diversité des publics, mobilisation des citoyens

Signalétique lumineuse

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)**

Mémos et enrichissements :

Organiser un temps d'information dans le cadre des actions « vie de quartier » à destination des seniors habitant le quartier ;

Organisation de marches santé empruntant la boucle ;

Direction des sports potentiellement intéressée dans le cadre de l'animation sportive ;

Marches exploratoires à différentes heures de la journée et différents habitants (femmes, jeunes, seniors) afin d'analyser l'usage et envisager des propositions collectives, associer les habitants pour adapter les projets, favoriser le lien avec les habitants pour qu'ils se réapproprient le quartier ;

Comment faire marcher les habitants des quartiers politique de la Ville ?

Quelles mesures contre l'insécurité dans ces quartiers et les espaces publics en général ?

Venez découvrir l'existant sur le territoire Ouest ;

Associer les représentants des publics spécifiques pour conjuguer des besoins qui peuvent être différents, articulation avec Ville amie des aînés, penser au public féminin car place les QPV particulière

Communiquer, convaincre, les mettre en valeur auprès des écoles pour que les enseignants fassent des découvertes du quartier apprentissage de la mobilité active de proximité.

PARIS : Plan « Transformation Olympiques » au sein du Programme Héritage

Fiche-action rédigée en mars 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Plan « Transformation Olympiques » au sein du Programme Héritage

Porteur/pilote principal : Ville de Paris

Rôle de la collectivité : Partie au plan Héritage

Services et élus de la collectivité impliqués : DJS, DASES (collaboration avec l'ARS et la Délégation Régionale Académique à la Jeunesse à l'Engagement et au Sport (DRAJES)).

Echelle de territoire concerné : Métropole du Grand Paris

Population cible : Le programme Héritage cible tou.te.s les parisien.ne.s mais se concentre tout particulièrement sur les publics éloignés de la pratique sportive/

Période / calendrier : De 2022 à 2024.

Partenaires : Paris 2024 et ses partenaires (Cisco, Décathlon, FDJ, Le Coq Sportif, PWC...)

Budget : 50 millions d'euros pour l'ensemble du Programme Héritage

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

1. Rénovation et enrichissement de l'offre

CONTEXTE :

Avec 1 122 installations sportives, le maillage parisien est un des plus denses au monde mais le taux d'équipement par habitant reste nettement inférieur à la moyenne nationale. Afin de remédier à cette situation, depuis 2001, la Ville de Paris a investi 1 milliard d'euros pour moderniser son patrimoine sportif

et créer de nouveaux équipements. Il faut aujourd'hui continuer à investir et inventer de nouvelles solutions pour produire des espaces sportifs supplémentaires afin de répondre à des besoins grandissants et de plus en plus diversifiés. À cet égard, les succès des activités sportives sur les Rives de Seine et de la baignade estivale au Bassin de la Villette ont confirmé une tendance de fond : l'aspiration des Parisiennes et des Parisiens à faire du sport dans l'espace public. Cette aspiration en faveur d'une pratique informelle libérée de toute contrainte s'inscrit bien souvent dans une démarche de bien-être, de santé et de détente avant celle de performance et de compétition.

OBJECTIFS :

Offrir de nouveaux équipements, moderniser le patrimoine existant et trouver les solutions nouvelles permettant de produire toujours plus de mètres carrés sportifs

- Construire un nouvel équipement sportif par arrondissement en s'appuyant notamment sur les opportunités offertes par les bailleurs sociaux.
- Créer un parcours sportif géant de place de la nation à place de Clichy et un parcours sportif et de loisirs sur la ceinture verte.
- Rénover 4 centres sportifs pour devenir 4 sites d'entraînement parisiens pour les Jeux: Georges Vallerey, Max Rousié, Bertrand Dauvin et Poissonniers

2. Enrichir l'offre sportive pour (re)mettre les parisiens.ne.s au sport

CONTEXTE :

Quel que soit l'âge, les bienfaits pour la santé de la pratique régulière d'une activité physique sont avérés : réduction du risque de maladies, meilleure respiration, accroissement du capital osseux et musculaire, bien être général, évacuation du stress, etc. Par ailleurs, même si la démocratisation du sport a beaucoup progressé, la pratique sportive n'échappe pas aux facteurs discriminants de nature économique, sociale ou culturelle. De nombreux publics sont éloignés de la pratique sportive : les femmes, les personnes en situation de handicap, les seniors, les catégories socio-professionnelles modestes, etc. Dans ce contexte, la Ville de Paris agit en prévention primaire sur tous les déterminants d'une vie plus active et saine : qualité de l'air, espaces verts, mobilités actives, soutien au mouvement sportif, et développement d'offres sportives adaptées à tous les publics et tous les âges de la vie. En prévention secondaire, Paris Sport Nutrition et Sport après Cancer proposent des activités sportives permettant de s'intégrer dans des parcours de soins pour les personnes atteintes de pathologies graves et chroniques.

Objectifs :

- Une offre à tous les âges de la vie : Paris Sport Familles doublé dans les quartiers populaires, incitation pour tous les étudiants à faire du sport grâce à un programme d'activités adaptées, 40 équipements sportifs ouverts le midi pour les salariés, 10000 places pour les 55 ans et plus d'ici 2024 pour des cours de sport.
- Du sport santé en prévention : créer des cours collectifs gratuits tous les week-ends dans les parcs et sur les places, mettre en œuvre le «sport sur ordonnance» dans tous les arrondissements d'ici 2024 pour que les médecins puissent prescrire des cours de sport à la place ou en complément des médicaments, mettre en place des jeux sportifs adaptés pour les enfants en surpoids dans le cadre des centres de loisirs et des mercredis du sport.
- Une offre adaptée à toutes les personnes en situation de handicap qui souhaitent faire du sport : inciter tous les clubs en convention à avoir des sections para-sports, développer la pratique dans les

établissements sociaux et médico-sociaux, former les cadres techniques des clubs et les éducateurs sportifs de la Ville à l'encadrement de pratiquants en situation de handicap

Dispositifs déjà mis en place :

Paris Sport Nutrition : ce dispositif permet à des personnes souffrant de pathologies chroniques et orientées par des médecins prescripteurs de pratiquer des activités physiques adaptées. Il concerne 12 créneaux dans 11 arrondissements.

Sport après Cancer : cette collaboration avec la Ligue contre le cancer et la CAMI (Fédération Sport et Cancer) propose des activités physiques adaptées à des personnes en rémission de maladie et en reprise d'activités (16 créneaux dans 6 arrondissements).

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Les jeux Olympiques 2024 et leur préparation ont eu un rôle d'impulsion sur le programme. D'une part, ils suscitent une envie de sport généralisée dans notre société. Mais surtout, ils sont l'occasion de moderniser et de renouveler les équipements sportifs parisiens pour un budget de plusieurs dizaines de millions d'euros. L'ambition du programme Héritage est justement d'employer ce budget en y intégrant une vision durable qui prenne en compte l'évolution de ces lieux dédiés à la pratique sportive et à l'activité physique au-delà de la date de fin des Jeux Olympiques.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Une des difficultés auxquelles le projet fait face est pour le moment le manque de formation des associations sportives à la prise en charge de publics ayant des besoins spécifiques, comme les personnes en situation de handicap. Les associations qui se déclarent intéressées par ce type de formation sont néanmoins nombreuses (cf expérimentation Maison Sport-Santé dans le 19^{ème}).

La situation sanitaire a également été un frein à la mise en place du travail avec les associations, d'autant plus qu'il s'agit d'un travail avec des publics fragiles.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

Étant donné le stade de mise en œuvre des actions, encore au stade d'expérimentation, il n'est pas possible de tirer de conclusions générales sur le succès du projet. Cependant, en ce qui concerne la création d'une première maison Sport Santé dans le 19^{ème} arrondissement, partie intégrante du dispositif Sport Santé, la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé a été une priorité. En effet, les éducateurs sportifs de l'arrondissement se sont vus proposer des formations aux activités physiques adaptées (APA). La raison d'être même des Maisons Sport Santé est de permettre à tous, et y compris aux plus précaires, d'être pris en charge par des professionnels de la santé et du sport afin d'améliorer leur état de santé.

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Commission de financement de licences « Mon sport de cœur »

Porteur/pilote principal : CCAS GRAINE DE SPORT

Rôle de la collectivité : Gestion des demandes d'aide financière et définition des critères

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction Développement Social et Accès aux Droits

Echelle de territoire concerné : Quartiers prioritaires de Poitiers

Population cible : enfants de 3 à 16 ans

Période / calendrier : 1 commission à l'année par saison sportive

Partenaires : Graine de sport, Direction Education et Egalité des Chances avec le dispositif PRE, Direction des sports, le service social du département.

Budget : Le fonds de dotation de Graine procède à des appels aux dons qu'il redistribue par la suite, par programme et par territoire. Sur le programme Mon sport de cœur de Poitiers, 3000 euros ont été octroyés en 2020. Cette action existe depuis 2018. L'enveloppe peut fluctuer en fonction des appels aux dons.

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- La promotion d'une alimentation saine
- La promotion de l'activité physique
- La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Le CCAS par sa mission de développement social met en œuvre des actions visant à lutter contre l'exclusion et la précarité, et réduire notamment les inégalités de santé.

Pour cela, il administre un dispositif d'aides financières en direction des publics rencontrant ponctuellement des difficultés matérielles pour assumer des dépenses de première nécessité, liée au logement, à la santé... Ces commissions d'aides financières s'adressent aux habitants de Poitiers après évaluation de leur évaluation par les travailleurs sociaux du territoire.

Par ailleurs, dans le cadre de la coordination du CLS et de l'ASV, les acteurs du groupe de travail « lutte contre la sédentarité » travaillent conjointement au développement ou maintien d'actions visant la promotion d'habitudes de vie favorables à la santé.

Concernant l'activité physique des jeunes plusieurs constats ont été évoqués :

- Le frein financier des familles pour financer les licences sportives d'autant plus lorsqu'il y a plusieurs enfants,
- Le fonctionnement des clubs différents concernant les facilités de paiement
- La dégradation de l'état de santé des jeunes dû à un manque d'activité physique
- Une pratique sportive moins systématique chez les jeunes filles de fratrie

L'objectif de ce projet était donc de favoriser un meilleur accès des jeunes des QPV aux activités physiques et sportives.

Constitution du dossier :

Le PRE accompagnant les familles, ou travailleurs sociaux des QPV constituent une demande d'aide financière avec devis du club sportif, justificatifs de ressources et évaluation sociale faisant apparaître le plan de financement de licence si d'autres aides sont par ailleurs sollicitées.

Traitement des demandes lors d'une commission qui a lieu en Octobre

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Les compétences de Graine de sport pour l'appel aux dons

Les compétences du CCAS dans la gestion des demandes d'aides financières et le lien déjà existants avec les travailleurs sociaux et PRE

L'opportunité de la mise en place de ce dispositif sur Poitiers a été permise grâce au travail en réseau du CLS et ASV.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

La période COVID a réduit les manifestations permettant l'appel aux dons, l'enveloppe financière a cependant pu être maintenue pour la saison 2021/2022.

Un rappel de l'existence de ce dispositif, la temporalité, les délais de rdv avec les travailleurs sociaux (besoin de constituer le dossier dès la rentrée) demande une anticipation des familles et des accompagnateurs du PRE.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Ce dispositif en est à sa 4^{ème} édition.

Cette action permet d'aider en moyenne 35 enfants par saison sportive. Cela reste une action à petite échelle au vu du budget à ce jour dédié. Cette commission permet toutefois de fixer des objectifs pour les années suivantes notamment renforcer la mobilisation des filles, encourager la mise en place d'une activité physique pour ceux/celles qui en sont le plus éloignés, encourager les clubs à mettre en œuvre ou maintenir une politique du sport pour tous.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Géraldine GALLEGO, Animatrice atelier santé ville

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Parcours santé – Espace sport nature
Porteur/pilote principal : Commune Direction des sports
Rôle de la collectivité : Pilote
Services et élus de la collectivité impliqués : Ex direction des sports de 2018
Echelle de territoire concerné : Inter co
Population cible : TOUT
Budget : Voir PJ 45 000 euros

Catégorie de l'action

Cette action vise : la promotion d'une alimentation saine
(plusieurs réponses possibles) la promotion de l'activité physique
 la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :
(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : ...)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

L'espace sport nature : cinq parcours dédiés à la pratique de la marche, de la course à pied et du VTT
Départ Circuits pédestres Départ Circuits VTT 800M débutants 1100M initiés 1450M confirmés 600M débutants 1050M confirmés
Après les parcours urbains qui sillonnent la zone urbaine, inaugurés en mai 2016, la Commune met aujourd'hui en service l'espace sport nature du complexe sportif du Prunello.

Le concept.

Cinq parcours de pleine nature, pour tous les âges et tous les niveaux, en accès libre toute l'année. Les objectifs. Terre de sports, Porto-Vecchio poursuit sa politique de création d'équipements sportifs pour donner à chacun, résident ou visiteur, la possibilité de pratiquer une activité physique. Le complexe du

Prunello, infrastructure majeure offrant, dans un écrin de verdure exceptionnel, un terrain de foot, une salle omnisport, 6 courts de tennis et un club house élargit ainsi son offre sportive. Le site accueillera également dans les prochaines années la piscine intercommunale

Les acteurs.

L'espace sport nature a été créé par la Commune dans le cadre du contrat de ville.

Il a bénéficié des financements de l'État (par l'intermédiaire de la direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations), du Département de la Corse-du-Sud et de la Ville, pour un montant total d'environ 45 000 €.

Un projet sportif, économique et social. Pour réaliser les travaux, la Commune a fait appel à l'association Études et Chantiers Corsica, dédiée à l'insertion socioprofessionnelle par l'activité économique.

Dix salariés en insertion (Contrat de ville) ont ainsi procédé, entre janvier 2016 et septembre 2017, au démaquisage, au nettoyage, au balisage des parcours, à l'installation de la signalétique. Ils seront également chargés de l'installation des agrès sportifs et autres équipements ainsi que de l'entretien de l'espace sport nature jusqu'en 2020

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Parcours sportif et parcours de santé à Porto Vecchio, Street Workout, Barre de Traction, Parcours Enfants,

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Ecole municipale des sports

Porteur/pilote principal : Commune de Portivechju

Services et élus de la collectivité impliqués : Service des sports Filippi Véronique

Echelle de territoire concerné : Commune de Portivechju

Population cible : Enfants 8 - 12 ans

Période / calendrier : Tous les mercredis pendant la période scolaire...

Partenaires : CDC

Budget : 7 050

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Enfants 8-12 ans**)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Les activités sont proposées tous les mercredis pendant la période scolaire. Elles ont pour finalité de donner à tous les enfants, le moyen de découvrir de nouvelles formes d'activités, de s'approprier des démarches d'apprentissages adaptées et de les placer dans des situations d'expérimentation active leur demandant un engagement personnel.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

Objectifs de l'action : - Favoriser l'accès aux pratiques sportives - Favoriser l'apprentissage de la vie collective, de la responsabilité et de la citoyenneté. - Sensibilisation du public féminin aux diverses pratiques sportives. - Mettre en place un projet d'activité pour les jeunes de 13/15 ans. - Favoriser la mixité sociale et prise en compte des enfants et des jeunes issus de familles en difficulté. - Sensibiliser les enfants et les jeunes au respect de l'environnement. - Permettre la maîtrise de la langue orale et écrite dans le cadre des projets d'écoles

Personne à contacter pour plus d'informations :

Véronique Filippi

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Promotion santé des rues écoles : accompagnement et sensibilisation des publics

Porteur/pilote principal : Ville de Strasbourg et Eurométropole de Strasbourg

Rôle de la collectivité : Les services santé publique et environnementale de la Ville et de l'Eurométropole s'impliquent dans le projet global des Rues écoles à plusieurs niveaux :

- Organisation d'interventions de sensibilisation par la Ligue contre le cancer dans écoles
- Mise à disposition d'outils pédagogiques et de sensibilisation (flyers, affiches, vidéo, etc.)
- Encadrement de compétences en médiation sur le terrain sur 2/3 sites (services civiques, étudiants en service sanitaire)
- Formation étendue à des services civiques d'autres directions de la collectivité aux messages santé

Services et élus de la collectivité impliqués :

Pour le pilotage du volet santé : élu en charge de la santé (Ville) / service santé et autonomie, élue en charge de la qualité de l'air et de la santé environnementale (Eurométropole) / service hygiène et santé environnementale.

Pour le pilotage global Rues écoles :

Au niveau technique (Cotech):

Pilotage : Direction des mobilités, des espaces publics et naturels

En lien avec : Directions de territoires, Direction de l'éducation et de l'enfance, Direction de la construction et du patrimoine bâti, Direction de l'environnement et services publics urbains, Direction de l'urbanisme et territoires, Direction de la santé, des solidarités et de la jeunesse, Direction de la communication.

Au niveau politique (Copil) :

Coordination : élue en charge des mobilités actives

En lien avec : élu en charge des espaces publics partagés la voirie, élu en charge de la coordination des élus de quartiers, élus référents de quartier, élue en charge de l'éducation et de l'enfance, élue en charge de la qualité de l'air, et enfin élue en charge de la ville résiliente et du PLU.

Population cible : équipes éducatives, parents d'élèves, écoliers, voire riverains des écoles volontaires à la promotion de la mobilité douce et à la lutte contre la pollution de l'air.

Période / calendrier : pré-projet en cours. Déploiement à compter de septembre 2022.

Partenaires : comité départemental 67 de la Ligue contre le cancer (CD67 LCC), le comité départemental du Bas-Rhin contre les maladies respiratoires (CDMRT 67)

Budget : le BP sera discuté en copil en mars 2022

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

Ce que sont les rues écoles

Des travaux vont permettre de sécuriser l'accessibilité des abords de 10 établissements scolaires par an, au niveau desquels des dysfonctionnements ont été soulevés au regard de problématiques de mobilités et d'usages. Ce type de rues est qualifié de « rues écoles » ou de « rues scolaires ».

Les rues écoles s'appuieront aussi sur une démarche d'écomobilité scolaire engagée au sein du service déplacements depuis 2018, au travers de l'étude d'accessibilité des abords d'écoles sur le territoire de l'Eurométropole.

Contexte

En quoi les « Rues scolaires » peuvent-elles contribuer à une bonne santé ?

Plus de trois enfants sur quatre respirent un air toxique en France, selon l'Organisation Mondiale de la Santé, et la majorité des écoles sont polluées par la diffusion des particules fines (PM_{2,5}) provenant du trafic routier. De plus, une étude a montré que la pollution aux particules fines était trois fois plus élevée lors de l'arrivée à l'école des enfants par rapport aux autres horaires.

Par ailleurs, seulement 21% des enfants de 3-10 ans atteignent le niveau d'activité physique recommandé, tandis que le surpoids et l'obésité en Alsace et à Strasbourg sont supérieurs à la moyenne nationale. Le développement de mobilités actives dans des environnements sécurisés fait partie des recommandations du Programme National Nutrition Santé 2019-2023, dans le cadre duquel Strasbourg est labellisée « Ville active PNNS ».

Enfin, notons que 87% des parents sont favorables à la mise en place de « Rues scolaires » aux abords de l'école de leur enfant.

Objectifs santé

Les « Rues scolaires », en limitant l'accès des abords d'établissements scolaires aux voitures, peuvent donc contribuer à améliorer la santé des enfants à deux titres :

- en diminuant leur exposition aux sources de pollution liées au trafic routier,
- en créant un espace sécurisé et serein favorisant la pratique de la marche ou du vélo, et ainsi encourager l'activité physique.

Les aménagements urbains nécessaires à la création de « Rues écoles » sont souvent contraignants pour les usagers. Or il est démontré que les projets impliquant des changements de mode de vie sont mieux acceptés quand les mesures coercitives sont couplées à des actions d'information, de sensibilisation et pédagogiques.

La promotion santé de ce projet s'appuie justement sur une expertise en médiation en santé acquise dans le cadre des parcs sans tabac et de la Covid-19. L'utilisation d'un argumentaire « santé » spécifique permettant favoriser l'acceptabilité des mesures contraignantes par les parents d'élèves par exemple, sensibles à la préservation de la santé de leur(s) enfant(s).

Cet accompagnement offre également la possibilité de porter à connaissance les dispositifs de proximité et les alternatives existantes (arceaux vélo, parking relais,...) en lien étroit avec les Directions de territoire de la ville. Il permettra de recueillir les besoins et suggestions des publics avec lesquels les médiateurs et chargés de prévention santé seront en lien sur le terrain.

Concrètement, la promotion santé du projet Rues écoles, c'est...

- Des compétences et outils d'animation dédiés dans le cadre d'un partenariat avec la Ligue Nationale contre le cancer (LNCC) et son comité départemental,
- Des temps de sensibilisation dans les écoles (classes, conseils de classe, conseils d'écoles, réunions de parents d'élèves)
- La constitution d'une équipe de médiateurs santé, formés et encadrés par la Ville notamment (services civiques, services sanitaires) lors des ouvertures/fermetures des rues
- Le relai des messages dans le cadre du travail quotidien des infirmiers et médecins scolaires de la Ville, et par les Adultes Relais Santé selon les quartiers.

2 à 3 écoles pourront bénéficier en 2022, à titre expérimental, de cet accompagnement, en fonction des besoins repérés par les Directions de territoire et des écoles de la Ville de Strasbourg.

Perspectives

D'autres communes de la collectivité souhaitant développer des « Rues écoles », cette démarche pourrait être diffusée et valorisée dans le cadre du prochain CLS de l'EMS via une fiche-action dédiée « Accompagnement des publics pour la mise en œuvre des Rues écoles ».

Il est également proposé, dans le cadre des « Rues écoles », d'étendre progressivement la médiation santé à d'autres thématiques telles que le tabagisme. Cette pratique « d'aller vers » les publics les plus éloignés de la promotion de la santé, essentielle à l'évolution des représentations et des pratiques, sera en effet développée comme fil conducteur des prochains CLS de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

La dynamique croisée entre le service santé et autonomie de la Ville, le service hygiène et santé de la ville et de l'Eurométropole, et l'association de la Ligue nationale contre le cancer qui a engagé par ailleurs une démarche de promotion intitulée « rues scolaires ».

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Démarrage à la rentrée 2022, donc pas de difficultés observables.

A ce stade du pré-projet global, une attention particulière est portée sur :

- L'arbitrage sur les crédits nécessaires au déploiement des rues scolaires – rendu en février 2022
- Les modalités de concertation/ information avec les écoles et les riverains
- L'expérimentation vs aménagement définitif (pour les écoles qui pratiquent déjà les rues scolaires)
- L'inscription de la démarche dans le temps/évaluation
- Lien avec les autres démarches/enjeux en cours : déminéralisation des cours d'école, projet Scol'air, vélo-école, etc

Le succès de la promotion santé des « Rues écoles » repose sur la cohérence des messages construits puis relayés auprès des publics, de la concertation menée auprès des publics, mais aussi du partenariat noué avec les écoles.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Le recueil de la parole des usagers, les résultats du plan d'évaluation et l'observation terrain permettront de répondre à cette question le moment venu.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Cécilia Jagou, Chargée de projets santé, Direction de la santé des solidarités et de la jeunesse

Carte d'identité de l'action

Porteur/pilote principal : Ville de Strasbourg

Rôle de la collectivité : sur le volet implantation : coordination et ingénierie. Co-financement. Partenariat. Maintenance ; sur le volet accompagnement pédagogique : ingénierie du projet de prévention et d'éducation, inscrit dans le parcours de santé et le parcours scientifique du programme scolaire.

Services et élus de la collectivité impliqués :

A titre principal : Direction du développement économique et de l'attractivité – Elue en charge des politiques de l'économie durable et transition écologique des entreprises – Direction de la santé, des solidarités et de la jeunesse – Elu en charge de la santé publique – Direction de l'éducation et de l'enfance – Elue en charge de l'éducation et de l'enfance – Directions des 2 territoires concernés – Elus de quartier, élu en charge de la coordination des territoires

A titre secondaire : Elu en charge des sports – Elu en charge de la vie résiliente – Elue en charge de la ville numérique et innovante

Echelle de territoire : 2 QPV situés sur le territoire de la Ville de Strasbourg : Koenigshoffen et Neuhof

Population cible : – Serre 1 : élèves scolarisés en primaire (CP à CM2), dans une école publique
– Serre 2 : enfants accueillis par le centre socio-culturel du quartier

Période / calendrier : implantation en cours. Installations définitives entre printemps et rentrée 2022.

Partenaires : 1 école, 3 associations dont 1 CSC, le fabricant qui installe et assure un service après-vente

Budget : Financement des serres et de l'installation principalement par Novo Nordisk. Financement du fonctionnement et maintenance : 3000€ / an / serre (fluides eau, électricité, assurance, personnel de maintenance pendant les vacances, etc.) par la Ville de Strasbourg (direction de l'éducation, Direction des solidarités/service santé, voire la Direction de l'attractivité/service de l'économie sociale et solidaire)

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **enfants**)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Leader dans le traitement du diabète, Novo Nordisk s'implique depuis plusieurs années des actions de prévention. L'entreprise a notamment lancé un programme mondial de villes qui luttent contre le diabète « cities changing diabetes ». Environ 25 villes font partie de ce réseau, dont désormais Strasbourg.

En raison de la présence du Centre Européen d'Etudes sur le Diabète (CEED), de l'action de la Ville de Strasbourg dans le domaine du sport santé sur ordonnance, du label Territoires d'innovation porté par l'Eurométropole, de la richesse de l'écosystème strasbourgeois et aussi de la prévalence du diabète sur ce territoire, Strasbourg et l'Eurométropole ont accepté de s'engager avec Novo Nordisk. Cet engagement a été officialisé par la signature d'une charte lors d'une conférence de presse donnée en novembre 2020.

Dans ce cadre, l'entreprise finance aujourd'hui plusieurs actions locales de prévention, de recherche et d'innovation, dont l'implantation de serres connectées par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg. Ces dernières sont développées par la startup alsacienne MyFood.

La collectivité souhaite que ces serres constituent un support pédagogique ludique et innovant dans le cadre du parcours de santé des enseignements scolaires d'une école publique, et dans le cadre des animations auprès d'enfants accueillis dans un centre socioculturel. Elles permettent de faire participer les élèves et de faire les liens de manière concrète entre matières enseignées (SVT, sciences). Conçues pour faire pousser des fruits et légumes sur des espaces limités, la technologie combine des techniques de culture pour minimiser l'empreinte carbone. La production permettra aux enfants de goûter leur production, ouvrant à la découverte des goûts. Cet outil s'inscrit dans un programme d'éducation co-élaboré par le service santé de la Ville avec les enseignants et les animateurs de CSC.

La première étape du projet consiste en la coordination et l'ingénierie de l'implantation de 2 serres à titre expérimental pour 3 ans de fonctionnement. L'ancrage territorial et la qualité des partenariats noués constitueront un gage de réussite.

La deuxième étape consiste en l'inscription de cet outil dans un programme d'éducation élaboré par les enseignants, les animateurs et les enfants, avec le soutien et l'expertise du service santé de la Ville. Ce programme consiste en cycles d'activités physiques (organisées par une association -Siel Bleu), et par des actions d'éducation et de sensibilisation nutritionnelles telles que des ateliers cuisine.

Une serre se déploie sur 40 m² de permaculture, espace chauffé permettant de cultiver toute l'année. Elle permet de nourrir jusqu'à 4 personnes sur l'année. Elle est dotée d'un outil connecté donnant différents indicateurs de production et de maintenance (Ph, température serre, eau...) avec des alertes sur les besoins en eau, en engrais etc. Le dispositif donne accès à une communauté via outil collaboratif (agronomes, autres utilisateurs...). La maintenance tout du long de l'année est organisée par les structures qui les accueillent, avec la Ville.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

La nouvelle feuille de route politique en matière d'attractivité territoriale de l'Eurométropole, d'écologie, de santé et d'innovation sociale de Strasbourg.

Le projet se trouve au croisement de plusieurs dynamiques soutenues par la collectivité :

- politique santé en prévention primaire nutritionnelle : projets portés dans le cadre de l'Atelier Santé Ville, et potentiellement en lien avec le projet « Je joue pour ma santé » porté par la MSS
- la végétalisation des cours d'écoles (développement durable et ville nourricière)

La motivation et l'implication des 2 structures qui accueillent les serres.
Le projet de serres, en phase avec le projet d'école et le projet du CSC.
Les conseils des infirmières scolaires de la Ville de Strasbourg.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

La thématique particulièrement transversale et devant être ancrée dans le territoire, nécessitant de se construire sur un mode partenarial et dans la durée. Et ainsi, dès le départ, il convient :

- de définir le service pilote
- de hiérarchiser l'information politique et technique
- d'identifier les circuits de validation internes et services supports, tels que le service de la construction pour les diagnostics, permis de construire et terrassements

Le délai de la commande passée en 2020, nécessitant le report de l'installation en 2021 sur l'année 2022, permettant ainsi d'informer, de rechercher des lieux adaptés, de resauter auprès des professionnels, de nouer des partenariats locaux en concertation avec les directions de territoire.

Le matériel, la serre et son utilisation, nécessitant de partager des retours d'expériences d'autres villes qui l'ont adoptée afin de rendre le concept concret.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

Les serres auront nécessité plus de 1 an de mise en place avant de fonctionner. Les programmes pédagogiques ludiques qui accompagneront leur fonctionnement dans un 2^{ème} temps seront assortis d'indicateurs d'impact. Les écoles et CSC permettent à tout enfant fréquentant ces lieux de bénéficier d'un matériel de pointe innovant dans le cadre des enseignements et activités.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Cécilia Jagou, Chargée de projets santé, Direction de la santé des solidarités et de la jeunesse

III. Renforcer le pouvoir d'agir des habitants et agir par milieux de vie

Promouvoir des comportements favorables à la santé en matière d'alimentation saine, d'activité physique, et de lutte contre la sédentarité.

Informier et sensibiliser

Organiser des temps forts

Aller-vers les publics

Favoriser la participation des habitants

Et agir par milieux de vie : milieu scolaire, milieu professionnel, vie dans le quartier

Carte d'identité de l'action

Porteur principal : Service santé publique et l'association Food Truck Women

Rôle de la collectivité : Financement et coordination du projet

Services et élus de la collectivité impliqués : Elu à la santé, service de santé publique, CCAS

Échelle de territoire concerné : Ville d'Amiens

Population cible : Bénéficiaires de l'aide alimentaire, public en situation de précarité

Période / calendrier : Depuis 2015

Partenaires : Les associations de l'aide alimentaire

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Contexte

Né d'un constat, d'un besoin des habitants et d'une volonté politique, le projet a émergé en 2015. Le programme municipal de santé publique était orienté sur la question de l'alimentation de qualité et la réappropriation alimentaire par chacun. Les associations de distribution de l'aide alimentaire observaient qu'une partie des denrées alimentaires distribuées était non utilisée, jetée. Par ailleurs, une association de quartier d'Amiens travaillait au développement d'un réseau d'ambassadrices santé pour déstigmatiser les problématiques de santé. De ces deux constats, est née l'idée du Service de Santé Publique de la collectivité d'investir dans l'achat d'un Food truck. La démarche « YA+K » a permis d'associer les personnes en situation de précarité à l'élaboration du projet les concernant et donc de mieux cibler les actions et répondre à leurs attentes en valorisant les savoirs des personnes sur leur expérience de vie, les savoirs vécus.

Objectifs

- Faire connaître les bienfaits d'une alimentation saine accessible à tous et favoriser l'autonomie des personnes
- Apprentissage et réappropriation de l'alimentation pour les personnes en situation de fragilité financière, tout en se préoccupant des dangers de la stigmatisation ou de la culpabilisation
- Valoriser les initiatives citoyennes et l'engagement des ambassadrices santé
- Développer la médiation par les pairs et la démarche d'aller-vers

Fonctionnement

Quatre « Ambassadrices Santé Alimentation » se sont constituées en association « Food Truck Women » en 2016 avec le soutien de la Ville d'Amiens. Elles connaissent les situations des familles (manque de repères, difficultés de compréhension, repli sur soi, isolement, etc.) car elles-mêmes les connaissent ou les ont vécus. Les ambassadrices volontaires ont été sensibilisées à l'équilibre alimentaire et sont accompagnées pour monter en compétences et prendre en charge l'animation du Food Truck de la Ville. Elles sont formées sur l'hygiène et la sécurité alimentaire. Dans le cadre de l'action « YA+K », le Food Truck est présent très régulièrement sur les sites de distribution alimentaire, qui sont en majorité situés dans les QPV. Les ambassadrices de l'association « Food Truck Women » réalisent des recettes et proposent des dégustations à partir des denrées qui constituent le panier alimentaire distribué. Les recettes sont simples et nécessitent peu d'équipement de cuisine. De 6 500 à 7 000 verrines sont préparées dans le Food Truck et distribuées par les ambassadrices santé chaque année. Un travail en

amont avec les associations d'aide alimentaire, permet de préparer l'intervention des Food Truck Women. Une fiche, recette et des denrées alimentaires supplémentaires nécessaires à la réalisation de la recette peuvent être remises aux bénéficiaires de l'aide alimentaire. Les fiches-recettes sont rédigées en « facile à lire et à comprendre » (FALC), avec beaucoup de pictogrammes et d'illustrations pour pallier aux problématiques d'illettrisme ou dépasser la barrière de la langue.

Financement

L'action a été accompagnée spécifiquement dans le cadre de la dotation politique de la ville (DPV) pour un budget annuel de 20000 euros depuis 2015. Un agent de la collectivité consacre 60 % de son équivalent temps plein à la coordination de l'action « YA+K » (organisation des déplacements du Food Truck et des actions, achat des matières premières, etc.). Le projet est maintenant intégré à une action plus globale au sein de la DPV afin de pouvoir solliciter des financements. L'association FoodTruck Women est rémunérée par prestation de deux ou trois heures

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

Avec les années, les femmes du FoodTruckWomen ont construit une expertise. Leur engagement est vecteur de gain de confiance, de confiance en soi, de lien social mais aussi d'insertion. En 2019, 6 300 personnes ont été touchées par cette démarche d'aller-vers. Il y a aussi le constat d'une nette diminution du gaspillage des denrées alimentaires distribuées.

⇒ Vidéo de présentation du projet « YA+K » avec l'intervention et le témoignage des ambassadrices du « Food Truck Women » :

[Les savoirs vécus : l'expérience des Food Truck Women - YouTube](#)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Dispositif Alimen'Terre

Porteur/pilote principal : Papillote et Compagnie

Rôle de la collectivité : Financier, soutien technique (mise en relation avec les communes, logistique, temps de travail, etc...)

Services et élus de la collectivité impliqués : Prévention Déchets, Projet Alimentaire Territorial, et les élus :

Le Président Angers Loire Restauration	Le Vice-président Agriculture Alimentation Angers Loire Métropole	Le Vice-président Déchets et Économie Circulaire Angers Loire Métropole	La Vice-présidente Transition Écologique Angers Loire Métropole
--	--	--	--

Echelle de territoire concerné : Angers Loire Métropole, communes adhérentes à Papillote et Compagnie

Population cible : enfants de 7 à 11 ans

Période / calendrier : année scolaire

Partenaires : Unis-Cité recrute, forme et manage les volontaires en service civique qui s'occupent de la sensibilisation.

Budget : 76 200€

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Éléments du diaporama de présentation du programme Alimen'Terre transmis par la Ville d'Angers :

Objectif = sensibiliser les enfants et la sphère éducative à l'alimentation responsable à travers une approche très pragmatique, opérationnelle et ludique, en lien avec les politiques d'ALM.

Unis-Cité recrute, forme et manage les volontaires en service civique qui s'occupent de la sensibilisation sur les temps scolaires, périscolaires et les temps du midi.

4 axes :

- Réduire la gaspillage alimentaire dans les restaurants scolaires
- Accompagner et sensibiliser à la réduction du plastique
- Accompagner la transition alimentaire et à l'alimentation saine et durable
- Sensibiliser au tri à la source des biodéchets

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Edition 2021-2022 : 10 communes inscrites

Document transmis : diaporama de présentation du programme Alimen'Terre

Personne à contacter pour plus d'informations :

Isabelle LAME
Coordinatrice d'Equipes et de Projets

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : « De la cueillette à l'assiette »

Porteur/pilote principal : Ville de Bourg-en-Bresse

Rôle de la collectivité : Pilotage de l'action dans le cadre de son ASV

Services et élus de la collectivité impliqués : Service Hygiène et Santé Publique, Service Action Educatif dont le DRE, Service Petite Enfance, Service Action Sportive, Service Espaces Verts.

Echelle de territoire concerné : 3 QPV de Bourg en Bresse

Population cible : 0 à 12 ans et leurs familles

Période / calendrier : 2014 à 2022

Partenaires : ARS, Etat (Education Nationale), CD 01 (PMI), CPAM, ADESSA

Budget : Entre 30000€ et 50000 € par an

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **0 à 12 ans et leurs parents**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Contexte : Sur le territoire de Bourg-en-Bresse, des inégalités sociales de santé apparaissent dès le plus jeune âge avec par exemple, une méconnaissance des fruits, des légumes, de la composition des aliments transformés, des difficultés à connaître et à mettre en œuvre les règles de l'équilibre alimentaire. La pratique d'activités physiques est en baisse chez les enfants. Le lien entre la catégorie socio-professionnelle des parents et le surpoids des enfants est avéré. Par ailleurs, cette thématique permet d'aborder la question de la parentalité et de renforcer les liens parents-enfants.

Objectifs : Développer des actions sur le thème de la nutrition en direction des jeunes enfants et de leurs familles, améliorer l'accès des adultes en situation de précarité sociale à une alimentation de qualité et à une activité physique adaptée

Activités :

Découverte des aliments : Animations pédagogiques à la ferme, Création ou entretien de jardins potagers, Ateliers cuisine dans les structures

Équilibre alimentaire : Ateliers parents-enfants avec une diététicienne et une psychologue

Activités physiques : Réveil musculaire, Randonnées/balades

Formation – Action des professionnels : Formations sur l'alimentation et sur la santé bucco-dentaire pour 15-20 professionnels, Animations sur l'alimentation lors des temps périscolaires, Ateliers santé bucco-dentaire dans les classes de maternelle et kits de brossage

Mobilisation d'environ **1500 enfants de 0 à 12 ans et 1/3 des familles**, chaque année.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Financement de l'action par l'ARS (priorité de l'AAP PACAP).

Pilotage de l'action par la Ville de Bourg en Bresse.

Souhait des structures (crèches et écoles) d'investir la thématique de l'alimentation puis au fil des années de mener des actions sur la nutrition et la santé bucco-dentaire.

Implication des partenaires (Education Nationale, PMI) et des services de la collectivité.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Arrêt des financements de l'ARS pour les 6 à 12 ans (Priorité sur les 0 – 6 ans).

Covid-19 : mise en œuvre des actions plus complexes avec la prise en compte des protocoles sanitaires.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Les activités doivent être menées chaque année auprès des enfants pour une acquisition des bonnes pratiques (alimentation, activités physiques).

Les familles sont à associer dès le départ, dans la mise en œuvre des activités.

La communication autour des travaux des enfants est importante (livrets, set de table,...) à rapporter au domicile.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Lucie PESCHARD – Coordinatrice Atelier Santé Ville

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Boucles urbaines

Porteur/pilote principal : Direction sports & nautisme et autres services de la collectivité

Rôle de la collectivité : porteur de l'action

Services et élus de la collectivité impliqués : Dir communication, Dir espaces verts, Dvlpt éco,

Echelle de territoire concerné : Ville de Brest

Population cible : Brestois et alentours

Période / calendrier : mise en œuvre depuis 2018

Partenaires : Office de tourisme

Budget :

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Brest possède un territoire propice au développement de loisirs extérieurs, de balades et d'activités physiques, notamment, via une multitude de parcours et quelques sites en accès libre. Au quotidien, la collectivité et les associations locales entretiennent ces espaces et développent le maillage sportif de la ville : balades thématiques, itinéraires fléchés, cartographie, etc. Pour Brest, ces opérations sont essentielles afin répondre à des enjeux de santé : favoriser l'activité physique et lutter contre la sédentarité. Ces aménagements urbains invitent les Brestois à marcher, à découvrir autrement le patrimoine culturel, botanique ou tout simplement à emprunter des raccourcis possibles via les chemins piétons et cyclables. Très attendus par les usagers, ces aménagements restent malgré tout

sous-exploités car peu ou mal connus des Brestois et visiteurs. C'est pourquoi les différents services de la ville ont travaillé à l'élaboration du guide : Brest & ses boucles urbaines, 12 circuits à découvrir. Un guide avec des objectifs concrets :

- Inciter le grand public à bouger au quotidien (petits et grands)
- Promouvoir l'environnement sportif du territoire
- Redécouvrir sa ville et ses pépites en bougeant
- Encourager et promouvoir les mobilités actives

Du sportif aguerri au flâneur du dimanche, ce guide s'adresse à tous. Il y en a pour tous les goûts et pour tout le monde avec :

- des balades de moins de 3 km, idéales à réaliser sur le temps du midi pour les actifs,
- des balades de 4-5 km accessibles pour les personnes à mobilité réduite ou avec une poussette,
- des circuits pour les plus sportifs, de 8 à 10 km en cœur de ville, en bord de mer ou en pleine nature, à la découverte du patrimoine historique, architectural ou artistique.

En bref, une façon agréable pour le public de préserver sa forme en pratiquant une activité physique, gratuite, en plein air, régulière et accessible à tous. Ce sont aussi des aménagements qui favorisent la pratique des 30 minutes d'activités physique par jour, préconisées par l'Organisation mondiale de la Santé. À Brest, ces 30 minutes peuvent se réaliser dans le plaisir, la découverte et à son rythme.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

De nombreux circuits / parcours déjà existants produits par les différents services de la collectivité.

Des services qui ont l'habitude de travailler ensemble sur ces questions.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

La mise au format numérique du guide n'est pas très intuitive et mérite des ajustements.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Disponible au format numérique ou cartographique, Brest & ses boucles urbaines a été distribué dans les différents lieux publics fréquentés par les Brestois et a été fortement plébiscité. Il a également fait l'objet d'une animation spécifique lors de l'événement sportif et innovant Brest Culture Sport. À l'aide d'une cartographie géante de la ville de Brest recouvrant 75 m² du sol, les participants ont découvert les 12 boucles et espaces sportif à proximité de chez eux. Cette animation est devenue, le temps d'un week-end, un espace d'échanges, d'appropriation du territoire, une aire de jeu, une machine à remonter le temps et bien sûr un vecteur de promotion de l'activité physique.

Les brestois sont donc demandeurs de ce type d'initiative. Ce projet n'est qu'une première étape dans la mise en place d'une stratégie globale de promotion de l'environnement sportif brestois. Celle-ci sera renforcée par une communication régulière et dédiée, une offre complétée avec de nouveaux circuits et le développement d'une application mobile. L'objectif ? Inscire progressivement et naturellement la pratique de l'activité physique dans le quotidien des Brestois.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Charlène Sparfel

BREST : Formation-Action à la Nutrition (Alimentation saine et durable et Activité physique adaptée)

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Formation- Action à la Nutrition (Alimentation saine et durable et Activité physique adaptée)

Porteur/pilote principal : Service promotion de la santé

Rôle de la collectivité : coordinateur de l'action

Services et élus de la collectivité impliqués : Projet alimentaire métropolitain

Echelle de territoire concerné : Ville de Brest

Population cible : Professionnels et bénévoles des structures et associations des quartiers : CDAS, Centres sociaux, Maisons de quartier, Structures d'aides alimentaires ...

Période / calendrier : 4 jours par an

Partenaires : Maison de l'agriculture biologique du Finistère, Défi Santé Nutrition, Service sport et quartiers

Budget : 5 500 euros par an

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **les acteurs professionnels et bénévoles qui accompagnent les publics des quartiers prioritaires de la ville**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

La Ville de Brest, "Ville Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) » depuis 1987 et "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS) » depuis 2005 se donne pour objectif de mettre en œuvre un programme territorialisé d'éducation et de promotion de la santé afin de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.

Le passage de la connaissance à la mise en pratique des recommandations nutritionnelles est une difficulté pour les publics en situation de précarité et les acteurs de quartiers qui les accompagnent.

Récemment, Brest métropole s'est engagée dans un Projet alimentaire métropolitain, ceci pour répondre à une aspiration sociétale forte et croissante, à savoir se nourrir d'une alimentation saine, sûre, de qualité, traçable, de proximité et accessible financièrement.

Dans les éléments stratégiques qui composent le Projet alimentaire métropolitain, la sensibilisation à l'alimentation durable tient une large part notamment auprès des publics en situation de précarité.

Par ailleurs, la crise sanitaire actuelle révèle un besoin encore plus prégnant de mettre en place des actions de sensibilisation à la nutrition notamment auprès des jeunes des quartiers chez qui les acteurs de terrain constatent des modes de consommation alimentaire peu favorables à la santé, un manque d'activité physique et/ou une baisse des capacités physiques.

Une sensibilisation à la promotion de la nutrition pour les personnes intervenant au sein des structures de quartiers villes éligibles à la politique de la ville et/ ou des associations œuvrant dans le social a déjà été proposée entre 2014 et 2016.

Avec ces nouveaux constats, il a semblé important de renouveler ce projet.

Le contenu de la formation sera construit en cohérence avec les recommandations du PNNS et des recommandations régionales à venir en y incluant également les notions d'alimentation durable peu évoquées dans le contenu de la formation précédente.

Cette action a pour objectifs de favoriser les comportements favorables à la santé des publics en situation de précarité :

- En renforçant les compétences des professionnels et bénévoles sociaux sur la promotion d'une alimentation saine et durable et d'une activité physique adaptée.
- En renforçant le pouvoir d'agir des professionnels et bénévoles dans la mise en place de projets autour de cette thématique.
- En harmonisant les pratiques sur le territoire et en créant une dynamique, une culture commune des messages de sensibilisation à la nutrition.

Description du contenu de la formation :

- Alimentation – Agriculture – Environnement – Santé : trouvons les bons repères.
- Les 3 règles d'or pour manger sain, éthique et durable puis présentation d'un projet mettant en application ces recommandations.
- Atelier cuisine – les spécificités nutritionnelles des produits bio et des produits peu transformés.
- Les bienfaits d'une activité physique adaptée, les contraintes du public et les leviers possibles.
- Des pistes d'actions à mettre en place

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Besoin exprimé des acteurs suite à une enquête

Soutien financier de l'ARS et du plan de relance

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Mobiliser les acteurs sur 4 jours de formation

Personne à contacter pour plus d'informations :

Delphine Gouez – chargée de projet Service promotion de la santé

BREST : Accompagner les jardins partagés ou les projets participatifs de plantations d'arbres fruitiers ou des projets de poulaillers urbains sur Brest métropole.

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Accompagner les jardins partagés ou les projets participatifs de plantations d'arbres fruitiers ou des projets de poulaillers urbains sur Brest métropole.

Porteur/pilote principal : Direction des espaces verts

Rôle de la collectivité : accompagnement des projets de collectifs d'habitants.

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction espaces verts, Projet alimentaire métropolitain , Budget participatif

Echelle de territoire concerné : Brest Métropole

Population cible : Population de Brest

Période / calendrier : 2022-2023

Partenaires : Association Vert le Jardin, associations gestionnaires des jardins partagés, Direction de la proximité

Budget :

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Les jardins partagés : La direction des espaces vert accompagne les demandes, les jardins partagés, les groupes scolaires ou les projets participatifs. Développement de la végétalisation de l'espace public avec des plantes consommables en réponse à une demande croissante des usagers.

Objectifs :

- Développer du lien social au travers de l'entretien et de la cueillette d'un verger ou d'un poulailler...
- Accompagner la réflexion sur : les circuits courts, les produits locaux, le mieux consommer, le faire soi-même.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Existence de jardins partagés historique

Bonne coordination de la direction des espaces verts avec les associations de jardins partagés

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Gestion associative bénévole des jardins partagés : difficultés de pérennité pour certains groupes

Terrains disponibles

Budget

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Projets en cours

Création de lien social

Remettre la nature et l'agriculture au cœur de la Ville

Portées pédagogiques des jardins : réduction des impacts (compostage) et initiation à l'agriculture

Personne à contacter pour plus d'informations :

Mathilde Tran Van – chargée de projets PAM

BREST : Escape game Subsistance

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Escape game Subsistance

Porteur/pilote principal : Ville de Brest – Promotion de la santé

Rôle de la collectivité : créateur du concept et coordinateur

Services et élus de la collectivité impliqués : service promotion de la santé et CCAS

Echelle de territoire concerné : Brest, Brest métropole et QPV

Population cible : Ados et adultes

Période / calendrier : toute l'année

Partenaires : la maison de l'agriculture biologique du Finistère

Budget : 750 euros par demi-journée d'animation

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

La ville de Brest a créé un Escape Game mobile « Subsistance » pour sensibiliser les habitants des quartiers prioritaires de la ville et les acteurs du territoire à l'alimentation saine et durable. Une approche ludique pour rendre les Brestois acteurs de leur alimentation et de leur santé grâce à la règle des 3V : Manger Vrai, Varié, et Végétal.

« Subsistance » est un **outil pédagogique mobile** conçu grâce à la coopération entre acteurs de la santé, de l'action sociale et de l'alimentation. En traduisant par le **jeu** les travaux d'Anthony Fardet, chercheur en nutrition, ce jeu s'installe au plus près des habitants : un moyen engageant de

s'approprier facilement les concepts d'alimentation saine et durable par l'action, et de réfléchir sur sa propre santé.

Les objectifs de subsistance :

Objectifs du service Promotion de la Santé :

Réduire les inégalités dans la santé, et a fortiori dans l'alimentation

Avoir un dispositif d'éducation à l'alimentation à destination de l'ensemble de la population

Objectifs de l'outil :

Renforcer le pouvoir d'agir des citoyens en leur permettant de s'approprier leurs choix alimentaires

Consolider le lien fédérateur autour de l'alimentation, pour lutter contre l'isolement

Descriptif du jeu :

Subsistance se compose de deux parties : le **jeu** à proprement parler, suivi d'un **temps d'échange**.

Dans une protente, les participants ont une mission à accomplir en équipe de 3 à 5 : faire redémarrer la Nutrinavette pour empêcher l'invasion d'une planète. Pour ce faire, trois énigmes à résoudre en 15 minutes, avant que la navette n'explose :

Manger Varié : Trois phrases à reconstituer à l'aide de mots aimantés

Manger plus Végétal : Balance avec différents poids pour trouver la part idéale de végétal par rapport à la part animale pour une alimentation saine et respectueuse de l'environnement

Manger Vrai : Garde-manger rempli de provisions que l'on doit classer en fonction de leur catégorie (aliment brut, primaire, transformé, ultra-transformé) grâce à la liste des composés et des nutriments.

Les joueurs sont accompagnés par un animateur qui surveille le temps et les guide depuis l'extérieur à l'aide d'une trame d'animation et d'un talkie-walkie.

A l'issue du jeu ils sont accueillis par l'association la maison de l'agriculture biologique du Finistère qui échange sur leurs impressions du jeu, et leur partage des éléments pour les guider dans ces messages. Petit répertoire de recettes, calendrier de saison, communication sur d'autres actions en place autour de chez eux, ...

Le **pouvoir d'agir**, principe d'éducation populaire pour adapter l'animation aux publics visés :

Concrètement, ce principe appelle l'animateur à rester dans une posture de « faire découvrir, faire réfléchir », et ne pas être dans le partage d'un message culpabilisant, d'autant plus sur les sujets intimes de santé et d'alimentation. L'approche ludique permet cette mise à distance du participant avec sa propre expérience : le choix de l'univers de science-fiction a justement été fait pour mettre le participant dans une posture de découverte interactive sans lien apparent avec sa propre alimentation. L'objectif est ensuite d'outiller avec des repères simples : une liste de composés trop longue est à bannir, des recettes simples appliquant la règle des 3V... Mais aussi un calendrier de saison des produits finistériens et français, avec l'idée d'essayer de faire au mieux en consommant local de manière progressive.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Delphine Gouez – service promotion de la santé

EVRY-COURCOURONNES : La semaine des sports Olympiques D'Evry-Courcouronnes : Du sport et plus encore!

Fiche-action rédigée en juin 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : La semaine des sports Olympiques D'Evry-Courcouronnes : Du sport et plus encore !

Porteur/pilote principal : Référente Animations et Partenariat au sein de la Direction de la Vie Locale et du Sport Loisirs / Responsable Pôle Prévention-Promotion de la santé ville d'Evry Courcouronnes

Rôle de la collectivité : Pilote du projet

Services et élus de la collectivité impliqués : Service sport loisirs (Direction de la vie locale et de la culture) Direction de la santé – Direction des sports - Adjoint au maire en charge de la santé, seniors et transition écologique, Adjoint au maire en charge des sports,

Echelle de territoire concerné : Evry Courcouronnes

Population cible : Enfants et seniors d'Evry Courcouronnes

Période / calendrier : Du 25 au 29 avril 2022

Partenaires : Différents services de la collectivité : Lieux d'accueil jeunesse et culture (la Fabrik', la Microfolies) le Point d'accès aux droits, , le Service santé, le CCAS , le Service des sports, le Service de la transition écologique, le Service civique, les Centres de loisirs,

Partenaires extérieurs : l'Evry Football Club, District de l'Essonne, Addiction France

Budget : 500 euros : alimentation, Diplômes, médailles, rubans, publicité

350€ intervention association de prévention des addictions

Rémunération des personnels municipaux (animateurs sportifs, chargée de prévention, éducateurs, intervenants spécifiques des service partenaires.).

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Enfants et seniors**)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Du 25 au 29 avril 2022 : Différents ateliers animés sur une journée pendant cinq jours : des disciplines sportives olympiques, la marche pour les séniors, et des ateliers à thèmes autour de la santé (l'alimentation, les addictions, handisport...) , la citoyenneté et du développement durable

Sensibilisations :

Aux disciplines sportives olympiques, au respect des règles des jeux sportifs, au respect de son environnement, au handicap et aux formes de discriminations, à une bonne nutrition et équilibre alimentaire, et à la prévention des risques liées aux addictions

Publics : Enfants de 6 à 12 ans (pôle séniors et sports loisirs) / Avec une journée en intergénérationnelle avec les séniors (activité physique la marche)

Bilan très synthétique ! : 319 enfants ont participé. 11 partenaires mobilisés, bonne cohésion entre les acteurs pour s'organiser dans le déroulement de la journée

Les ateliers sportifs sur le thème des disciplines olympiques ont permis aux enfants de pratiquer différents sports et de développer des compétences physiques, pour certains de découvrir la discipline sportive qu'ils ne connaissaient pas.

Les ateliers éducatifs ont permis aux enfants d'être sensibilisé à une bonne hygiène et équilibre alimentaire en alliant une activité physique régulière pour être acteur de sa santé

Également les ateliers éducatifs ont permis aux enfants de développer leurs comportements citoyens en respectant les règles des jeux sportifs, en respectant ses adversaires sportifs, en respectant son environnement par le tri et le ramassage des déchets, en utilisant leurs connaissances sur la nutrition de façon ludique.

Une après-midi riche en apports autour de la santé pour soi et pour les autres, dans une ambiance très ludique.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

L'événement est né il y a plus de 6 ans maintenant et a désormais lieu chaque année. Il a été construit, a évolué et s'est amplifié grâce à l'implication des acteurs. Chacun est force de proposition et chacun sait se renouveler. Des équipes mobilisées autour de leur spécificité et qui apprécient de transmettre et partager leurs connaissances et compétences. Des ateliers tous mis en valeur à égalité pour le bénéfice des publics. Un concept d'organisation et d'implantation des animations permet d'organiser des circuits pertinents et donnent un rythme dynamique et sympathique tant pour les publics que pour les intervenants. Le portage de l'événement majoritairement coordonné par la coordinatrice du Sport Loisirs facilite les aspects de communication entre les acteurs et gère les besoins en logistique. De même elle porte l'animation globale de la journée en gérant tant les publics et leurs accompagnants que les l'information et l'accueil des invités et personnalités venus apporter leurs soutiens pour l'action menée.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Sans parler de réelle difficulté de mise en œuvre, il est apparu nécessaire d'adapter les ateliers par tranches d'âges des enfants. En effet, il existe un écart de compréhension et de concentration entre

les enfants qui ont 6 ans et ceux qui ont 12 ans... Des groupes ont été créés : 6/7 ans – 8/9 ans – 9/10 ans – 11/12 ans.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Accompagnement à la mise en place d'une action à multiples activités pédagogiques et ludiques visant à sensibiliser les enfants, les jeunes et les seniors à prendre soin de leur santé par l'activité sportive et physique, par la connaissance des apports nutritifs liés à une alimentation équilibrée, par les comportements citoyens et respectueux de l'environnement.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Maria BANHO Chargée de Mission Projets Transversaux Alimentation / Nutrition

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Le jardin du village / la fête jardins partagés

Porteur/pilote principal : Référent intergénérationnel Maison de Quartier du Village

Rôle de la collectivité : Pilote du projet

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction de la vie locale et de la culture, Service transition écologique, Service des espaces verts. Adjoint au maire en charge de la transition écologique, de la santé et des seniors, Adjoint au maire en charge de la participation citoyenne et de la vie associative

Echelle de territoire concerné : Quartiers d'Evry Courcouronnes (Village, Champtier du coq, Champs Elysées, les Aunettes)

Population cible : Enfants, adultes et seniors

Période / calendrier : Les jardins sont travaillés toute l'année. Une journée de valorisation a lieu chaque année un mercredi en avril

Partenaires : Direction de la vie associative, Maisons de Quartiers (MQ) du Village, du Champtier du coq, des Champs Elysées et des Aunettes de la ville, le service des espaces verts de la ville, l'Association Française Des Jardins, l'AMAP les paniers d'Evry, l'association Dare Dare (mobilités douces), L'association maison du monde, Les écoles du quartier du Village (Levasseur et Montessori) l'association Olga SPITZER (médiation)

Budget : (pour la journée de valorisation) 600 euros fournitures de jardinage et création naturelle. Plus la rémunération des personnels municipaux et bénévoles d'association.

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **30 enfants et jeunes du Contrat Local Aide à la Scolarité (CLAS) et leurs familles, 10 jardiniers des jardins partagés de la ville (association et mairie) 30 habitants/ usagers de chaque maison de quartier inscrite dans ce partenariat et cette action**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Ex : en 2022, Du 9 mars au 13 avril :

Le jardinage est une activité inscrite dans les apports culturels du projet Contrat Local Aide à la Scolarité (CLAS 2021/2022). De mars à juin, les enfants et jeunes participent à des ateliers jardinage les mercredis après-midi.

Sur cette période, des semis, aménagement du jardin (construction et mise en place de nouvelles barrières et jardinières...), confection de confiture, soupe et salade à partir des récoltes du jardin. Quelques plants sont gardés pour les troquer, le jour de la fête du jardin

A partir du 29 mars :

- Création des invitations rédigées par les enfants CLAS aux divers jardins partagés de la ville, relayée par le service de la vie associative et le service Vie locale
- Sollicitation (là encore rédigée par les enfants CLAS) du service des Espaces Verts pour récupérer d'éventuelles fleurs ou plants pour les troquer le 20 avril
- Mobilisation des associations locales et des jardins partagés

Le 20 avril de 14h-18h – Fête du jardin partagé

Après-midi conviviale en extérieur autour du jardin partagé avec plusieurs activités :

- Présentation du projet « jardin partagé » par le référent intergénérationnel et des bénévoles
- Stand de trocs et de cadeaux bien-être tenu par les enfants du CLAS, les parents volontaires et leurs référents
- Atelier d'initiation au Yoga en extérieur
- Atelier de découverte du land art animé par l'association « les pinceaux magiques »
- Goûter « fait maison »
- Intervention « BIP » d'un groupe théâtre
- Participation des associations : l'AMAP les paniers d'Evry, Dare Dare, Maison du Monde, les jardins partagés d'Evry Courcouronnes

La fête du jardin partagé répond essentiellement à deux objectifs :

- Encourager la participation et la rencontre entre les habitants
- Développer des projets collectifs liés à notre environnement
- Découvrir la diversité des aliments (fruits, légumes, plantes aromatiques)
- En Créant un évènement local autour du développement durable
- En Développant la notion de partages et d'échanges intergénérationnels
- En mettant en réseau des jardins partagés de la Ville indépendamment de leur type de fonctionnement (Municipal, Associatif, Collectif...)

Pistes à développer pour entretenir et faire évoluer l'action :

Visites inter-jardins partagés, Création d'un réseau des jardiniers de la ville, Reconduction annuelle de l'évènement.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

La mobilisation d'éléments de communication pour fédérer les différents publics et le suivi du projet une grande partie de l'année, ont bien contribué à sa bonne mise en œuvre. Également la mobilisation des différents partenaires réunis et solidaires dans leurs interventions.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)**

Développement de la participation des habitants autour d'un projet collectif qui réunit les plus jeunes et les moins jeunes : activité de socialisation favorisant le bien-être et la santé également.

L'apprentissage du jardinage, du partage et de la préparation des produits récoltés, sensibilise au respect de l'environnement et au développement durable et également participe à une alimentation plus diversifiée.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Maria BANHO Chargée de Mission Projets Transversaux Alimentation / Nutrition

FORT-DE-FRANCE : Clip vidéo « I bon pou la Santé! »

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Clip vidéo I bon pou la Santé! (Cliquez sur le lien suivant pour le visionner: <https://www.youtube.com/watch?v=xmO5iMXrm7w>)

Porteur/pilote principal : Association Cœur et Santé de la Martinique

Rôle de la collectivité : Coordination maillage entre les acteurs et les institutions partenaires

Services et élus de la collectivité impliqués : Ville de Fort de France (Président Commission Solidarité-Sport – Santé, Elue Déléguée à la Santé, Cabinet du Maire, Direction générale adjointe Action sociale, du grand âge et de la santé, Direction Hygiène et Santé, Mission Contrat Local de Santé et Atelier Santé Ville.

Echelle de territoire concerné : Communal

Population cible : Enfants et Parents

Période / calendrier :

1^{ère} partie – élaboration – Année 2018 : Début Avril- Présentation de l' Audio ; Fin Mai – Premier visionnage ; Mi Juin- Présentation au comité de Pilotage du clip " i bon pou la Santé" Finalisé ; Fin Juin Diffusion et bilan au Comité de Pilotage du Contrat Local de le Ville de la Ville de Fort de France.

2^{ème} partie – expérimentation et diffusion.

Partenaires : Association Cœur et santé de la Martinique, Ville de Fort-de-France, Préfecture de Martinique, ARS, CACEM (Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique, Académie de Martinique, IREPS

Budget : 9000 euros

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

OBJECTIFS :

- Créer un outil innovant, un support numérique (clip) de promotion de la santé (musique et vidéo)
- Favoriser l'identification du public aux messages de santé véhiculés dans le clip
- Diffuser un message positif sur une nutrition favorable à la santé et sur la pratique de l'activité physique (le petit déjeuner traditionnel, la danse, les jeux traditionnels, le jardin créole, la consommation des produits locaux, le manège traditionnel nommé Chouval bwa)

MISE EN ŒUVRE :

- Composition d'une musique de sonorités traditionnelles et urbaines. (exemple : bèlè, danmyé, électronique)
- Valorisation des artistes et des jeunes professionnels issus des quartiers populaires de Fort de France (Directrice artistique, Icess MAJOUNBE, Studio expérimental GWOTT)
- Les acteurs sont les enfants, les jeunes, les enseignants, les parents, les animateurs des associations (Ascion services, Madin' Alternative, Coeur et Santé)
- Projet intergénérationnel. (Grand parents, père, mère, enfants des quartiers) à travers des scènes de vie. (ex: marché du quartier Dillon)

Dans le clip, plusieurs actions inscrites dans le CLS et l'ASV sont mises en valeur (exemples : jardin solidaires du quartier Dillon, Projet approche école en santé dans 2 écoles de la Ville en QPV et Club santé d'un collègue.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

La Création d'un comité de pilotage avec les partenaires institutionnels financiers et techniques travaillant sur le principe de l'action et sur son contenu.

La mobilisation des auteurs et acteurs très impliqués car les images et la musique ont été créées sur le Terrain avec les écoles et les associations des quartiers prioritaires de la Ville de Fort- de France. Ces acteurs et auteurs participent à un projet d'école coordonné par le Contrat Local de Santé et les Ateliers Santé Ville et piloté par l'association Cœur et Santé en partenariat avec l'association Acision Services. Ce projet est intitulé " Approche école en Santé" est soutenu par l'ARS Martinique l'Académie, la préfecture, La Ville de Fort de France, la Communauté d' agglomération.

La promotion du clip a été réalisée lors de la Quinzaine de la Santé : « Territoires en Santé, Territoires d'Innovations » organisée par l'ARS Martinique.

La diffusion sur les réseaux sociaux et radios permet de toucher tous les publics.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Le développement de la partie parentalité pour l'appropriation de cet outil par les parents.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Hormis la possibilité d'atteindre tous les publics et la valorisation des publics des QPV, l'évaluation de l'impact du projet sur la réduction des inégalités territoriales de santé reste compliquée. On peut néanmoins préciser que cet outil pédagogique a été reconnu comme outil de communication innovant par l'ARS.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Lien vers la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=xmO5iMXrm7w>

Angéla MILARD, Cheffe de projet en santé publique

GRAND CHALON : Le Grand Chalou bouge pour sa santé

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Le Grand Chalou bouge pour sa santé

Porteur/pilote principal : Service Santé et Handicap / diététicienne et Service des Sports / éducatrice sport-santé

Rôle de la collectivité : coordination, animation

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction des Sports et Direction Solidarité Santé et élus associés

Echelle de territoire concerné : le territoire des 51 communes

Population cible : publics visés par le sport-santé

Période / calendrier : tout au long de l'année

Partenaires : les opérateurs régionaux (réseau sport santé porté par le CROS), le Réppop

Budget : temps de travail, financements ARS DRDJSCS via le CROS (4900 euros en 2021)

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **public ayant des pathologies chroniques, en situation de précarité, enfant en surpoids**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Il s'agit de promouvoir le sport pour tous, l'activité physique, de lutter contre la sédentarité et de favoriser la mise en place de créneaux sport-santé sur le territoire. Pour ce faire différentes actions sont mises en places :

- Proposition d'un temps fort « semaine sport santé handicap » (septembre) dans le cadre des JO 2024

- Proposition de stands d'informations, ateliers, conférences lors de journées santé.

- Proposition de brochures activités physiques dans mon quartier : <https://fr.calameo.com/read/0010402155148914d5367>

- Proposition d'outils pour pratiquer :

Balades : <https://fr.calameo.com/read/001040215b3ebc4d93512>

Vidéos pour pratiquer : <http://kaleidoscope.fr/2021/06/14/les-seances-de-sport-a-la-maison-du-grand-chalon/>

Brochures : <https://fr.calameo.com/read/00104021504a180d5f6e4>

- Créneaux d'Activité Physique Adaptée « Sport-santé »: PASS sport sur prescription (malades chroniques), Activ'santé (public en situation de précarité), Gym'active (post cancer), Gym séniors, Pass'sport forme (enfants 5-10 ans en surpoids), Activons notre santé (agents des collectivités).

Il est prévu de répondre au prochain appel à projet label Maison Sport Santé.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

La collaboration des 2 directions. Le développement d'un programme sport santé au niveau régional.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

L'organisation régionale de l'inscription au« sport sur ordonnance » rend difficile la proximité et rend le fonctionnement complexe pour le public.

Il est difficile de toucher les médecins pour faire connaître cette offre et en faire bénéficier le plus de public possible.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

La mise en place de créneaux d'activités physique adaptées permet une amélioration des capacités physiques et de la santé des participants, cependant il faut prévoir la pérennisation de ces créneaux pour que les bénéfices soient durables.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Sigolène Murat, diététicienne chargée des projets nutrition

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Programmes de prévention du surpoids des enfants

Porteur/pilote principal : Service Santé et Handicap / diététicienne

Rôle de la collectivité : coordination du programme, animation

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction solidarité santé et le vice-président à la santé, Direction de la Petite enfance et son élue référente, information des Maires des communes de l'agglomération.

Echelle de territoire concerné : le territoire des 51 communes

Population cible : les enfants et leurs familles via les structures petite enfance et via les enseignants

Période / calendrier : tout au long de l'année

Partenaires : les structures petite enfance, les conseillers pédagogiques et inspections locales de l'Education Nationale

Budget : temps de travail, prestations, matériel, aliments. Financements via le CLS et via l'Atelier Santé Ville.

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **enfants de 3 à 11 ans et leurs familles**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Le programme de prévention du surpoids des enfants est réalisé à travers la mise en place d'actions à destination de la petite enfance, des enfants d'âge scolaire en impliquant les familles et en sensibilisant les professionnels. Des actions spécifiques sont proposées aux enfants des quartiers prioritaires.

Programme d'actions à destination de la petite enfance :

- Travail sur le cahier des charges de la prestation de restauration collective avec pour objectif, le respect des recommandations nutritionnelles notamment la diminution des sucres simples, la suppression des additifs et l'apport de légumes secs.
- Travail avec une crèche en régie directe (menus, approvisionnements bio local)
- Sensibilisation des personnels et des familles (rédaction d'articles dans le magazine « La plume de la petite enfance », diffusion des nouvelles recommandations, participation à des réunions de responsables...)
- Sensibilisation des enfants et des personnels lors de la fête des fruits et légumes : <https://kaleidoscope.fr/2021/07/27/semaine-des-fruits-et-legumes-frais-2021-lespace-sante-prevention-sensibilise/>

Programme d'actions à destination des enfants d'âge scolaire :

Programme d'appui aux « Parcours éducatifs en santé », volet « manger bouger ».

Il s'agit d'un **programme d'éducation à la santé** à destination des enfants et des familles des classes et écoles volontaires du Grand Chalon et des structures socio-éducatives. Un soutien au projet et une animation est proposée à chaque classe inscrite. Les animations sont réalisées en partie avec les diététiciennes du service et en partie avec des prestataires. Environ 1000 enfants touchés chaque année.

Padlet pour les enseignants : <https://fr.padlet.com/santehandicapchalon/jtsd6llr39gku452>

De plus, des **actions spécifiques sont proposées autour de temps forts de type sportifs** : « Parcours du cœur scolaire », rencontres inter-écoles en lien avec le marathon local, « classes rivières ». Proposition d'outils (petit déjeuner, pique-nique) aux enseignants en amont des rencontres, ateliers sur l'hygiène de vie, promotion d'aliments sains et locaux lors des temps fort. Environ 1500 enfants touchés chaque année.

Retours en images : <https://www.facebook.com/SanteHandicapGrandChalon>

Des actions spécifiques sont mises en place dans le cadre de l'Atelier Santé Ville :

Au sein des écoles maternelles volontaires des quartiers prioritaires : « **Les goûters de la Forme** ». L'objectif est de promouvoir l'alimentation saine, la cuisine, les aliments bruts auprès des enfants et des familles. Le projet se compose de rendez-vous scolaires et de rendez-vous famille : 1 intervention d'une diététicienne, suivie de la fourniture d'aliments pour confection d'une recette avec les enseignants, puis proposition de la dégustation de la recette lors d'un goûter en présence des familles. Environ 400 enfants et leurs familles touchés.

Expérience « **Vélo-bureau** » classe active et attentive, les objectifs sont de lutter contre la sédentarité et promouvoir l'activité physique, mais aussi développer leurs fonctions cognitives, de favoriser le bien être des élèves pour un meilleur apprentissage en vue de la réussite scolaire. Avec, pour les enfants une mise à disposition de matériel ergonomique et de « Vélos bureaux », l'intervention d'une psychomotricienne et d'une diététicienne.

<https://www.youtube.com/watch?v=DefvmeLwv6Q>

Participation à l'animation du « Café des Parents » sur la thématique nutrition avec la coordinatrice du réseau d'éducation prioritaire.

Programme d'actions à destination des professionnels :

- mise en place d'un volet « périscolaire » avec la sensibilisation (formation/action) des acteurs du périscolaire en partenariat avec l'IREPS 71 (Pass'santé jeunes) et avec le Réppop-BFC

Implication dans le Réseau de prévention et de prise en charge de l'obésité pédiatrique (Réppop)

- Soutien logistique pour la mise en place de Formation locale.
- Mise en place de **l'atelier tremplin « Pass'sport forme »** animé par le service des Sports
- Proposition d'ateliers parents/enfants « alimentation » dans le cadre du «Pass'sport forme».

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Un travail historique de partenariat avec l'Education Nationale, le fait que les structures de la petite enfance soient une compétence de l'agglomération tout comme la santé.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

La crise sanitaire n'a pas permis les liens avec les familles comme il l'était envisagé sur le papier.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)**

Au vu de l'influence importante de la publicité, d'un appauvrissement des connaissances (d'où viennent les aliments ?, comment ils poussent ? comment ils sont fabriqués ?) et des compétences en matière d'alimentation (connaissance et utilisation du matériel de cuisine), il est important de poursuivre les actions sur de nombreuses années, de manière la plus collégiale possible.

Le renouvellement des professionnels induit un besoin constant de sensibilisation.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Sigolène Murat, diététicienne chargée des projets nutrition

LIMOGES : Exposition intitulée « Mange, Bouge-toi et Kiffe »

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Exposition intitulée « Mange, Bouge-toi et Kiffe »

Porteur/pilote principal : Ville de Limoges et association Xavier LEFEVRE et Bernard BEAUFRERES (XLBB)

Rôle de la collectivité : Initiateur et co-porteur

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction de la Santé / Direction de la Jeunesse / Direction des Sports / directions techniques (agencement)

Echelle de territoire concerné : Ensemble de la commune dont QPV

Population cible : Enfants et familles

Période / calendrier : quatre jours du 16 au 19 octobre 2019

Partenaires : 1 lycée professionnel et 1 école de diététiciens

Budget : 7.000 € dont coût direct = 3.300 €

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Il s'agit d'un parcours ludique offrant la possibilité de retrouver toutes les catégories alimentaires sous forme de bande dessinée géante. Ces univers légers et drôles accompagnés d'explications complémentaires et de jeux commentés par une quinzaine d'animateurs formés à la tenue d'un univers ou d'un parcours.

L'objectif était d'aider les enfants et les adolescents à comprendre les enjeux d'une bonne alimentation qui associe plaisir, équilibre, diversité et éthique (saisonnalité, respect de

l'environnement, proximité...) et à prendre conscience de l'importance de l'activité physique dans la vie quotidienne afin de lutter contre la sédentarité.

Deux thématiques ont été mises en exergue : *développement durable et santé* ; la ville de Limoges, signataire de la charte "Ville et Territoire sans Perturbateurs Endocriniens", a proposé un espace « alimentation durable et territoire » avec des ateliers spécifiques (gaspillage alimentaire, du tri des déchets et leur valorisation) participant ainsi à une sensibilisation au développement durable dès le plus jeune âge.

Le projet a embarqué des élèves en BTS d'un lycée professionnel de la ville qui ont été formés à l'animation des ateliers proposés tout au long de l'exposition. A noter également l'intervention d'élèves de l'Ecole de diététiciens de Limoges en qualité d'expert nutrition auprès des élèves en BTS.

L'Education Nationale a été associée à la mise en œuvre pour faciliter la participation de classes du 1er degré sur le temps scolaire.

Les animateurs sportifs de la Direction des sports ont animés des ateliers ludiques d'activité sportive tandis que la Direction de la Jeunesse a mobilisé ses ALSH le mercredi.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Le partenariat avec la DSDEN a mobilisé 16 écoles sur l'ensemble du département avec 8 classes attendues par demi-journée sur les deux journées se déroulant sur le temps scolaire soit 32 classes. Celui avec les associations de quartier et la Direction de la Jeunesse a permis de mobiliser 7 ALSH le mercredi.

Les atouts :

- le caractère ludique de l'exposition ;
- les ateliers de manipulation et de dégustation ;
- la présence du CSP limoges ;
- les cadeaux et livrets pédagogiques.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Une forte mobilisation (plus de 800 enfants de 6 à 14 ans accueillis dont 26% issus des QPV) avec un risque de surcharge sur les ateliers.

Difficulté de mobilisation des familles avec seulement une centaine de participants le samedi.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

Un très bon retour des questionnaires de satisfaction avec :

100% des répondants souhaitent renouveler ce type d'action.

100% des répondants sont satisfaits voire très satisfaits du contenu de l'exposition.

100% des répondants sont satisfaits voire très satisfaits de l'animation des ateliers et l'organisation de cette exposition.

Démonstration de la capacité de mobiliser les QPV sur cette thématique.

Les pistes d'amélioration :

- davantage d'ateliers de dégustation par les élèves ;
- davantage de simplification des messages sur certains ateliers.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Bernard BERTIN, Directeur de la Santé

LIMOGES : INCOME ou « les effets d'un exergame centré sur l'Interférence COgnitivo-MotricE sur le risque de chute et les capacités motrices des personnes âgées »

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : INCOME ou « les effets d'un exergame centré sur l'Interférence COgnitivo-MotricE sur le risque de chute et les capacités motrices des personnes âgées »

Porteur/pilote principal : Laboratoire de recherche HAVAE de l'Université de Limoges

Rôle de la collectivité : Recrutement et encadrement d'un doctorant dans le cadre d'une bourse CIFRE Services et élus de la collectivité impliqués : Les élus en charge de la Politique de Santé, du Sport-Santé, des Personnes âgées. Directions concernées : Santé, Sports, Communication, CCAS de Limoges.

Echelle de territoire concerné : Commune

Population cible : Personnes âgées

Période / calendrier : 2019-2022

Partenaires : Université de Limoges – Unité de recherche HAVAE, CHU de Limoges, Ecole d'ingénieurs 3IL, ILFOMER, ANRT

Budget :

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **les personnes âgées logés en Résidence Autonomie**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Le vieillissement s'accompagne d'une diminution des capacités cognitives et motrices, représentant une augmentation du risque de chutes. Il est possible de pallier cette dégradation par le biais d'entraînements spécifiques. Toutefois, les seniors peuvent manquer de motivation à entamer,

poursuivre et respecter des programmes d'entraînements. Une solution possible est le passage par les jeux vidéo.

L'objectif du projet INCOME est d'évaluer les effets d'un programme d'entraînement ayant pour support un exergame sur différents paramètres chez des personnes âgées vivant en résidence autonomie municipale de la Ville de Limoges.

Pour répondre aux besoins spécifiques des seniors, l'unité de recherche HAVAE et l'école 3iL ont conceptualisé et développé un exergame. Une étude pilote exploratoire teste ce jeu auprès de 40 personnes âgées via un entraînement de 30 minutes, 3 fois par semaines durant 3 mois.

Les entraînements en double tâche sont efficaces chez les seniors même si les entraînements physiques sont sujets à un certain nombre de barrières, altérant le maintien de la pratique d'activité physique. Ces barrières peuvent appartenir au domaine intra personnel (ex : manque de temps, fatigue, peur, motivation), au domaine interpersonnel (ex : solitude dans la pratique, affecte pour l'animateur), ou encore au domaine communautaire (ex : contraintes temporelles ou spatiales).

Les entraînements en double tâche peuvent prendre différentes formes, comme la gymnastique, la danse, ou bien utiliser les jeux vidéo comme support.

Parmi ces jeux, un certain type appelé « exergames » nécessite une activité physique pour être pratiqué tel que la Nintendo® Wii ou Microsoft® Kinect.

Ces jeux ont l'avantage d'aller à l'encontre d'un certain nombre de freins : ludiques et « funs », ils présentent un fort taux d'adhésion auprès des seniors et peuvent être modulés à volonté, tant sur la forme que sur le fond, afin d'être aussi captivants qu'une télévision et d'une intensité comprise entre la « gym douce » et des programmes à haute intensité tels que le cross-fit.

La municipalité de Limoges s'est positionnée depuis plusieurs années comme une « terre d'expérimentation », élaborant des collaborations de recherche et de développement avec des entreprises ou des universités : programmes d'activité physique adaptée, lutte contre les perturbateurs endocriniens, amélioration de l'accessibilité, etc. Cette politique publique s'exprime ici au sein de résidences autonomes municipales (RAM), lieux de vie réservés à des seniors autonomes. Ainsi, un partenariat impliquant de nombreux acteurs locaux ont permis la réalisation de ce projet : la Ville de Limoges s'est associée à l'unité de recherche HAVAE de l'Université de Limoges en recrutant un doctorant salarié ; le CHU de Limoges s'est porté promoteur de cette étude, tandis que des étudiants de l'école 3iL et de l'ILFOMER ont participé respectivement au développement du jeu et à sa mise en place. Enfin, ce sont des animateurs municipaux qui utilisent ce jeu en proposant des séances aux seniors de RAM ou membres de clubs seniors de la Ville de Limoges.

Un travail collaboratif entre les différents acteurs a permis de passer d'un concept à une maquette. Un cadre a été fixé pour aiguiller les acteurs du projet : des impératifs de recherche et un idéal scientifique, une expérience issue de travaux antérieurs, ainsi que des limitations techniques et pratiques.

Il fallait que le jeu soit collaboratif plutôt que compétitif, qu'il ne soit pas pénalisant ni stigmatisant, qu'il soit lisible, visible, clair, que les consignes soient simples et compréhensibles. Il fallait qu'il soit sûr et ne mette pas en danger les participants, tout en étant suffisamment difficile pour être sollicitant sur le plan cognitif comme moteur. Il fallait également qu'il soit suffisamment facile à prendre en main pour être utilisé par n'importe qui. Enfin, il devait être développé dans le temps imparti et selon les moyens humains à notre disposition.

Gratuit et mis à disposition à domicile dans le cadre de l'étude, le jeu est pratiqué en groupe et animé par des « experts », les animateurs des Résidences formés à cet effet.

Le jeu est collectif : 4 participants s'entraînent en jouant en groupe et sont les propres pions de ce jeu de plateau. Ils se déplacent dans l'espace représentant la ville de Limoges, et doivent, à tour de rôle, se rendre sur un point d'intérêt (un parc, un bâtiment, un lieu de vie de la ville), ce qui déclenche un mini-jeu. Ils doivent alors accomplir cette activité en groupe et marquer des points collectivement en réalisant les actions demandées dans chaque mini-jeu comme suivre un enchaînement de flèches affichées tout en construisant un mot en ajoutant une lettre chacun leur tour.

Chaque mini-jeu consiste en environ 3 minutes de double tâche simultanée, et ils s'enchaînent durant 30 minutes.

Le score global de la séance, qui doit être le plus élevé possible, correspond à la somme des scores de chaque participant.

L'utilisation du patrimoine culturel de la Ville de Limoges est au centre du jeu.

L'objectif est d'augmenter l'adhésion et l'immersion au jeu, mais aussi d'encourager les participants à sortir de chez eux et redécouvrir ces lieux, et donc à augmenter leurs niveaux d'activité physique. Ce moyen de levier d'incitation à l'activité physique est inspiré de la théorie de la réminiscence.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Une forte implication des responsables, animateurs et groupes de résidents des 3 Résidences Autonomie du CCAS de Limoges.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

La crise sanitaire est venue freiner la réalisation des tests avec les échantillons de population concernée, obligeant une prolongation de l'expérimentation.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Depuis 2019, les partenaires ont démontré leur capacité à conceptualiser, développer et déployer auprès de seniors en Résidences autonomie du CCAS de la Ville de Limoges, un programme d'entraînement reposant sur un exergame.

En attendant les résultats finaux concernant l'efficacité de ce dispositif, le premier constat porte sur la très bonne perception de la part des résidents participants pour lesquels il constitue une activité plaisante et appréciée

Ceci repose probablement sur tous les facteurs motivationnels inhérent au jeu basé volontairement sur des leviers connus pour le maintien de l'activité physique.

À l'avenir, ce dispositif pourrait être une alternative, un nouvel outil disponible pour les animateurs et entraîneurs, mais surtout une nouvelle façon de s'entraîner tout en jouant, pour les seniors.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Matthieu GALLOU –GUYOT, doctorant

NANTES : Gymnase Toi !

Retranscription d'un poster Ville de Nantes Ville Active PNNS (2019)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Gymnase Toi !

Porteur/pilote principal : Direction des sports, Ville de Nantes

Rôle de la collectivité :

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction des sports, Direction santé publique

Echelle de territoire concerné : Quartier Malakoff Saint-Donatien

Population cible : Filles et garçons de 12-17 ans

Période / calendrier : Constat en 2018, Préparation 1er trimestre 2019, Animation avec les filles en mars 2019, Bilan en mai, Animation prévue avec les garçons en juin 2019.

Partenaires : Direction santé publique, Accoord, Du pain sur la planche, Léo-Lagrange (savate boxe française), collègue Sophie-Germain.

Budget : Intervention de Du Pain Sur la Planche et achats dans le cadre du contrat local de santé (CLSa), Intervention sophrologue par l'ACCOORD, Animation boxe française par le contrat de Ville, Supports de communication par la Ville de Nantes.

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Filles et garçons de 12-17 ans**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Historique :

Constat en 2018 d'une moindre fréquentation des filles à partir de 12-13 ans dans les gymnases alors qu'elles sont une majorité à les fréquenter plus jeunes.

Objectifs :

Remotiver les filles et les garçons à la mixité au gymnase,
Redonner le goût de l'effort physique aux filles,
Faire découvrir d'autres activités physiques que le foot aux garçons,
Faire expérimenter des activités de bien-être,
Favoriser la prise de conscience des liens activité physique, alimentation et santé.

Description : A partir du constat, sollicitations, rencontres et co-construction avec les partenaires. Programmation d'une journée avec les filles pendant les vacances avec : en matinée : que savez-vous de la nutrition ? (classement des aliments, représentations de la santé, des activités physiques pour les filles et garçons) ; préparation du déjeuner (courses, cuisine, préparation du goûter, déjeuner) ; après-midi : boxe française, sophrologie, goûter et évaluation.

Méthode et outils d'évaluation : Questionnaire à destination des participantes, Observation de la fréquentation des filles 12-17 ans au gymnase, Réunion de bilan avec les principaux partenaires.

Cette action est une réussite car elle a permis d'ouvrir un créneau multi-sports pour les filles le vendredi de 17h30 à 18h30, Elle a favorisé la prise de conscience de demandes existantes des filles sur le quartier, D'autres disciplines que le foot sont proposées aujourd'hui (ex : vokitball pendant les vacances)

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

À amener les garçons vers d'autres disciplines que le foot, difficulté de mixité filles garçons sur le quartier,
Accès aux équipements en période scolaire,
Offre sportive au niveau du collège

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

13 participantes au cours de la journée et un format qui a bien fonctionné. Satisfaction des participantes : une bonne partie des filles souhaitent renouveler leur participation. Journée très enrichissante (elles ont appris de nouvelles choses). 6/12 sont pour une activité mixte filles/garçons au gymnase et 6 contre car elles ne seraient pas à l'aise avec les garçons mais quasiment unanimes pour venir pratiquer une activité au gymnase.

Mémos et enrichissements :

Égalité, mixité, égalité filles/garçons, genre et adaptation des activités, hebdomadaire, ouverture et sortir des idées reçues et être en confiance ; découverte d'une action alliant sport, bien être et alimentation ; mixité difficile chez les ados dans le sport ; accompagner pour retrouver du plaisir et l'envie de pratiquer ; proposition intéressante de participative sportive et éducation vers un public ado

NANTES : Formation à la cuisine alternative

Re transcription d'un poster Ville de Nantes Ville Active PNNS (2019)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Formation à la cuisine alternative

Porteur/pilote principal : Direction de l'éducation, Ville de Nantes

Rôle de la collectivité :

Services et élus de la collectivité impliqués :

Echelle de territoire concerné : Ville de Nantes

Population cible : Cuisiniers de la cuisine centrale et agents des restaurants scolaires

Période / calendrier : Formation sur 3 ans (2016/2019), Mise en œuvre d'un repas végétarien par semaine depuis avril 2019.

Partenaires : Ensemble des agents de la direction de l'éducation, Léo Lagrange, pôle santé globale de l'enfant (santé scolaire)

Budget : Ville de Nantes

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Historique :

Nécessité pour des raisons de santé et environnementales de diversifier les contenus des assiettes qui sont servis aux écoliers nantais, en proposant plus de protéines végétales et donc moins de viande.

Objectifs :

Découvrir l'intérêt nutritionnel et gustatif de produits végétaux peu ou mal connus, et comment ils participent à la qualité alimentaire, connaître les modes de préparation qui les valorisent, découvrir des plats qui modifient le rapport protéines animales-végétales, identifier des pistes d'évolution des menus à partir de ces outils et la réalité de l'application dans la restauration des collèges, expliquer aux agents des écoles l'intérêt de la cuisine alternative et leur donner des éléments de communication pour sensibiliser les personnels encadrant les enfants le midi.

Description :

Formation sur 3 ans (2016/2019) alternant journées théorie et pratique avec : réalisation de recettes proposées le midi à un ensemble d'invités concernés par la restauration scolaire (encadrants de proximité des restaurants, représentant des animateurs, personnels de la santé scolaire,...), cours théoriques sur l'alimentation végétariennes, mise en situation (questionnaire, scénettes) pour devenir ambassadeur de la cuisine alternative dans l'école et sensibiliser les collègues et les animateurs.

Périmètre :

Restaurants scolaires publics des écoles maternelles et élémentaires de la ville de Nantes.

Méthode et outils d'évaluation :

Questionnaires aux agents

Principaux résultats attendus :**Cette action est une réussite car :**

Grande satisfaction des agents formés, Des actions menées dans les écoles, Des repas végétariens globalement bien acceptés dans les restaurants scolaires..

Développements envisagés pour cette action :

Développement de nouvelles recettes par l'équipe R&D de la cuisine centrale,
Pour les restaurants scolaires, travail en cours avec les territoires pour développer des animations

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?**Difficultés, freins, points de vigilance :**

Faire vivre la thématique dans les restaurants scolaires sur le long terme, Formation qui n'a concerné qu'une partie des agents et difficultés à transmettre des notions qui nécessitent un certain changement de culture.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Année 2018/2019, animations dans plusieurs restaurants scolaires : repas festif, ateliers culinaires avec les CM2, création d'un livret recettes, repas festif sur le thème de l'Amérique du sud (Chili de légumes végétarien), projet scolaire sur les légumineuses en partenariat avec Séquoia, l'INRA et SMR. Repas festif sur la thématique de l'Inde (Dhal de lentilles végétarienne), fêtes du périscolaire avec un buffet fabriqué par les enfants et les animateurs, plusieurs recettes dont une recette végétarienne.

Mémos et enrichissements :

découverte et méthode ; concept global top, à valoriser et développer dans l'agglomération via le PAT ? ; c'est quoi bien manger ? Question qui génère des réponses inclusives ; amener les légumineuses par le biais de choses déjà connues ex le sarrasin (riz à la bretonne), aborder l'aspect social (vient de l'orient, aspect de la céréale..) ; créer et poster des recettes végétariennes sur mon blog culinaire ; lien avec les territoires quand l'école a une action plus aboutie sur les légumineuses pour faire d'éventuels liens avec les associations (communication aux parents) ; approche positive et méthode innovante (histoire autour des plats) ; vive la diversité ! Formation à proposer aux acteurs de l'aide alimentaire et de l'urgence sociale ; proposer la formation aux parents dans les quartiers pour que ça diffuse au-delà de l'école ; à développer sur les restaurants sociaux ; accompagner l'action par un peu de pédagogie auprès des parents pour briser les représentations négatives, susciter des réflexions dans les familles (en écho avec l'école) ; plus de parents dans les écoles pour des ateliers « cuisine du monde »

NANTES : Devenir acteur en nutrition, ça veut dire quoi en pratique ?

Retranscription d'un poster Ville de Nantes Ville Active PNNS (2019)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Devenir acteur en nutrition, ça veut dire quoi en pratique ?

Porteur/pilote principal : Du pain sur la planche

Rôle de la collectivité : Financement dans le cadre du Contrat local de santé (CLSa) Ville de Nantes

Services et élus de la collectivité impliqués :

Echelle de territoire concerné :

Population cible : Tous professionnels ou bénévoles intervenant auprès des habitants du quartier (associations, institutions, collectivités...)

Période / calendrier : Diagnostic/résultats : janv-sept. 2018 Validation du thème par le réseau

Prévention et Solidarités : nov. 2018 ; Définition du plan d'action : janvier-avril 2019 ; Intervention : 30 avril 2019 ; Bilan : 7 juin 2019

Partenaires : Consommation Logement Cadre de Vie (CLCV) NANTES, pôle développement territorial prévention et solidarités, direction santé publique, équipe de quartier des Dervallières.

Budget : Financement dans le cadre du Contrat local de santé (CLSa) Ville de Nantes et ARS.

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Tous professionnels ou bénévoles intervenant auprès des habitants du quartier (associations, institutions, collectivités...)**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Historique : Diverses actions autour de la nutrition réalisées depuis longtemps aux Dervallières. Nécessité de requestionner les attentes, les demandes et les besoins de chacun (acteurs et habitants). Diagnostic en 2018 réalisé par la CLCV-Nantes avec l'appui de Du Pain Sur la Planche.

Besoin identifié de permettre aux professionnels, quelques soient leurs champs d'intervention, de devenir des acteurs en nutrition.

Objectifs : Connaître les données contextuelles et épidémiologiques en lien avec la nutrition, en particulier au sein du secteur des Dervallières, Comprendre les enjeux, donner envie d'agir au sein des structures, Amener à réfléchir sur ses représentations et sur sa posture, Être en capacité d'identifier des partenaires ressources pour accompagner et développer des projets.

Description : 3 réunions de concertation avec les différents partenaires, Un temps de travail de recueil de données, Construction du module, Co-animation par DPSP d'une demi-journée, Bilan et perspectives.

Périmètre : Professionnels et bénévoles du réseau Prévention et solidarités des Dervallières

Méthode et outils d'évaluation :

Quantitative : feuille de présence .

Qualitative : questionnaire (satisfaction, représentations ayant évoluées, acquisitions de connaissances, envie d'agir, identification de partenaires ressources, intention de mettre en place des actions en partenariat).

Cette action est une réussite car : Les acteurs ont répondu présents (12 professionnels et bénévoles) dans une ambiance détendue, conviviale et d'écoute générée par des techniques d'animation adaptées (travaux de groupe, projection, mur d'affichage). En inter structures, cela permet de mieux se connaître pour mieux travailler ensemble. Cela a donné un panorama des actions proposées et une prise de conscience des champs inexplorés. Les participants ont pris conscience que la nutrition (alimentation et activité physique) n'était pas qu'une question individuelle mais liée à de nombreux facteurs (environnements familial, social, culturel, économique...). Elle a été complétée le même jour par d'autres actions en lien avec la santé et la découverte de structures ressources.

Développements envisagés pour cette action : Aller plus loin en s'initiant à la méthodologie de projet et actualités en nutrition.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Difficultés, freins, points de vigilance :

Les attentes de certains participants ne correspondaient pas entièrement aux objectifs de la formation. L'alimentation doit tenir compte de l'environnement du public que l'on veut accompagner.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Des professionnels et bénévoles issus de diverses structures (associations de quartier, paroisse, collectivités) et qui n'ont pas forcément une entrée santé ni nutrition ont réfléchi et travaillé ensemble sur ce thème. Les objectifs ont été globalement atteints mais des temps supplémentaires seront nécessaires pour mettre en œuvre la dynamique du réseau et la mise en pratique.

Mémos et enrichissements : Convivialité et partage ; formation des professionnels qui interviennent seuls au domicile ; intérêt pour interconnaissance et partenariat entre assos ; dupliquer auprès des associations de l'urgence sociale et aide alimentaire en partant de leurs besoins : actions pour les bénévoles ; réponse aux besoins sur mesure ; alimentation et activité physique ; diagnostic ; donner envie, partage et découverte ; communication et partage.

NANTES : Bouge ta santé à Nantes-Nord

Re transcription d'un poster Ville de Nantes Ville Active PNNS (2019)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Bouge ta santé à Nantes-Nord

Porteur/pilote principal : Ecole Française-Dolto, Ville de Nantes, Mutualité Française, Harmonie Mutuelle, MGEN.

Rôle de la collectivité :

Services et élus de la collectivité impliqués :

Echelle de territoire concerné : Ecole Française Dolto et quartier Nantes Nord

Population cible : Enfants des classes de cm1 et cm2, leurs familles, et plus largement les habitants du quartier.

Période / calendrier : Année scolaire 2018-2019. Projet annuel, poursuivi en 2019-2020.

Partenaires : Direction des sports, Pôle développement territorial prévention et solidarités, partenaires du groupe fruits et légumes du réseau local de santé de Nantes-Nord.

Budget : Moyens financiers dans le cadre de la convention Ville – Mutualité française, Harmonie, MGEN ainsi que du Contrat local de santé (CLSa), Temps des différents professionnels investis.

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Enfants des classes de cm1 et cm2, leurs familles, et plus largement les habitants du quartier**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Historique : Convention DSP Ville de Nantes, Mutualité française, Harmonie Mutuelle et MGEN depuis 2017 autour notamment du programme Bouge. Intérêt de l'école F. Dolto pour ce projet.

Objectifs : Lutter contre la sédentarité et ses effets délétères sur la santé des enfants et promouvoir l'activité physique, Mettre en place, en développant un partenariat école quartier, en 2018-2019, le programme Bouge ta santé à F. Dolto et Nantes-Nord.

Description : Préparation à l'école et réalisation de tests de condition physique, séances d'éducation pour la santé sur l'alimentation, l'activité physique, les écrans, découverte d'activités physiques, animations avec le petit resto santé.

Echanges sur les écrans à destination des familles,

Groupe de travail sur le quartier et mise en place d'animations petit resto, débat théâtral, défi alimentation positive ...

Périmètre : Ecole Françoise Dolto et quartier Nantes Nord

Méthode et outils d'évaluation : Questionnaires avant après sur les représentations et habitudes de vie des enfants, Tests de condition physique en début et fin de programme, Questionnaires de satisfaction après le petit resto, conférence et débat théâtral, Réunions régulières de suivi et bilan partagé.

Principaux résultats attendus : Réalisation des actions prévues avec les enfants. Difficultés de mobilisation des familles et habitants du quartier sur certaines actions. Mise en œuvre d'actions dans le quartier auprès de différents publics.

Cette action est une réussite car : les enfants ont bénéficié des interventions prévues, la directrice et les enseignants partagent l'intérêt du projet et ont envie d'approfondir ces sujets.

Développements envisagés pour cette action : Poursuite en 2019-2020 pour approfondir la dynamique engagée avec un partenariat élargi au niveau de l'école (et des autres écoles du quartier), un lien renforcé avec le quartier (articulations entre les intervenants) et des modalités concertées pour renforcer la participation des familles et revisitées collectivement pour l'évaluation.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Difficultés, freins, points de vigilance : Le maintien de la dynamique tout au long de l'année, la participation des familles, l'articulation entre les différents intervenants et les propositions ; modalités d'évaluation trop lourdes.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

Réalisation des actions prévues avec les enfants.

Difficultés de mobilisation des familles et habitants du quartier sur certaines actions.

Mise en œuvre d'actions dans le quartier auprès de différents publics

Mémos et enrichissements : nécessité de partenariat, du réseau ; importance de la mobilisation des parents ; association des ressentis corporels avec les connaissances scientifiques ; poursuivre vers la mobilité active quotidienne, associer des assos type « resto du coeur » pour rapprocher les familles en difficulté de l'action ? Comment dupliquer voire généraliser la prise en compte de la santé (nutrition, activité physique ? Enseignement et suivi dans toutes les écoles

NANTES : Speed Cooking

Retranscription d'un poster Ville de Nantes Ville Active PNNS (2019)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Speed Cooking

Porteur/pilote principal : Direction vie associative et jeunesse, Ville de Nantes

Rôle de la collectivité :

Services et élus de la collectivité impliqués :

Echelle de territoire concerné : Nantes-Nord et Nantes-Est

Population cible : Une dizaine de jeunes de 16 à 25 ans, usagers des pépinières jeunesse

Période / calendrier : 2019

Partenaires : Associations, Léo Lagrange Ouest, Du pain sur la Planche

Budget : animation dans le cadre de l'appel à projets du CLSa par DPSP, denrées par Léo Lagrange

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **jeunes 16 à 25 ans, usagers des pépinières jeunesse**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Historique :

Ateliers en 2017 suite à une demande de jeunes dans le cadre du dialogue citoyen jeunesse inscrits dans le CLSa. Le service Adolescence Jeunesse interpellé par Cosmopolis pour participer au temps fort « se nourrir avec la planète ».

Objectifs :

- Favoriser une réflexion sur le thème de l'alimentation de demain

- Favoriser la découverte d'aliments et apporter des techniques culinaires aux jeunes

- Créer des moments d'échanges conviviaux entre jeunes.

Description :

Préparation en amont avec les partenaires. Mobilisation des jeunes via des outils de communication. Co-animation avec les accompagnateurs des pépinières jeunesse Triptic et Electric de deux ateliers en soirée.

- interconnaissance
- discussion autour du sujet de la soirée
- découverte et réalisation de recettes choisies en amont
- dîner partagé
- bilan entre les partenaires.

Méthode et outils d'évaluation : Tour de table à la fin de l'atelier. Nombre de jeunes présents, qualité des échanges...

Cette action est une réussite car : c'est un outil qui correspond à la fois aux besoins et aux attentes des jeunes. Sur l'atelier réalisé les jeunes étaient dans la communication. La soirée s'est prolongée avec le repas commun qui a permis d'échanger de façon plus précise sur le rapport à la cuisine.

Développements envisagés pour cette action : Intégration de l'alimentation dans les projets des structures et inscription dans le partenariat des quartiers des pépinières en cours sur la nutrition.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Difficultés, freins, points de vigilance : Mobilisation des jeunes en amont de l'atelier toujours difficile/ le contexte du quartier impacte la participation du public. Vigilance sur la façon d'aborder le sujet dans un contexte de précarité alimentaire pour certains jeunes.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

Seul un atelier sur les deux a pu avoir lieu mobilisant 10 jeunes. Cet atelier a rempli cet objectif car les jeunes ont pu vivre un moment convivial, découvrir de nouveaux aliments, de saison ; leur association dans un repas sans viande et sans poisson, apprendre des techniques culinaires et échanger autour des questions de nos modèles alimentaires (sans viande, plus de protéines végétales...)

NANTES : Ateliers découverte sensorielle des aliments

Retranscription d'un poster Ville de Nantes Ville Active PNNS (2019)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Ateliers découverte sensorielle des aliments

Porteur/pilote principal : Direction de la petite enfance et Pommès et sens

Rôle de la collectivité :

Services et élus de la collectivité impliqués :

Echelle de territoire concerné : 4 territoires de la Direction Petite Enfance

Population cible : Enfants et professionnels de 4 MAPE en quartier prioritaire de la Ville

Période / calendrier : automne 2019 et hiver 2020

Partenaires :

Budget : Cofinancement des ateliers par l'ARS et la Ville de Nantes

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Historique : Sujet qui questionne et mobilise les équipes, des problématiques et des pratiques différentes. Intervention de Pommès et sens dans le cadre du réseau des référents alimentation en 2017 de la direction de la petite enfance. Envie de poursuivre sous forme d'ateliers. Projet départemental puis régional « Parlons alimentation avec les assistantes maternelles »

Objectifs :

- pour les enfants : éveiller leurs sens et stimuler la découverte des aliments, replacer les aliments dans leur contexte, simplifier le rapport à l'aliment,

- pour les professionnels : questionner les postures sur le temps du repas
- pour la DPE : outiller les professionnels pour accompagner les enfants et leurs parents

Description : Identification de 4 MAPE en QPV, préparation avec les responsables d'établissement avec le pôle médical. Pour l'atelier, attention portée à l'installation d'un cadre favorisant et d'un lieu propice : des petites tables et chaises avec les enfants, adultes observateurs qui questionnent, accompagnent..Tout au long de l'atelier, des possibles sont donnés (de participer, se déplacer, goûter...) Interactions autour d'aliments simples, bruts ou transformés simplement (mixés, bâtonnets, rondelles...)

2 ateliers d'1h30 à 2H par MAPE sur deux saisons différents (automne 2019 et hiver 2020)

Périmètre : 4 territoires de la Direction Petite Enfance

Méthode et outils d'évaluation : Évaluation orale à chaud et questionnement à distance : comment vous sentez vous après cet atelier, êtes-vous satisfaite de nos échanges, avez-vous envie de revenir, qu'aimeriez-vous mettre en application avec les enfants ?

Recueil par Pommes et sens des anecdotes et observation de la dynamique

Bilan/préparation de la 2ème session d'ateliers

Cette action est une réussite car : Les agents ont envie d'aller plus loin, d'approfondir. Des professionnels ont des pistes pour s'adapter, développer avec les contraintes de la collectivité. Des enfants qui se sont ouverts au fil de l'atelier, ont osé goûter...

Développements envisagés pour cette action : Réinvestissement par les équipes en conduisant des actions avec les parents (Cafés des parents par saison..), poursuite sur d'autres MAPE, formation sur la pédagogie de l'éducation au goût (2jours : 1+1).

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

--

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Besoin d'une appropriation supplémentaire pour certains professionnels
--

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Des MAPE partie prenantes Nombre d'enfants et de professionnels mobilisés Mémos et enrichissements : actions dès la naissance, transmission en « chaîne »=positif ; action très intéressante mais inclure les parents dès le début du projet ; agir dès le plus jeune âge en incluant au max les parents ; agir dès le plus jeune âge mais continuer bien au-delà aussi... ; être imaginatif pour oser mobiliser les 5 sens ; original : le travail doit continuer vers les familles ; retrouver la valeur des aliments, le goût ; fenêtre d'opportunité pour leur faire découvrir les fruits et légumes

NANTES : Ateliers frutti et veggi dans l'offre sportive des vacances

Retranscription d'un poster Ville de Nantes Ville Active PNNS (2019)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Ateliers frutti et veggi dans l'offre sportive des vacances

Porteur/pilote principal : Direction des sports – Animation sportive Est & Sud

Echelle de territoire concerné : Bottière, Halvèque, Port Boyer, Ripossière, Malakoff, Ile de Nantes

Population cible : Enfants de 8 à 12 ans

Période / calendrier : 2020

Partenaires : Interfel répond aux besoins identifiés par une approche ludique, positive, sensorielle et concrète de l'alimentation avec des supports variés. Le public prioritaire des interventions d'interfel sont les enfants.

Budget : Les interventions d'Interfel auprès des enfants sont gratuites

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Enfants de 8 à 12 ans**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Historique : Participation régulière d'Interfel à Bouge ton été depuis 2015 en réponse aux constats des éducateurs sportifs concernant les rythmes alimentaires déstructurés, les nombreux goûters ultratransformés. Evolution de l'offre d'animation sportive avec des propositions sur les petites vacances avec le souhait de développer le partenariat existant aussi sur ces temps-là.

Objectifs : Réduire les inégalités d'accès à la pratique sportive et à la prévention nutrition/santé
- Inclure un volet nutrition à l'offre d'animation sportive sur les temps de vacances

- Familiariser les enfants avec les fruits et légumes, les rendre plus attractifs par des ateliers ludo-pédagogiques

Description :

- Eté : 2 formats d'animation sur inscription : sport au parc et anim ton quartier Différentes activités sportives (e sport, accrobranche, slack line...) et ateliers de prévention (risques solaires, ...) avec de nombreux partenaires. Ateliers frutti et veggi de 20, 30 min adaptés aux contraintes sanitaires : - portraits d'arcimboldo réalisés par les enfants pour aborder la diversité des fruits et légumes - chacun.e devait retrouver d'où ils viennent. - échanges sur les portions, ce qu'apportent les f&l - dégustation avec les sens de 3 produits de saison

- Automne :

Clos Toreau : 2 ateliers couplés activité physique et alimentation (40 min chacun)

Nantes Est : Ateliers de 10-15' sur approche sensorielle, 6 lieux sur 3 jours Avec compote pomme potiron et gâteau butternut pour la découverte et l'échange autour des fruits et légumes d'automne avec zoom sur les courges.

Dégustation sensorielle (d'abord la vue, puis l'odorat...)

Méthode et outils d'évaluation : Pas de démarche spécifique d'évaluation. Observation de la satisfaction des enfants. Atelier très prisé des enfants.

Cette action est une réussite car : Un engouement des enfants à venir à l'atelier (des ateliers qui mobilisent autant garçons que filles). Des enfants reviennent d'un temps d'atelier à un autre. Elle s'inscrit dans une approche globale de la nutrition en alliant sport/activité physique et alimentation. Les enfants se sont appropriés les mascottes frutti et veggi qu'ils voient à la télé et font ainsi le lien sur l'atelier.

Développements envisagés pour cette action :

Sur Nantes Erdre : projet partenarial sur pique-nique avec le centre socio culturel, des habitants et Interfel dès la préparation. Ile de Nantes : reconduction envisagée des actions avec des évolutions attendues avec notamment la formation sport santé d'éducateurs sportifs au sport santé avec le CREPS et un temps de sensibilisation par Interfel autour des thèmes développés dans les ateliers

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Le contexte sanitaire a nécessité d'adapter le contenu des ateliers (pas de cuisine possible),

Développement de la sensibilisation mais pas d'inscription dans un projet plus large incluant l'offre alimentaire de ces évènements (une expérience avec le service municipal de restauration lors de sorties), l'appropriation par les éducateurs sportifs et par les familles des enfants.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

11 dates pour l'été avec 253 enfants : 6 animations sur le territoire Est et 5 pour le territoire Sud

78 enfants aux vacances d'automne

La participation des animateurs et des enfants qui renouvellent leur participation

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Projet Alimentation Précarité

Porteur/pilote principal : Ville de Paris – DSP- Pôle de Promotion de la Santé et de Réduction des Inégalités de Santé (PPSRI)

Rôle de la collectivité : porteur

Services et élus de la collectivité impliqués : **Santé et Politique de la ville**

Échelle de territoire concerné : Toute la ville

Population cible : les personnes en précarités

Période / calendrier :

Partenaires :

Budget : 30 000 , formations, accompagnement assurés par les services de la ville

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Personnes en précarité**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

A/ PROJET ALIMENTATION – PRECARITE

Dans l'optique de participer à la lutte contre les inégalités sociales et de promouvoir les recommandations du Programme National Nutrition Santé (PNNS), Paris Santé Nutrition a lancé des actions spécifiques au public en situation de précarité, l'amélioration de l'alimentation des personnes en situation précaire étant également un des objectifs du PNNS.

1. Connaissance du terrain

a) L'alimentation à l'hôtel

Grâce à une pré-enquête menée par l'équipe PSN sur les modalités d'alimentation de familles vivant à l'hôtel, et suivies par la DASES, mais également à un état des lieux de l'offre et du fonctionnement des épiceries sociales et des associations d'aide alimentaire, plusieurs spécificités ont été mises en lumière :

- Certaines chambres d'hôtels ont un équipement de cuisine très sommaire (plaque chauffante, micro-ondes, réfrigérateur dans le meilleur des cas) ;
- La méconnaissance ou connaissance partielle des repères nutritionnels ne permettent pas aux familles hébergées à l'hôtel d'avoir des repas s'approchant d'un certain équilibre alimentaire. Certaines représentations ont une influence sur leurs achats alimentaires, pas toujours cohérents avec une alimentation équilibrée peu chère (cf. achat de bouteilles d'eau, de sandwiches en boulangerie) ;
- Certains produits fournis par les associations d'aide alimentaire sont méconnus des bénéficiaires, qui ne les consomment pas ;
- Les seuls colis alimentaires ne permettent pas de confectionner des repas équilibrés.

Dans ces conditions, il est difficile pour ces familles de respecter les différents repères nutritionnels fixés par le PNNS.

Le coût des aliments est bien évidemment un facteur récurrent influençant fortement leurs consommations alimentaires, mais suite aux rencontres avec ces familles et les professionnels l'accompagnant, il semble bien que d'autres facteurs sont tout aussi influents :

- disponibilité du matériel de cuisine,
- contenu des colis alimentaires,
- informations nutritionnelles insuffisantes et mal adaptées,
- manque de connaissances des repères nutritionnels.

Tous ces facteurs ont conduit PSN et ses partenaires à proposer une démarche visant l'information et la sensibilisation de cette population.

b) Formation dispensée par le Codès 78 (Ireps) sur l'accompagnement méthodologique des intervenants de l'aide alimentaire (janvier 2011)

Regroupant des travailleurs sociaux de la Ville de Paris et personnels associatifs de l'aide alimentaire, cette formation a permis la rencontre et l'échange entre professionnels confrontés aux mêmes problématiques, et ainsi de poser les jalons d'une réponse appropriée à ces problématiques. Elle abordait les particularités des actions de promotion d'une alimentation équilibrée et de la pratique d'activité physique auprès d'un public en précarité.

2. Propositions de réponses aux problématiques identifiées

Grâce à ce travail de connaissance, en lien étroit avec les services sociaux de la Ville et les professionnels de l'aide alimentaire, des réponses aux problématiques identifiées ont été proposées et validées.

a) Les objectifs

L'objectif général est de réduire les inégalités de santé liées à l'alimentation, et permettre une meilleure alimentation et l'accès à l'activité physique des populations défavorisées, susceptibles d'avoir peu de matériel de cuisine, et ayant des connaissances nutritionnelles partielles. Pour ce faire, 4 objectifs spécifiques ont été précisés :

1/Avoir une meilleure connaissance des 9 repères du PNNS ;

2/Acquérir de bons réflexes pour mieux acheter (ex. regarder l'étiquetage alimentaire) et consommer (ex. fruits et légumes de saison) ;

3/Donner des clés pour pouvoir cuisiner équilibré avec de fortes contraintes financières et matérielles ;

4/Orienter vers les dispositifs sportifs gratuits de la Ville de Paris.

b) Des ateliers de connaissance et savoir-faire nutritionnels et un livret de cuisine

L'équipe PSN a élaboré un cycle de 6 ateliers, revus et corrigés par une diététicienne. Ces ateliers ont été élaborés en prenant en compte les contraintes matérielles et économiques, la valorisation des personnes, la dimension affective, etc. Les propres connaissances et savoir-faire du public et le partage « communautaire » sont valorisés, ainsi que les temps d'échange. Un testing des ateliers a lieu, d'octobre à décembre, dans le 13^e arrondissement.

Par ailleurs, un livret intitulé « Cuisiner malin » propose des recettes de cuisine par saison, nécessitant peu de matériel de cuisine, accessible au plus grand nombre et prenant en compte les contraintes du public : peu d'équipements, difficulté des lectures et difficultés financières (les recettes seront présentées en images et le coût ainsi que le temps de préparation seront mis en évidence) ainsi que des astuces. Sa conception s'est faite en partenariat avec la Fasti et les travailleurs sociaux de la Ville de Paris. Ce support est destiné à tous les participants aux cycles d'ateliers organisés par les structures intéressées, mais sera également disponible pour les structures voulant mettre en place d'autres types d'animations autour de la nutrition avec un public en précarité.

Pour faciliter la mise en place de ces ateliers de connaissance et savoir-faire nutritionnels, un kit d'animation sera élaboré courant 2012, et des formations ont été dispensées auprès des professionnels pour l'utilisation des kits et du livret.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

1. Connaissance du terrain (enquêtes)
2. Participation des professionnels. Les relais et des publics ciblés à de la conception à la mise en place du kit alimentation et précarité et des formations.
3. Testing
4. Mise en place dans d'autres départements et villes françaises (Seine Saint Denis, Bayonne, etc...)
5. Demandes élargies de publics hors QPV en précarités et ou en fragilités : étudiants, seniors, etc...
6. 3000 kits diffusés sur 4000 imprimés
7. Et 20 000 livrets, diffuser sur 20 000 imprimés
8. Des demandes de plus en plus nombreuses.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

1. La mise en place des ateliers par les professionnels à travers des difficultés de mobilisations, de moyens logistiques, et notamment de cuisine
2. Difficultés pour la direction d'assurer un accompagnement effectif à tous les professionnels (manques de moyens humains)
3. identification des partenaires disposant d'une cuisine et démarche de mise en commun pour plusieurs partenaires
4. Rupture de stock.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)**

Aussi bien les professionnel.le.s que les publics sont en demandent de formations, d'accompagnement et de participations

Documents transmis : pochette du kit d'animation « Atelier Nutrition » contenant le livret « Cuisiner malin » (livre de recettes faciles et pas chères pour toutes et tous) ainsi que les fiches d'animation de 6 ateliers.



Personne à contacter pour plus d'informations :

Salima DERAMCHI

PARIS : Les Aventures des Bougez Malins

Fiche -action rédigée en mars 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Les Aventures des Bougez Malins

Porteur/pilote principal : DASES, DASCO, DJS

Rôle de la collectivité : porteurs

Services et élus de la collectivité impliqués : DASES, DJS, DASCO. Les 3 cabinets Santé, Sport, Affaires Scolaires

Échelle de territoire concerné : les enfants parisiens

Population cible : le périscolaire

Période / calendrier : Vacances scolaires de printemps

Partenaires : DSP, DJS, DASCO et une trentaine partenaires du domaine sportif et de la santé

Budget : 48 854 euros (achats) + 15000 initiation sportive et promotion d'une alimentation variée et équilibrée(KITS fournis aux centres de loisirs ; formations, accompagnements, moyens humains et logistiques assurés par la ville

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **les enfants du périscolaire**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

L'action s'articule autour de 5 phases :

1. Conception des ateliers sportifs et des histoires

2. Edition d'un outil pédagogique sous forme de livret « les aventures des bougez malins »

3. Maintien des liens avec les animateurs formés et outillés

4. Régularité de la pratique de l'activité physique et de la sensibilisation autour de l'alimentation au niveau des centres de loisirs en vue du challenge
5. Rencontre finale à la Halle Carpentier

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

1. La formation des animateurs des centres de loisirs et la distribution des kits « bougez malins ».
2. la conception des outils ludiques et pédagogiques avec la participation des animateurs
3. Testing auprès des enfants
4. Accompagnement d'une histoire et d'un livret pédagogique
5. Présence des partenaires : 30 dans les domaines du sport et de la santé

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

1. Limitation des formations des animateurs faute de budget et de moyens humains (assurés par les services de la Ville)
2. la capacité d'accueil de l'équipement, limite le nombre d'inscrits.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)**

1. Dimension préventive et de sensibilisation de l'activité physique, de lutte contre la sédentarité promotion d'une alimentation variée équilibrée ainsi qu'une sensibilisation à l'aspect environnemental en relation avec l'alimentation chez les enfants du périscolaire
2. Accompagner les professionnel.le.s relais à la mise en place d'activités ludiques, pédagogiques et participatives ciblant les enfants tout le long de l'année
3. les outils ludiques et pédagogiques très demandés et utilisés

Personne à contacter pour plus d'informations :

Salima DERAMCHI

PORTO-VECCHIO : Dispositifs accompagnement Santé et activité physique

Fiche -action rédigée en novembre 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Dispositifs accompagnement Santé et activité physique

Porteur/pilote principal : Direction des 3S Solidarités, de la santé et du social

Rôle de la collectivité : Co financeur

Services et élus de la collectivité impliqués :

Mme Giraschi Emmanuelle : 2ème adjointe à la santé et au social

Madame Filippi Veronique : adjointe au sport

Echelle de territoire concerné : Echelle communale

Population cible : public éloigné de l'activité physique

Période / calendrier : 6 mois (reconductible)

Partenaires : Impact 2024 (AAP National)

Budget : 3.000 euros

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **sédentaires éloignés des salles de pratiques**)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Lancement d'un dispositif d'accompagnement sur les thématiques Santé – Sport

Cycle de 8 mois (test expérimentation)

Dans le cadre de l'AAP Impact 2024 qui vise à promouvoir l'activité physique et les bonnes pratiques en matière de santé, la commune via la D3S, a reçu un financement pour expérimenter un projet d'accompagnement Santé Sport sur une durée de 8 mois.

Projet : Création d'un programme d'accompagnement de 3 mois afin de promouvoir les activités Santé Sport.

Dans le cadre de cette expérimentation nous proposons à partir du 19 Avril 2 séances d'activité physique et sportive encadrée par 2 coachs sportifs diplômés et spécialistes du Sport Santé.

L'objectif de ces séances est d'améliorer la santé, mentale, physique et sociale, la lutte contre la sédentarité et l'inactivité.

Type de séance : Training en extérieurs (stade Prunellu) + Yoga en salle

Les séances étaient prévues en milieu Urbain Ville mais après avoir sondé les éventuelles participantes, elles étaient réticentes à l'idée de pratiquer en centre ville.

Nous avons donc délocalisé les trainings sur le stade du Prunellu.

Parallèlement à cet accompagnement 4 rencontres / temps forts seront proposés jusqu'à fin décembre 2022 afin de sensibiliser le plus grand nombre à l'importance d'une bonne hygiène de vie et de la pratique d'une activité physique.

Cet accompagnement de 6 mois propose :

- Lancement : Inscription + fiche d'information + certificat médical
- 1 séance : Bilan de départ (tests + séance d'initiation)
- 2 séances d'1h00 / semaine les Mardi et Vendredi (24 séances) de 14h30 à 15h30
- 1 séance : Bilan du dispositif + bilan afin d'évaluer la progression des participants

Public cible : 10 à 15 personnes (mixtes + QPV)

Adultes sédentaires - Non pratiquants ou très peu.

Personnes ayant un accès limité voir éloigné des infrastructures sportives ou associatives pour des raisons culturelles, sociales ou financières et souhaitant améliorer son niveau d'activité physique

LES TEMPS FORTS DE L'ACTION

Retro planning des rencontres (communication à part au fil de l'eau)

Rencontres santé : 1 temps fort tous les 2 mois

Ouvert à tous et gratuites ces journées ont pour objectifs de promouvoir et d'échanger autour de la Santé et des bienfaits de l'activité physique.

- 1- Santé Sport – Présentation du dispositif expérimental proposé par la commune
- 2- Freins et leviers à la pratique d'activité physique
- 3- Les dangers de l'inactivité
- 4- La nutrition
- 5- Méditation et bien être

Parcours santé de Porto Vecchio

L'ESPACE SPORT NATURE : CINQ PARCOURS DÉDIÉS À LA PRATIQUE DE LA MARCHÉ, DE LA COURSE À PIED ET DU VTT

Après les parcours urbains qui sillonnent la zone urbaine, inaugurés en mai 2016, la Commune met aujourd'hui en service l'espace sport nature du complexe sportif du Prunello.



Quels facteurs ont favorisé l'action ?

La création de la Direction D3S avec la compétence santé
La volonté de développer l'axe santé et activité physique dans le Contrat de ville et les quartiers prioritaires
Toucher les publics QPV et sédentaire

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Au départ nous souhaitons lancer le dispositif début 2022
Mais Le temps, la météo, la disponibilité des acteurs, la saisonnalité nous ont obligé de repousser le dispositif

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

En cours

Personne à contacter pour plus d'informations :

Celine Charchali

PORTO-VECCHIO : Activités séniors

Fiche-action rédigée en novembre 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Activités séniors

Porteur/pilote principal : Commune de Portivechju

Services et élus de la collectivité impliqués : ...Service des sports Filippi Véronique

Echelle de territoire concerné : Commune de Portivechju

Population cible : Séniors de plus de 55 ans

Période / calendrier : Toute l'année excepté au mois d'août

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Seniors de plus de 55 ans**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

De nombreuses activités à prix modéré sont proposées: randonnée, vtt, jeux de raquettes, golf, parcours fitness,yoga.

Les activités se déroulent tous les jours de la semaine de septembre à juillet.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Véronique Filippi

PORTO-VECCHIO : Stages sportifs

Fiche-action rédigée en novembre 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Stages sportifs

Porteur/pilote principal : Commune de Portivechju

Services et élus de la collectivité impliqués : ...Service des sports Filippi Véronique

Echelle de territoire concerné : Commune de Portivechju

Population cible : Enfants 8 - 15 ans

Période / calendrier : La première semaine des vacances d'automne, hiver et printemps, tout le mois de juillet

Partenaires : CDC

Budget : 41 000

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Enfants 8-15 ans**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

Les activités sont proposées la première semaine des vacances d'automne, d'hiver et de printemps et au mois de juillet. Elles permettent aux enfants de pratiquer des activités de pleine nature : plongée, accrobranches, voile, vtt, randonnée...

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?**

- Favoriser la mixité sociale et prise en compte des enfants et des jeunes issus de familles en difficulté.
- Sensibiliser les enfants et les jeunes au respect de l'environnement.
- Pratiquer de nombreuses activités sportives de plein air

RENNES : Tout Rennes Cuisine

Fiche rédigée en 2022 + fiche de capitalisation rédigée en 2021 par le RfVS suite à un entretien de capitalisation avec le porteur du projet

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Tout Rennes Cuisine

Porteur/pilote principal : Ville de Rennes – Direction Santé Publique Handicap

Rôle de la collectivité : Pilote

Services et élus de la collectivité impliqués : Mission Promotion Santé Territoire – élu délégué à la santé et au vieillissement

Echelle de territoire concerné : Ville de Rennes

Population cible : Les Rennais mais plus spécifiquement les habitants des QPV

Période / calendrier : temps fort en octobre mais déclinaison d'actions toute l'année

Partenaires : Réseaux de santé des QPV (3), CDAS, associations, maisons de quartier, centres sociaux, centres de santé, établissements scolaires, PMI, associations d'aide alimentaire, écoles, etc.

Budget : 12000 euros

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Émergence du projet

Avant la mise en place de Tout Rennes Cuisine et la signature du Plan Alimentaire Durable en 2017, la Ville de Rennes travaillait déjà sur la thématique de la Nutrition et participait, avec d'autres acteurs du territoire, à la fête des fruits et légumes frais organisée tous les ans au mois de juin par l'association Interfel, au niveau national. Lorsque la Ville de Rennes a pris le virage de « l'alimentation durable » en souhaitant mettre l'accent sur la saisonnalité et la provenance des produits alimentaires (y compris

les fruits et légumes), les enjeux et objectifs des deux parties prenantes n'étaient plus les mêmes. C'est pourquoi la Ville de Rennes a souhaité, dans le cadre de son Plan Alimentaire Durable, monter son propre projet au niveau local. C'est ainsi que le projet « Tout Rennes Cuisine ! L'alimentation durable se cultive à Rennes » est né.

La mise en œuvre de ce nouveau projet a permis d'attirer de nouveaux acteurs partageant les valeurs de l'alimentation durable véhiculées par la Ville, et a entraîné un changement de calendrier (le mois d'octobre étant le mois avec le plus de fruits et légumes frais de saison en France) qui n'a pas été bien reçu par tous au départ.

Stratégies de mise en œuvre

La stratégie adoptée dans le cadre de Tout Rennes Cuisine est la stratégie dite d'aller-vers, qui consiste à faire venir l'action au plus près des personnes, dans l'espace public au cœur des QPV. Également, l'évènement fait l'objet d'une communication importante : des flyers et affiches sont diffusées dans la ville et relayées par le réseau de partenaires.

La thématique de l'alimentation qui nous concerne tous, est un sujet positif et apprécié. La diversité des animations et activités proposées (information, sensibilisation, cuisine, dégustation, trucs et astuces, etc.) et des thématiques abordées (nutrition, consommation, achat, enjeu de santé, environnement, etc.) est un réel atout.

Plusieurs stratégies sont mises en œuvre. Certains acteurs vont pouvoir animer un temps dédié à la promotion de l'alimentation saine au sein de leur structure, c'est le cas des écoles par exemple. D'autres vont coordonner, avec le soutien de la Ville de Rennes, des temps forts dans des lieux publics très fréquentés pendant lesquels plusieurs acteurs locaux vont proposer des animations. La stratégie d'aller-vers est alors déployée en amont et pendant les actions. L'une des stratégies adoptées est aussi de proposer des activités aux enfants (cuisine, dégustation, jeux) pour attirer les parents et ainsi les faire participer aux discussions.

Toutes les actions mises en œuvre visent à développer le pouvoir d'agir des habitants.

Modalités d'action

La grande variété d'actions mises en œuvre dans le cadre de Tout Rennes Cuisine est à l'image de la diversité des acteurs et partenaires impliqués. Ci-dessous quelques exemples d'actions proposées au cours d'une ou plusieurs éditions de Tout Rennes Cuisine :

- Ateliers dégustation
- Visite de jardins pédagogiques
- Ateliers cuisine
- Jeux et animations autour de l'alimentation et de l'activité physique
- Information et sensibilisation aux enjeux de santé liés à l'alimentation
- Idées de recettes à base de fruits et légumes locaux
- Jardinage et ramassage de fruits et légumes
- Spectacles pour enfants autour de l'équilibre alimentaire et de la saisonnalité
- Soirées thématiques avec repas partagé
- Journées bien-être dans les écoles (accueil autour d'un petit-déjeuner, ateliers, dégustation...)
- Actions mobiles dans les quartiers...

A titre d'exemple, l'une des actions répétées chaque année dans le quartier du Blosne de la Ville de Rennes s'inscrit pleinement dans une démarche d'aller vers et est fortement appréciée par les

habitants. A partir du panier alimentaire offert par la Ville de Rennes, des élèves d'un collège ainsi que les professionnels du CDAS préparent des dégustations puis transportent et déambulent (sur un vélo triporteur prêté par la Ville) dans le quartier et à la sortie des écoles pour proposer les dégustations aux habitants.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

L'ensemble des partenaires et participants à Tout Rennes Cuisine bénéficie d'un approvisionnement en fruits et légumes frais de saison offert par la Ville de Rennes. Ce kit de participation à Tout Rennes Cuisine permet de mobiliser et de raccrocher un grand nombre d'acteurs. L'approvisionnement est un point clé dans la mobilisation des acteurs. Il n'existe pas de phase de validation des actions proposées car Tout Rennes Cuisine est ouvert à tous, en revanche, la Ville de Rennes veille à la cohérence des actions prévues, discute des objectifs de celles-ci avec les acteurs, et régule l'approvisionnement pour éviter le gaspillage. Pour cela, la Ville de Rennes recueille des fiches actions en amont de chaque évènement.

Chaque année, la réunion réunissant l'ensemble des partenaires et participants de Tout Rennes Cuisine en début d'année est une étape cruciale (cf. calendrier page 4). C'est lors de cette rencontre, et à partir des éléments identifiés pendant la phase d'évaluation de la précédente édition de Tout Rennes Cuisine, que le projet de l'année en cours est co-construit. Une thématique fil rouge de l'édition à venir peut-être définie en fonction des remontées de terrain des acteurs locaux et partenaires associatifs. Par exemple en 2021 l'évènement s'est focalisé sur la question de l'accessibilité.

Ces temps d'échanges organisés par la Ville de Rennes sont des moments privilégiés de partage de connaissances et de ressources. Ils permettent de constituer une base socle de savoirs en matière de nutrition et une culture commune sur la thématique de l'alimentation saine et durable. Les valeurs de l'alimentation durable peuvent alors être communément partagées et intégrées par tous (associations nationales, acteurs locaux et de terrain, professionnels du social et de la santé, etc.) pour favoriser la mise en place d'actions de promotion de l'alimentation saine, équilibrée, durable, et accessible. Le développement de temps de formation / information et partage d'outils pédagogiques permet de développer une culture commune.

Les partenariats avec les acteurs de quartiers sont facilités par la présence de réseaux de santé de quartier auxquels participe toute l'année la DSPH.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Les principaux freins et difficultés rencontrés par la Ville de Rennes concernent également la dimension partenariale du projet. En effet, bien que Tout Rennes Cuisine permette de réunir une diversité d'acteurs autour d'une thématique de santé, et que ses derniers soient volontaires pour réaliser des actions et animations, le partenariat présente ces limites dans l'organisation du temps fort puisque c'est la DSPH qui a en charge toute la partie opérationnelle : organisation des installations (stands), préparation et envoi des paniers d'approvisionnement en fruits et légumes, etc. Ce travail chronophage demande une mobilisation conséquente au détriment d'autres missions et projets du personnel de la collectivité alors que les ressources humaines et financières internes sont limitées.

Les personnes en charge de la mise en œuvre de Tout Rennes Cuisine au sein de la Ville de Rennes se questionnent continuellement sur les limites du partenariat. En effet, alors que le projet est porté par la Ville, l'implication des partenaires est variable et dépend aussi des priorités de chacun. Le temps de la gestion de projet ne correspond pas toujours à la disponibilité des acteurs impliqués.

Enfin, une question se pose autour de la participation des habitants pour une construction du projet. Les compétences pour appliquer le principe de la participation sont manquantes sur ce sujet-là.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Les résultats de « Tout Rennes Cuisine ! L'alimentation durable se cultive à Rennes » sont difficilement mesurables et quantifiables. En revanche, il est possible de mettre en évidence les différents axes de promotion de la santé sur lesquels le projet agit : le renforcement de l'action communautaire, le développement des aptitudes individuelles, et la création d'environnement favorables à la santé. En alliant démonstration, dégustation, et diffusion d'outils ou informations pour reproduire chez soi ou mettre en œuvre les conseils donnés, les actions déclinées dans le cadre de ce projet piloté par la Ville de Rennes participent au renforcement du lien social, à la réduction des inégalités sociales de santé et au développement du pouvoir d'agir des rennais.es.

Les résultats visibles concernent plus particulièrement le travail partenarial impulsé par la Ville de Rennes. En effet, le projet Tout Rennes Cuisine permet de mettre en lien un grand nombre d'acteurs, de favoriser les rencontres, la transmission de savoirs et l'action collective. Pour certains acteurs de différents domaines, TRC a été une opportunité de souder des liens et d'expérimenter le travail en commun.

Le projet Tout Rennes Cuisine permet à la Ville de Rennes :

- De porter une politique en faveur de l'alimentation durable au niveau de la Ville,
- D'engager une réflexion collective et impulser une dynamique locale partenariale autour de la question de l'alimentation durable,
- De soutenir et encourager les acteurs locaux dans la mise en œuvre d'actions d'aller vers dans les Quartiers Politiques de la Ville (QPV).

De ce travail partenarial, la dynamique est pérennisée par la création de groupes de travail ou le lancement d'initiatives locales. Par exemple, certains acteurs de quartiers ont pu proposer aux associations et professionnels des formations communes sur la thématique de la nutrition. Ainsi, dans leur pratique professionnelle, les professionnels formés à la question de l'alimentation durable seront en capacité de relayer les informations directement auprès du public. Des groupes de travail spécifiques sont également créés lors des discussions de préparation de TRC, lorsqu'un manque est identifié, pour travailler à la création de ressources adaptées au territoire.

Enfin, la mise à disposition d'outils de communication et d'information a permis à certains acteurs de développer l'aller vers et de s'engager sur la thématique de la promotion de l'alimentation saine, stratégies éloignées de leurs missions habituelles. Alors TRC est aussi un moyen de déconstruire les représentations pour construire une culture commune autour du sujet de l'alimentation et multiplier le nombre d'acteurs capables de transmettre des messages de prévention et promotion de la santé.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Marie Donnard-Lasne, Chargée de mission promotion de la santé

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Ville de Rennes

Porteur/pilote principal : Ville de Rennes

Rôle de la collectivité : Porteur

Services et élus de la collectivité impliqués : Mission Promotion Santé Territoire, service ressource solidarité santé

Echelle de territoire concerné : Ville de Rennes

Population cible : Bénéficiaires de l'aide alimentaire

Période / calendrier : sur l'année

Partenaires : les associations d'aide alimentaire (Cœur Résistant, Secours Populaire, Secours Catholique, La Cohue)

Budget : 2500 euros (sur la phase expérimentale)

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **bénéficiaires de l'aide alimentaire**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Questionnement dans le cadre de Tout Rennes Cuisine (**cf. fiche-action « RENNES : Tout Rennes Cuisine »**), sur des modalités d'action qui permettraient de travailler la question de l'accessibilité à l'alimentation saine et équilibré dans un contexte contraint, qui était concomitante aux questions sur la qualité des produits et de l'approvisionnement des associations d'aide alimentaire.

Objectif de monter une action expérimentale et donc ponctuelle. L'idée était de tester ce type d'atelier auprès d'un public qui ne s'y attend pas, n'est pas forcément là pour ça et surtout est dans une situation financière et de logement qui a pour conséquence de mettre souvent de côté la question de la nutrition et de la cuisine.

Organisation d'une rencontre avec des associations d'un quartier ayant déjà travaillées sur la question de l'équilibre alimentaire (avec une association locale : Maison de la Nutrition et de Diabète) pour voir avec le type d'action à développer. Lien lors de cette réunion avec un prestataire "Aux Goût du Jour"(AGDJ), avec qui nous avons l'habitude de travailler, et qui souhaite développer des actions sur la question de l'accessibilité de l'alimentation saine et durable.

Construction des éléments nécessaires à l'animation, de nos objectifs et moyens. Partage des contraintes et questionnements de chacun (documents traduits, peu de lecture, recettes simples, implication des bénéficiaires dans l'animation pour le partage de connaissances et de savoir-faire).

AGDJ a proposé une animation simple, basée sur la notion d'adaptation, même si un déroulé et des supports de communication étaient préparés en amont. Peu de matériel à installer, pas besoin de beaucoup d'espace et utilisation des produits présents dans le panier distribué par l'association concernée par l'animation. L'animatrice avait pour consigne d'aller chercher les personnes, de les amener à partager. Sa compétence en animation et son relationnel ont été indispensables.

Volonté de pouvoir pérenniser ce type d'animation, 3 à 4 fois par an, idéalement à chaque saison au sein des différentes associations.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Des associations qui étaient partantes, motivées et déjà dans une dynamique de réflexion sur les questions d'alimentation équilibrée et durable.

Les services de la Ville (en tout 3 impliqués) permettant un financement serein sur cette phase test.

Le prestataire impliqués dans la construction avec les associations, qui s'est adapté aux différents contextes. Le savoir-faire de l'animatrice pour aller chercher les personnes et faire avec, casser les barrières.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Un manque de communication en interne concernant certaines associations et donc une animation qui a eu des difficultés à démarrer.

Les financements pour pérenniser l'action.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

L'intérêt des personnes pour ce type d'animation à ce moment donné. Cela a amené des échanges et des sourires. L'alimentation est un vecteur de lien important.

La qualité de l'alimentation est un enjeu pour les associations d'aide alimentaire.

Pour imaginer réduire les ISTS il faudrait pouvoir pérenniser l'action et la répéter régulièrement. Nous devons travailler avec d'autres associations, rechercher des financements et développer en Ville la possibilité de cuisiner pour des personnes sans logement ou à l'hôtel pour assurer d'une cohérence dans la continuité de l'action. (idéalement !)

Personne à contacter pour plus d'informations :

Marie Donnard-Lasne, Chargée de mission promotion de la santé

SAINT-QUENTIN : Semaine de la nutrition et des activités physiques et sportives

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Semaine de la nutrition et des activités physiques et sportives

Porteur/pilote principal : Ville de Saint-Quentin

Rôle de la collectivité : organiser cette action tous les ans

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction de l'Éducation, de la Petite Enfance et de la Jeunesse

Echelle de territoire concerné :

Population cible : les écoliers de la Ville, les enfants des établissements spécialisés et aux différents ALSH

Période / calendrier : 3 séquences - 29 novembre au 3 décembre / 4 au 8 avril / 28 au 30 juin

Partenaires : AUCHAN / SAGERE / ALM FORMATION / IPSI / OMS / Les Centres Sociaux de la Villes

Budget : 7 600 €

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

L'objectif de ce dispositif est de sensibiliser à l'équilibre alimentaire et de permettre de découvrir des pratiques sportives.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Avec l'augmentation de la prévalence et de l'obésité en France, la Ville de Saint-Quentin a décidé d'adhérer au programme EPODE (Ensemble Prévenons l'Obésité des Enfants) depuis 2007, programme devenu par la suite VIF-Vivons en forme.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Les protocoles COVID.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Mise en place d'actions relais auprès des familles et des enfants (ateliers nutrition dans les écoles, les centres sociaux, les crèches...) pour les transformer en relais, et faciliter la mise en œuvre d'un environnement stimulant et l'adoption d'un mode de vie favorable à la santé

*Pesée et mesure annuelle des enfants scolarisés de la Grande Section au CM2 (cycle 1, 2 et 3) des écoles Saint-Quentinoises par les infirmières scolaires afin d'obtenir une indication précise du nombre d'enfants en surpoids et obèses et cibler au mieux nos actions de prévention. Le dernier relevé effectué montre un taux moyen de prévalence de 21,72% sur l'ensemble des écoles de la Ville.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Thomas Marcillac, Chef de service conception et appui aux projets sportifs

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Marche découverte santé

Porteur/pilote principal : IPS

Rôle de la collectivité : Mettre en œuvre avec les communes ou les partenaires des marches découverte santé pour des groupes d'habitants réunis

Services et élus de la collectivité impliqués :

Echelle de territoire concerné : l'ensemble du territoire

Population cible : l'ensemble de la population avec un focus sur les QPV

Période / calendrier : toute l'année

Partenaires : communes et réseau de partenaires IPS + les acteurs du territoire

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **personnes présentant ou pas une ou des ALD (Affections de Longues Durée) référencées, un handicap, en situation de surpoids ou d'obésité, avec hypertension artérielle, plus les personnes avancées en âge.**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Saint-Quentin-en-Yvelines (SQY) est une communauté d'agglomération de près de 230 000 habitants qui comporte les 12 communes suivantes : Coignières, Elancourt, Guyancourt, Magny-les-Hameaux, Maurepas, Montigny-le-Bretonneux, Plaisir, Trappes, La Verrière, Les Clayes-sous-Bois, Villepreux et Voisins-le-Bretonneux.

Ce territoire est hétérogène sur le plan démographique mais aussi sur le plan socio-économique.

L'Institut de Promotion de la Santé (IPS) est le service santé de Saint-Quentin-en-Yvelines, créé en 2001, qui met en œuvre la politique de santé de la collectivité. Il a un rôle de fédérateur et de coordinateur auprès des acteurs des champs sociaux, médico-sociaux et sanitaires du territoire.

Saint-Quentin-en-Yvelines a signé, en juin 2018, son 2ème Contrat Local de Santé (CLS) porté par l'IPS, qui comporte un axe stratégique pour l'amélioration des parcours de santé des populations vulnérables et une fiche action dédiée « Faciliter la pratique sportive en lien avec une alimentation équilibrée et une mobilité accrue ». L'action présentée s'inscrit dans ce cadre.

Les **Marches découvertes santé** sont mises en places pour faire découvrir des pratiques d'activités douces et redécouvrir un quartier, favoriser les usagers du territoire à se tourner vers les mobilités actives, mettre en avant la thématique « santé » et l'intérêt de la pratique de la marche à pied (et du vélo) en termes de bien-être en complément de l'amélioration de l'environnement de vie.

Travail en transversalité avec les services de SQY concernés et les habitants (via les structures partenaires qui accueillent du public (Musée de la ville, maisons de quartier, communes,...) avec valorisation des connaissances du territoire des habitants.

Collaboration avec la direction de la communication qui élabore les plans pédestres.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Fort intérêt des acteurs du territoire (domaines santé et social) sur ces questions.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Actions très chronophages

Marches découverte santé : en montage avec les partenaires, temps de réalisation des marches découverte santé et mise en œuvre des plans pédestres.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

C'est difficile de mesurer si les actions ont contribué à la réduction des inégalités sociales et territoriales de santé.

Cependant, la répétition des actions de sensibilisation ou de promotion de la santé (identiques ou différentes) auprès des mêmes publics favorisent l'impact sur les comportements et les idées reçues

Les habitants rencontrés se déplacent peu hors d'un périmètre restreint et s'approprient à peine l'espace aux alentours. Les marches découvertes santé ont permis à des groupes d'habitants de s'approprier l'espace et de valoriser leurs compétences psycho-sociales. La mobilité associée à un équilibre alimentaire permet de lutter efficacement (associée à un suivi médical) contre l'obésité, les maladies cardio-vasculaires et le diabète.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Anne Baekelandt

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Ateliers nutrition et alimentation

Porteur/pilote principal : Institut de Promotion de la Santé (service santé de l'intercommunalité)

Rôle de la collectivité : Communiquer et sensibilisation des habitants, construire les partenariats, mettre en œuvre des actions de prévention, de promotion et d'éducation à la santé dans les domaines de la nutrition et de l'alimentation

Services et élus de la collectivité impliqués : Elu en charge de la Politique de la ville, de la santé et de la Solidarité à l'échelle de l'intercommunalité, élus et techniques des communes, les acteurs de terrain

Echelle de territoire concerné : l'ensemble du territoire (12 communes)

Population cible : personnes ayant une Affection de Longue Durée référencée et aux personnes vivant avec :

- un surpoids ou une obésité
- de l'hypertension artérielle
- et aux personnes de plus de 60 ans en prévention de la perte d'autonomie

Période / calendrier : Toute l'année

Partenaires : Les acteurs de terrain sollicitent l'IPS pour des ateliers nutrition, cuisine, sensibilisation à la diététique en direction des usagers (notamment les communes, les centres sociaux, les dispositifs médicosociaux, le CIDFF, la mission locale...).

Budget : variable en fonction des ateliers

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Elaboration, mise en œuvre et déploiement d'ateliers thématiques sur les apports en santé d'une nutrition équilibrée.

Objectifs :

Promouvoir la qualité de vie, le bien-être et la prévention de certaines maladies chroniques par la nutrition. En lien avec les professionnels du territoire, la priorité est de renforcer et de soutenir les compétences des populations pour les amener à être davantage actrices de leur propre santé.

Contexte : Le contexte est le même que pour l'action précédente : Le tableau de bord santé actualisé régulièrement relève des indicateurs défavorables dont un vieillissement de la population avec une hausse des problématiques de maladies chroniques : la prévalence des ALD élevée, la prévalence et la mortalité liées aux maladies cardio-vasculaires, notamment diabète et hypertension, plus élevées que dans le département. Ces constats ont été confirmés qualitativement lors des échanges avec les référents santé (élus et techniques) des 12 communes. Ce diagnostic partagé a permis de prioriser les actions. Cela a renforcé la volonté de démultiplier l'offre d'ateliers et de construire une pédagogie thématique variée.

Programme d'actions : Les ateliers peuvent se dérouler de différentes manières et d'adapter aux besoins recensés : cuisiner avec des budgets restreints, faire aimer les légumes aux enfants, cuisiner les restes, manger équilibrer à tous les âges de la vie, plats du monde et équilibre alimentaire... Les ateliers, en fonction des environnements peuvent se coupler avec la cuisine des plats ou des repas entiers suivis de dégustation ou de partage du repas cuisiné.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Il existe des actions de prévention des maladies chroniques sur le territoire mais souvent réduites au dépistage et au suivi personnel par des associations de personnes malades.

Au vue des données et des actions mises en place actuellement, l'IPS a développé une offre d'ateliers de promotion et d'éducation à la santé ; ces actions permettent de promouvoir la qualité de vie, le bien-être par la prévention de certaines maladies chroniques par la nutrition.

La forte demande des communes et des partenaires de terrain.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Le manque de ressources en moyens humains ne permet pas de répondre à l'ensemble des demandes de multiplier les actions de terrain.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

Fort intérêt des publics pour les sujets autour de l'alimentation qui peuvent être décliné en fonction des spécificités des populations rencontrées.

Il reste difficile d'évaluer l'impact sur les inégalités sociales et territoriales de santé.

Cependant, les actions répétées auprès des mêmes publics ont plus de chance d'agir sur les idées reçues et les comportements.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Anne BAEKELANDT, Coordinatrice CLS

STRASBOURG : Une ordonnance verte pour les femmes enceintes de Strasbourg

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Une ordonnance verte pour les femmes enceintes de Strasbourg

Porteur/pilote principal : Ville de Strasbourg

Rôle de la collectivité : La Ville de Strasbourg est pilote de ce projet qui sera mis en œuvre par ses services et destiné aux habitantes de son territoire.

Services et élus de la collectivité impliqués : Adjoint à la Maire en charge de la santé publique et environnementale, Service Hygiène et santé environnementale, Service Santé et autonomie, Service Communication pour la valorisation de cette action auprès du public

Population cible : Les femmes enceintes de la Ville de Strasbourg

Période / calendrier : Construction du projet en cours, lancement de l'action à compter de septembre 2022

Partenaires : Construction des partenariats en cours dans le cadre du Contrat local de santé III de la Ville (pressenti : ARS Grand Est, Région Grand Est, CPAM, ...)

Budget : Pour une première année d'expérimentation, le budget est estimé à 330 000 €

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **femmes enceintes**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

La question de l'impact sur la santé des perturbateurs endocriniens n'est pas nouvelle mais fait l'objet d'une acuité soutenue ces dernières années en France et en Europe. La prise de conscience de l'importance de ce sujet a conduit la Ville de Strasbourg à s'inscrire dès 2018 dans la démarche « Villes

et territoires sans perturbateurs endocriniens », charte initiée par le Réseau Environnement Santé (RES).

Dans ce cadre, la collectivité mène un programme d'actions contribuant, d'une part, à améliorer ses pratiques d'achats et ses modalités d'intervention interne en vue de limiter la présence de perturbateurs endocriniens, et d'autre part à permettre une meilleure connaissance de ceux-ci et l'adoption de pratiques plus vertueuses auprès de différents publics. À ce titre, les femmes enceintes constituent un public particulièrement vulnérable face aux effets néfastes des perturbateurs endocriniens sur leur santé et celle de leur fœtus.

Ainsi, l'objectif du projet d'ordonnance verte est de protéger la santé des strasbourgeoises et de leur futur enfant et de les rendre actrices en :

- les sensibilisant aux enjeux de santé environnementale, à l'existence des perturbateurs endocriniens et leurs impacts potentiels sur la santé en vue de l'adoption de bons gestes,
- les accompagnant dans ce changement par un accès facilité à une alimentation saine. Les perturbateurs endocriniens étant présents dans de nombreux aliments, une alimentation issue de l'agriculture biologique permet en effet de s'affranchir de cette exposition.

Toute femme enceinte de la Ville de Strasbourg pourra prendre part au dispositif, dont l'accès sera prescrit par un-e professionnel-le de santé (médecin généraliste, sage-femme, gynécologue, ...) et se matérialisera par une « ordonnance verte ». La prescription donnera droit à :

1. Des ateliers de sensibilisation à la santé environnementale et aux perturbateurs endocriniens avec un-e éco-conseiller-e ou autre professionnel-le

Les bénéficiaires participeront à trois séances de sensibilisation : une dès l'entrée dans le dispositif, une au cours de la grossesse, et une optionnelle en fin de grossesse voire juste après la naissance. Les thématiques abordées pourront être les suivantes :

- Les perturbateurs endocriniens : de quoi s'agit-il, où les retrouve-t-on, quels bons gestes pour s'en protéger ? ;
- L'intérêt d'une alimentation saine et biologique pour la santé ;
- L'environnement du futur enfant : qualité de l'air intérieur, bruit, cosmétiques, jouets, produits ménagers, mobilier, ...

2. La distribution hebdomadaire de paniers de légumes issus de l'agriculture biologique

L'approvisionnement hebdomadaire de paniers sera effectué à titre gracieux, dans l'un des points de retrait du territoire. Ces paniers seront exclusivement composés de fruits et de légumes issus de circuits courts.

L'organisation de l'approvisionnement sera prise en charge par un prestataire désigné par marché public, producteur local ou association pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP).

Par ailleurs, la mobilisation des femmes enceintes pour rejoindre le dispositif sera assurée par un prestataire dédié. La communication pourra s'appuyer sur la déclaration de grossesse, en lien avec les services de PMI, et être relayée par les professionnels de santé ainsi que les institutions partenaires (CPAM, CAF, ...).

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

- Une volonté politique forte au niveau local ainsi qu'un contexte sociétal favorable à l'échelle nationale
- Une première expérimentation d'ateliers de sensibilisation des femmes enceintes strasbourgeoises aux perturbateurs endocriniens en 2019-2020, globalement très appréciés des participantes.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Démarrage à la rentrée 2022, donc pas de difficultés observables à ce stade.

Le succès du projet d'ordonnance verte repose notamment sur la mobilisation du public cible et le soutien des professionnels de santé pour faire connaître et diffuser l'existence du dispositif.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)**

Les éléments de bilan et d'évaluation de cette action seront analysés à l'issue de la mise en œuvre de la première année d'expérimentation du projet.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Eliabel SEYS , Chargée de mission santé environnementale, Service hygiène et santé

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Je me bouge pour mon cœur

Porteur/pilote principal : CAPFT (Communauté d'Agglomération Portes de France - Thionville)

Rôle de la collectivité : Développement et mise en œuvre du projet, suivi et évaluation.

Services et élus de la collectivité, impliqués : Service santé, conseiller communautaire délégué à la santé

Echelle de territoire concerné : L'action est implantée dans les QPV du territoire, mais ouverte à toute personne en difficulté sociale sur le territoire.

Population cible : Public sédentaire, en situation de précarité, présentant des difficultés sociales.

Période / calendrier : Action annuelle, de septembre à juin.

Partenaires : Centres socioculturels du territoire, assistantes sociales du Département, CCAS des communes de la CAPFT, travailleurs sociaux (pension de familles, associations de quartiers, etc.).

Budget : Mi-temps d'un agent éducateur territorial des activités physiques et sportives et 1 500 € pour les prestataires externes (diététicienne, infirmière et médecin).

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **public sédentaire, en difficultés sociales**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Contexte

L'accumulation de facteurs de risques cardiovasculaire (FRCV) (l'âge et le sexe, les antécédents familiaux, le tabac, l'HTA, le diabète, etc.) chez un individu augmente considérablement son risque de

faire une complication cardiovasculaire (AVC, IDM, AOMI). Ainsi, il est nécessaire de prendre en compte et de prévenir l'accumulation de ces FRCV avant la déclaration d'une maladie chronique.

Le diagnostic santé de la CAPFT a montré que, en moyenne, pour 30% des professionnels interrogés, l'alimentation, la sédentarité et le surpoids et l'obésité représentent une problématique sur le territoire. D'après le diagnostic, les tumeurs représentent le premier groupe de pathologies à l'origine des décès dans le territoire de la CAPFT (29%), devant les maladies cardiovasculaires (24%), les maladies du système nerveux et de l'appareil respiratoire (7% chacun).

Enfin, près d'un habitant sur quatre est en situation d'Affection de Longue Durée (ALD). Il s'agit du nombre minimal de personnes atteintes par ces différentes pathologies, certaines n'ayant pas recours au dispositif ALD.

Elaboration de l'action

Il s'agit d'un besoin identifié par le réseau RéDOCThionis (programme d'ETP), les CSO de Lorraine, le CCAS de Thionville et la CAPFT dans le cadre du groupe de travail thématique du Contrat Local de Santé de Thionville.

Le projet a été construit avec l'ensemble de ces partenaires, dans le cadre de plusieurs réunions de travail.

Objectifs de l'action

- Renforcer les connaissances sur les facteurs de risque cardiovasculaires et les aptitudes et attitudes favorables à leur protection.
- Améliorer le parcours de soins des personnes présentant des facteurs de risques cardiovasculaires.
- Renforcer les aptitudes et les attitudes favorables à la pratique d'une activité physique adaptée et autonome.

Description du programme

Le présent projet a été imaginé comme un programme d'accompagnement à la reprise d'une activité physique adaptée et autonome pour les personnes éloignées de la santé et présentant des hauts facteurs de risque cardiovasculaires (sédentarité, surpoids, obésité, tabac, diabète, etc.).

De fait, ce public est souvent éloigné de la pratique d'une activité physique. Nous avons donc choisi les travailleurs sociaux (TS) comme porte d'entrée du dispositif, de par son contact régulier avec le public ciblé. La prise en charge du bénéficiaire dure 2 ans et elle est gratuite.

Une fois l'utilisateur inscrit dans le programme, il participe à plusieurs actions :

Les séances d'activité physique

Une séance d'une heure et demie par semaine avec un Enseignant en Activité Physique Adapté. L'objectif de ces séances est d'amener l'utilisateur vers une autonomie dans sa pratique régulière d'une activité physique. L'utilisateur est encouragé à s'inscrire dans un autre atelier d'AP que proposent les centres sociaux pour augmenter la fréquence de pratique d'AP par semaine ou alors à pratiquer une activité physique autonome (exercice à la maison, marche, utilisation de l'environnement urbain).

Un atelier santé

Les bénéficiaires sont amenés à suivre un atelier santé sur les FRCV. Celui-ci est animé par les professionnels du réseau RéDOCThionis de Thionville (programme d'ETP). L'objectif est d'apprendre quels sont les facteurs de risque et les facteurs protecteurs du système cardio-vasculaire.

Un diagnostic éducatif par l'IDE

Les bénéficiaires sont orientés vers un entretien individuel avec une infirmière, afin de déterminer si la personne possède des facteurs de risque en plus de la sédentarité. L'infirmière ne pratique pas d'examen médical, il s'agit d'un temps de discussion, d'échange autour de la personne.

Selon les problématiques, l'infirmière a pour rôle d'orienter les personnes vers une prise en charge adaptée (consulter son médecin généraliste ou une orientation vers un programme d'ETP).

Les bénéficiaires peuvent prendre d'autres rendez-vous avec l'infirmière, selon leur besoin.

Un atelier sur l'alimentation équilibrée

Une diététicienne intervient dans le programme avec des séances sur la composition des repas, la gestion du grignotage et la lecture des étiquettes/allégations de santé/Nutriscore.

Stratégies mises en œuvre

Le projet permet principalement de travailler sur les comportements et les aptitudes individuelles des personnes, tout en créant un environnement favorable à la pratique, au sein de leur milieu de vie, avec un enseignant en activité physique adapté qui adapte les exercices à chaque spécificité des personnes.

Mobilisation du public

Ce sont les travailleurs sociaux du territoire qui repèrent le public. Ils ont pour rôle d'identifier les personnes qui nécessiteraient un accompagnement spécifique et de vérifier le niveau d'activité physique de la personne, grâce au score de Marshall.

Si la personne est sédentaire et volontaire pour intégrer le dispositif, le travailleur social envoie les coordonnées de la personne à l'enseignant en activité physique du programme qui reprend contact avec la personne et l'oriente dans le dispositif.

Compétences mobilisées

Le dispositif vise à travailler sur l'autonomie de la personne : le programme lui offre un tremplin vers la reprise d'une activité physique adaptée et autonome (pratique individuelle, inscription dans une association sportive, pratique au sein d'une association de patients, pratique au sein des centres socioculturels).

Le programme permet également de travailler sur le parcours de soins de la personne et sur ces capacités à prendre en charge son éventuelle pathologie.

Enfin, le dispositif permet de travailler sur la capacité des personnes à faire leur propre choix et de s'engager d'un projet sur le long terme.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

- Le travail avec les différents partenaires pour la construction du projet.
- Le partenariat et l'implication des partenaires sociaux pour orienter les bénéficiaires.
- L'embauche de l'enseignante en activité physique adaptée au sein du service santé pour assurer un meilleur suivi du projet.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Depuis le début de la crise sanitaire, l'action a été souvent interrompue ou réalisée dans des conditions difficiles. Le nombre d'orientation dans le dispositif a chuté.

Il s'agit d'un public particulier qui a du mal à venir régulièrement aux séances.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

L'entrée dans le dispositif par le secteur social permet de toucher un public particulièrement éloigné des questions de santé et de l'activité physique notamment. Cependant, il est nécessaire de faire un travail régulier de suivi, de motivation et d'encadrement renforcé pour maintenir les personnes dans le programme, qui ont tendance à ne pas être régulières.

Sur les 150 places disponibles sur les trois dernières années, 138 personnes ont été orientées dans le dispositif, malgré la crise sanitaire.

Les participants réalisent des tests physiques en début et fin d'année : test de souplesse, d'équilibre, d'endurance et la force des membres inférieurs. De manière générale, tous les participants améliorent leur condition physique au bout d'un an. Les participants déclarent également avoir gagné en souplesse, notamment dans leurs tâches quotidiennes (lacer ses chaussures, se baisser, ramasser des objets), mais également en endurance (réussir à monter les escaliers, marcher plus longtemps et plus vite).

Sur la base du déclaratif, les participants déclarent également pratiquer plus d'activité physique : exercices à la maison, marche, pratique en association... Le plus souvent, la pratique est individuelle et orientée vers la marche ou le renforcement musculaire à domicile. Peu de participants passent le cap de s'inscrire dans une structure sportive associative ou privée.

L'action apporte également de très bons résultats en termes de bien-être : les participants prennent du plaisir à venir aux séances, ils voient du monde, sortent de chez eux, se sentent mieux dans leur tête, retrouver du plaisir et de la joie de vivre. Sur l'aspect de la santé mentale, le projet apporte beaucoup de bénéfices aux participants.

L'action, via l'orientation par les travailleurs sociaux, permet de cibler un public spécifique, plus éloigné de la santé. L'encadrement particulier, adapté à chaque personne, permet également de meilleurs résultats. Il n'est pas prouvé que le projet réduit véritablement les inégalités de santé, mais il s'attache à donner une importance particulière au public qui a en le plus besoin.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Madame Pauline Guillard, Chargée de mission sport santé ou Madame Pauline Patout, Chargée de mission santé

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Alimentation auprès des parents

Porteur/pilote principal : à définir

Rôle de la collectivité : Coordination

Services et élus de la collectivité impliqués : Petite enfance

Echelle de territoire concerné : Communauté d'agglomération du Val de Fensch

Population cible : parents et enfants

Période / calendrier : à définir

Partenaires : Mutualité Sociale Agricole MSA (programme d'actions gratuit), PEP 57, Lycée Maryse Bastié à Hayange, diététiciennes, médecin de crèche (Dr Jean-Marc Nicolas à Hayange)

Budget : à définir

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **les parents et leurs enfants**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

L'action n'est pas encore mise en œuvre dû au contexte (voir « quels facteurs l'ont mise en difficulté »), mais différents thèmes seront abordés :

- ateliers culinaires

- l'apprentissage de l'alimentation pour l'enfant et ses parents:

- la psychologie de l'alimentation: « je ne veux pas manger », les blocages, les rejets, etc.

- la diversification alimentaire (je mange de nouveaux aliments, je mange des morceaux ...), la DME et ses limites (diversification menée par l'enfant)

- l'équilibre nutritionnel

Il serait également intéressant de solliciter les crèches publiques, le lieu d'échange « Le relais » (conçu pour permettre le dialogue entre parents et professionnels de la petite enfance). Pourquoi pas organiser des Ateliers ou des Cafés des parents autour de la thématique de l'alimentation avec des intervenants extérieurs.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

D'une part, la crise sanitaire actuelle complique la mise en œuvre de ce genre d'action dans les crèches. D'autre part, l'ouverture du nouveau multi-accueil de Fameck, la procédure de délégation de service public ou encore le diagnostic social de territoire pour la CAF Moselle sont autant d'éléments chronophages qui ralentissent la mise en place de nouvelles actions.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

L'action n'a pas encore abouti.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Annabelle LEONARD, Directrice du pôle petite enfance

A) LE MILIEU SCOLAIRE, Y COMPRIS SUR LE TEMPS PERISCOLAIRE

ANGERS : TAP de la Fourche à la Fourchette

Fiche-action rédigée en mars 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : TAP de la Fourche à la Fourchette

Porteur/pilote principal : direction Santé Publique

Rôle de la collectivité : organisation des Temps d'Activités Périscolaires dans les établissements primaires.

Services et élus de la collectivité impliqués : direction de l'Enfance, direction des Sports et Loisirs, direction de la Santé Publique

Echelle de territoire concerné : Ville

Population cible : enfants des Cycles 2 et 3

Période / calendrier : permanent

Partenaires : Direction Enfance – Direction Santé Publique – Direction Environnement Déchets – prestataires : Interfel (Agence de promotion des fruits et légumes frais) – GABB Anjou (groupement des agriculteurs biologistes et biodynamistes de l'Anjou).

Budget : 1500€ + déplacements des établissements

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Le module « de la fourche à la fourchette » réunit de manière cohérente les messages des partenaires impliqués dans ce module de sensibilisation aux repères nutritionnels.

Modalités retenues :

- Les enfants s'inscrivent à un module pour un trimestre entier. Pour des groupes de 18 enfants maximum entre 8 et 11 ans (de cycle 3)
- Deux modules sont proposés par année scolaire : le premier sur la période du premier trimestre, le second sur la période du troisième trimestre (Le deuxième trimestre ne permettant pas d'activité au jardin biologique).
- Sur l'année scolaire, quatre écoles choisies par la direction Enfance, si possible en tenant compte d'une pertinence avec un projet d'établissement, de classe, d'enseignants, d'animations thématiques péri scolaires.
- Le nombre de séances sera modulable et adapté au trimestre (entre 10 à 12 séances)
- Périodicité d'une séance par semaine : le lundi pour une école et le vendredi pour une autre.
- Nécessité de la collaboration d'un animateur référent Éducation Enfance présent à chaque séance pour faciliter les liens avec les enfants, entre les différentes séances et en animer certaines seul mais avec la possibilité de soutien méthodologique des partenaires extérieur sur la thématique.
- Les parents peuvent être invités à déguster les mets des enfants à l'issue des ateliers.

Objectifs :

- Comprendre le circuit de l'alimentation depuis sa production jusque sa consommation
- Faciliter le choix de la saisonnalité et d'une alimentation équilibrée
- Prévenir le gaspillage alimentaire

Dans le cadre de la lutte contre l'obésité infantile, cette animation permet de donner des repères :

- Identifier les familles d'aliments et leurs apports pour la santé

Organisation générale :

La direction Santé Publique est coordinatrice du module. Elle fait le lien avec la direction Enfance, et diffuse les informations nécessaires aux intervenants (noms des animateurs référents, planning des interventions par modules, salles, horaires d'installation possibles), elle organise les points bilans et réévaluation du projet.

Déroulement des séances :

Entrée

1 - Comment produit-on ? Découvrir l'agriculture et le jardinage. Les enfants évoquent à l'aide de saynètes, de mises en scène théâtrale et de déguisements, l'histoire de l'agriculture et son impact sur nos paysages et l'environnement.

Intervenant : GABB Anjou / Lieu : dans l'école

2 - Comment ça pousse ? Les enfants découvrent le jardin biologique de la maison de l'environnement pour comprendre le fonctionnement d'un potager et la biologie des plantes qui l'habitent...

Intervenant : Maison de l'environnement / Lieu : maison de l'environnement

3 - Quelles autres utilisations des productions alimentaires ? Les enfants peuvent apercevoir un autre aspect de la production de légumes. Ils ne servent pas seulement à l'alimentation, mais selon les cultures ils peuvent être valorisés en objets utilitaires ou décoratifs. Land Art, fabrication de mangeoires ou nichoirs, citrouilles d'Halloween... selon la période, les réalisations des enfants permettent de garder une trace.

Intervenant : Animateur référent (partenariat avec la Maison de l'environnement) / Lieu : dans l'école

Plat Principal

4 - Comment transforme-t-on ? Découverte des filières agro-alimentaires qui transforment des productions primaires (lait, blé, légumes, fruits...) en produits que l'on consomme au quotidien (yaourt, pain, pâtes).

Intervenant : GABB Anjou / Lieu : à l'école

5- Fabriquer un micro jardin : Mettre en pratique semences et plantations pour pouvoir récolter plus tard des plantes aromatiques ou sentir des plantes odorantes dans un support biodégradable et transportable à la maison. Quelles autres utilisations des productions alimentaires ?

Intervenant : Maison de l'environnement / Lieu : Dans l'école

6 - Pourquoi je mange ? : À la découverte des familles d'aliments et de leurs apports pour notre santé. Les enfants se transformeront en véritables cordons bleus.

Intervenant : direction Santé Publique / Lieu : dans l'école

7- Comment et à quel moment je mange ? : Les enfants repassent à l'action avec un atelier culinaire et seront sensibilisés à l'organisation alimentaire équilibrée dans le respect de la saisonnalité des produits.

Ex : découverte d'un même aliment et les diverses manières de le manger avec une incidence sur les sensations (cru / cuit / séché / en jus/ râpé / écrasé.)

Intervenant : direction Santé Publique / Lieu : dans l'école

Dessert

8- Quel plaisir de cuisiner ! : Accompagnés d'une diététicienne et de l'infirmière DSP, les enfants sont invités à cuisiner et à déguster leurs réalisations : des petites recettes originales et toutes simples pour le plaisir tout en respectant l'équilibre alimentaire dans la valorisation des fruits et légumes.

Intervenant : direction Santé Publique et Interfel / Lieu : dans l'école

9- 10 - 11 - Différentes propositions d'animations laissées au choix et à la sensibilité de l'animateur référent de l'école.

Des liens peuvent être fait pour une collaboration et transfert méthodologique et outils pédagogiques avec les partenaires qui sont intervenus (Maison de l'environnement/ DSP),

Ex : le Gaspillage alimentaire, land arts, atelier cuisine, préparer son goûter, découverte de fruits et légumes, quizz pour organiser ou ranger les connaissances du module.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Une dynamique collective des trois directions municipales : Santé Publique, Enfance et Environnement

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Un budget croissant dû à l'augmentation des tarifs des prestataires.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Gérard Boussin

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Référentiel TAP sport-santé

Porteur/pilote principal : Direction Santé Publique pour l'initiation du projet- Direction Enfance pour le portage effectif

Rôle de la collectivité : imposer le référentiel dans les pratiques sportives des Temps d'Activités Périscolaires et sensibiliser les encadrants.

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction de la Santé Publique, Direction de l'Enfance et direction des Sports et Loisirs

Échelle de territoire concerné : Ville

Population cible : les élèves des cycles 2 et 3 des écoles élémentaires publiques participant aux Temps d'Activités Périscolaires et, par extension : clubs, écoles privées, enseignants

- 68 groupes TAP sport santé (68 animateurs, 17 enfants par groupe en moyenne, 3 groupes par an)

- environ 3400 enfants qui participent à ces ateliers au cours de l'année scolaire.

Période / calendrier : permanent

Partenaires : Ville d'Angers : directions Santé Publique, Éducation Enfance, Sports et Loisirs, IREPS (Instance Régionale d'éducation et de Promotion de la Santé).

Budget :

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Enfants des écoles primaires**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Organisatrice des TAP Sport et Santé, la Ville a souhaité rendre plus visibles et formels, les messages de santé induits par la pratique d'une activité physique, afin de renforcer leur perception et leur connaissance par les enfants.

Le référentiel revêt deux objectifs

- Imposer un cadre sport et santé aux modules sportifs (volet cahier des charges)
- Faciliter l'intervention des éducateurs sportifs (volet référentiel).

Le Contenu du Référentiel :

Le référentiel se compose de 9 fiches thématiques* qui précisent : les objectifs à atteindre à la fin du module de 12 séances, les messages à diffuser, les moyens et prétextes pour les diffuser et propose des outils pour aller plus loin.

Évaluation :

Pour évaluer l'impact des messages de santé dans leurs interventions, un questionnaire est inclus dans le référentiel. Double intérêt :

- 1ere séance : Évaluer les thèmes sur lesquels le groupe a le plus de « lacunes » et donc sur lesquels l'éducateur insistera le plus pendant le module.
- dernière séance : évaluer l'évolution des connaissances des enfants.

* « la découverte de son corps », « l'hygiène corporelle », « l'alimentation », « la prévention des blessures et maladies saisonnières », « l'estime de soi », « la gestion des émotions », « les relations sociales » et « le sommeil »

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Le maintien des TAP à Angers

Une implication forte de la direction Santé Publique et de la direction Enfance

Un accompagnement partenarial de l'IREPS et des médiateurs sportifs de la direction des Sports et Loisirs.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Des difficultés à réunir des éléments d'évaluation annuels.

Une nécessité qui s'impose : proposer une réunion annuelle de sensibilisation à l'ensemble des intervenants sportifs sur les TAP.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Un constat unanime des encadrants sportifs qui indique que ce référentiel leur est utile également dans leurs autres activités (en club notamment).

Personne à contacter pour plus d'informations :

Gérard Boussin

BREST : Dispositif de sensibilisation à l'alimentation saine et durable et à l'activité physique en milieu scolaire

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Dispositif de sensibilisation à l'alimentation saine et durable et à l'activité physique en milieu scolaire

Porteur/pilote principal : service promotion de la santé

Rôle de la collectivité : coordinateur de l'action

Services et élus de la collectivité impliqués : service promotion de la santé / service éducation / Projet alimentaire métropolitain / service sport et quartiers

Echelle de territoire concerné : écoles publiques et privées de la ville de Brest

Population cible : élèves de CP, leurs enseignants, leurs parents

Période / calendrier : d'octobre à juin

Partenaires : la maison de l'agriculture biologique du Finistère, Défi Santé Nutrition, le service sports et quartiers

Budget : 27000 euros d'animation par an

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **les élèves en CP, leurs parents et les enseignants**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

La Ville de Brest, "Ville Santé de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)" depuis 1987 et "Ville active du Programme National Nutrition Santé (PNNS)" depuis 2005 se donne pour objectif de mettre en œuvre un programme territorialisé d'éducation et de promotion de la santé afin de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.

Par ailleurs, Brest métropole s'est engagée dans un Projet alimentaire métropolitain, ceci pour répondre à une aspiration sociétale forte et croissante, à savoir se nourrir d'une alimentation saine, sûre, de qualité, traçable, de proximité et accessible financièrement.

Dans les éléments stratégiques qui composent le Projet alimentaire métropolitain, la sensibilisation à l'alimentation saine et durable tient une large part. Par ces actions on donne aux « mangeurs de demain » les clés pour adopter une alimentation saine et de qualité.

Depuis 2012, des séances de sensibilisation à l'alimentation saine et durable sont proposées à toutes les classes de cours préparatoire des écoles élémentaires de la ville de Brest. Depuis 2021, une séance de sensibilisation à l'activité physique a été ajoutée au programme pour 7 écoles.

Les objectifs de l'action :

L'objectif général est d'améliorer la santé des enfants par une action sur l'alimentation et l'activité physique

Les objectifs opérationnels étant, de favoriser l'appropriation dès le plus jeune âge d'une « culture alimentaire commune » par les thèmes suivants:

- l'alimentation comme vecteur de convivialité et plaisir
- les choix alimentaires favorables à la santé et à l'environnement
- le rythme des repas sur la journée

Les objectifs de ce programme de sensibilisation répondent aux enjeux du nouveau PNNS 4

Le dispositif comprend 4 séances :

- Séance 1 : à la découverte des aliments (animée par défi santé nutrition)

Objectifs : reconnaître les aliments d'origine végétale et d'origine animale et différencier les aliments bruts, transformés et ultra-transformés.

- Séance 2 : à la découverte des sens (animée par défi santé nutrition)

Objectifs : découvrir les 5 sens et leur importance lors de la dégustation d'un aliment. Découvrir les différentes saveurs. Introduire la notion de plaisir gustatif et enrichir le vocabulaire sur les sensations alimentaires.

- Séance 3 : le petit déjeuner (animée par la maison de la bio 29)

Objectifs : prendre conscience de l'importance d'un petit déjeuner complet et équilibré tous les matins ; déguster un petit déjeuner équilibré avec des aliments peu transformés, diversifiés, de saison, et issus de l'agriculture biologique

- Séance 4 : à la découverte d'une activité physique (animée par le service sport et quartier)

Objectifs : lutter contre les comportements sédentaires, donner envie aux enfants de pratiquer une activité physique adaptée à leur âge, apporter des contenus pédagogiques aux enseignants.

Les parents des élèves sont conviés à participer à la séance 1 et 3 sauf cette année en raison du contexte sanitaire.

Toutes les écoles des quartiers prioritaires de la ville bénéficient systématiquement de ce dispositif. Pour les autres écoles, le choix est laissé d'en bénéficier ou non.

Cette année, le dispositif concerne 62 classes, 1150 élèves.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Bon partenariat entre service promotion de la santé, Défi Santé Nutrition, la Maison de la bio 29, Education nationale, Direction Education de la ville de Brest, Service Sport et quartier, Projet Alimentaire Métropolitain

Un soutien financier de l'ARS et du plan de relance

Une attente des enseignants

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Contexte sanitaire actuel

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Par ces actions on donne aux « mangeurs de demain » les clés pour adopter une alimentation saine et de qualité

Et on donne envie aux enfants de pratiquer une activité physique adaptée à leur âge.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Delphine Gouez – chargée de projet Service promotion de la santé

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Sensibilisation à l'équilibre alimentaire
Porteur/pilote principal : Service Santé Publique
Rôle de la collectivité : Coordination et animation
Services et élus de la collectivité impliqués : Service Santé Publique
Echelle de territoire concerné : Ville de Châteauroux
Population cible : écoliers
Période / calendrier : d'octobre à juin
Partenaires : éducation nationale
Budget :

Catégorie de l'action

Cette action vise : la promotion d'une alimentation saine
(plusieurs réponses possibles) la promotion de l'activité physique
 la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Contexte : A la demande des enseignants, des animations de préventions santé sont proposées dans toutes les écoles de la ville et notamment des interventions autour de l'alimentation.

Objectifs : Expliquer aux enfants l'importance, pour être en forme :

- de manger des aliments des 6 familles en proportion adaptée et variée
- de bouger suffisamment
- de boire essentiellement de l'eau
- d'éviter de grignoter
- de manger lentement en prenant le temps de mâcher.

L'action se déroule en plusieurs séances au sein de la même classe et se termine en général par la rencontre de parents autour d'un goûter ou d'un petit déjeuner préparé par les enfants.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

L'implication des enseignants.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

La pandémie a empêché la mise en place de petits déjeuners et les rencontres avec les parents.

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Bien Manger Pour Ma Santé

Porteur/pilote principal : Imaginéo

Rôle de la collectivité : Evaluation d'impact et accompagnement

Services et élus de la collectivité impliqués : Mission Observation Evaluation – Direction du Développement Territoriale de la Ville De Lyon

Echelle de territoire concerné : Métropole de Lyon

Population cible : Enfants âgés de 8 à 15 ans, issus de Quartiers Prioritaires de la Ville, et professionnels de la prévention santé

Période / calendrier : Projet mené depuis 2020, et jusqu'en 2024 dans sa phase de déploiement

Partenaires : Établissements scolaires (primaire et collèges), professionnels de santé, fondations privées (partenaires financiers)

Budget : budget sur 3 ans : 96 873€

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Bien Manger Pour Ma Santé est un projet né de plusieurs constats. D'une part, les importantes inégalités de santé face aux risques de surpoids, d'obésité et de diabète. En 2019, un.e habitant.e du quartier Mermoz (8e arrondissement de Lyon) a 6 fois plus de risque de diabète qu'un.e habitant.e de la Croix Rousse (4e arrondissement) (Ville de Lyon, 2019). D'autre part, et suite à des échanges avec des professionnels de la prévention que :

- le savoir seul ne déclenche pas le changement de comportement;
- les bénéfiques motivent davantage que la peur;
- l'influence des pairs a plus d'impact que les informations "officielles".

Ce projet avait donc pour objectif initial de développer une pédagogie de sensibilisation active qui vise à rendre les enfants et jeunes issus de quartiers prioritaires acteurs de leur santé et ambassadeurs de celle de leurs pairs. A travers ce projet, nous souhaitons éveiller les consciences, faire évoluer les comportements alimentaires chez les enfants suite à leur participation au projet et amener le sujet du bon petit déjeuner dans les familles par le biais des enfants. Une première expérimentation pédagogique a été menée en milieu extra-scolaire en 2020 et 2021 en partenariat avec Sport dans la Ville, afin de tester ce nouveau format de sensibilisation à l'alimentation saine en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville.

Huit ateliers ont permis aux enfants de mener une réflexion collective sur le sujet du petit déjeuner équilibré, et de devenir ambassadeurs de la santé de leurs pairs en imaginant à leur tour des animations de sensibilisation, à mener auprès de leurs camarades (sketch, quiz, vidéo, jeu participatif...). La démarche a alors déjà fait ses preuves : un mois après l'atelier, 63% des enfants (ayant répondu à l'enquête) indiquent avoir changé quelque chose dans leur petit déjeuner et 89% des enfants déclarent avoir parlé de l'atelier avec leur famille. Cette mesure d'impact prouve que le fait d'avoir le rôle d'ambassadeur est source de motivation et d'engagement 3 pour les jeunes. Alors qu'il promeut le sentiment d'auto-réalisation et de responsabilité sociale, il permet également d'ancrer un changement de comportement sur la durée. Depuis janvier 2022, le projet est entré dans une nouvelle phase avec un déploiement de l'expérimentation en milieu scolaire pour des classes du CMI à la 3ème. Des ateliers ont d'ores et déjà été menés avec les éco-délégués de 6ème et 5ème du collège Gabriel Rosset (QPV Cités Sociales Gerland). L'objectif est désormais de poursuivre l'expérimentation, puis de développer une formation-action et des ressources pédagogiques pour partager la méthodologie et les apprentissages de cette expérimentation avec les professionnels de la prévention santé, dans une démarche de fertilisation croisées entre acteurs de la santé. Une étude des besoins en formation et en outils est en cours auprès de professionnels de la prévention santé/alimentation afin de construire une formation adaptée au contexte des acteurs du territoire.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

La mobilisation de plusieurs acteurs et partenaires sur le projet a permis de construire une méthodologie efficace et pertinente. La variété de ces partenaires permet également d'expérimenter auprès de publics variés et dans des contextes différents, ce qui alimente la mesure d'impact et consolide les apprentissages dans un objectif de partage des outils.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

La tenue d'ateliers en milieu extra-scolaire s'est avérée plus difficile à mettre en œuvre en termes de suivi. C'est la raison pour laquelle nous avons choisi de poursuivre l'expérimentation en milieu scolaire dans sa deuxième phase, pour cibler un public plus large mais aussi plus captif.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

La démarche a fait ses preuves et montré que la pédagogie adoptée (un seul atelier et la mise en œuvre d'une animation par et pour les enfants) a un impact significatif sur les enfants, alors que la plupart des sensibilisations sur l'alimentation nécessitent plusieurs séances pour observer un changement de comportement. En effet, un mois après l'atelier, la majorité des enfants interrogés déclarent avoir retenu des informations nutritionnelles et avoir changé quelque chose dans leur petit déjeuner : *"Avant je prenais des tartines, maintenant je prends des céréales complètes avec un fruit"*. Par ailleurs, les participants à l'atelier ont envie de motiver leurs camarades à prendre un meilleur petit déjeuner pour leur santé, et évoquent des arguments liés à la santé : *"parce qu'on peut avoir une hypoglycémie, des problèmes au foie et au cœur à cause du sucre", "les céréales industrielles c'est moins bon pour la santé", "donc je leur ai expliqué les conséquences, l'obésité, le diabète"*. Il ressort également leur statut 4 d'ambassadeur : *"J'ai changé mon petit-déjeuner parce que je suis éco-déléguée du coup c'est mon rôle, montrer le bon exemple."*

Le rôle d'ambassadeur confié aux participants joue donc un rôle primordial dans la réussite du projet et l'atteinte des objectifs de sensibilisation.

Supports complémentaires transmis :

PowerPoint de présentation de l'action : www.wikilyon.org/Documents/PrésentationBMPMS.pdf

Vidéo de présentation de l'action : <https://vimeo.com/504841869>

Personne à contacter pour plus d'informations :

Marine Liégeois

Responsable de Développement

NANTES : Café des parents « sédentarité et écrans »

Retranscription d'un poster Ville de Nantes Ville Active PNNS (2019)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Café des parents «sédentarité et écrans»

Porteur/pilote principal : Ligue contre le cancer 44

Rôle de la collectivité :

Services et élus de la collectivité impliqués :

Echelle de territoire concerné : Nantes est : Quartier Bottière et Nantes-Erdre

Population cible : Parents d'élèves des écoles primaires partenaires et organisatrices des cafés des parents

Période / calendrier : Un ou deux matin(s) par école en 2019 pendant 1h

Partenaires : Ville de Nantes :

- Pôle développement territoire prévention santé et direction santé publique : réseau local de santé Nantes-Est

- Pôle santé globale de l'enfant : infirmière scolaires et médecins scolaires

Ecoles : référent du café des parents, directeur d'établissement

Budget : Budget pour les 6 séances financées dans le cadre du CLSa ville de Nantes : prestation diététicienne, création d'outils, remises de lots et brochures aux parents, création de flyer et affiche par le service communication, temps de travail de la chargée de mission prévention.

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Parents d'élèves des écoles primaires partenaires et organisatrices des cafés des parents**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Historique : Participation au réseau local de santé de Nantes Est (groupe nutrition). Les établissements scolaires (directeurs, infirmières scolaires) ont repéré des problématiques liées aux écrans (fatigue, absence des élèves...). Cette année-là, la Ligue organisait un concours scolaire de création artistique sur le thème des écrans.

Objectifs : Offrir aux parents une écoute, des éléments de réponses à leurs questionnements vis-à-vis de la nutrition de leurs enfants,

Les aider à faire des choix pour augmenter l'activité physique et améliorer l'alimentation de leurs enfants conformément aux repères du PNNS,

Valoriser, accompagner, soutenir les parents dans leur rôle d'éducateur, en compagnie de professionnels (infirmière scolaire, médecin scolaire, diététicienne),

Favoriser les échanges d'expériences, le lien social et la solidarité entre parents.

Description : A l'occasion des cafés des parents organisés par les écoles, la Ligue contre le cancer propose aux parents un échange d'une heure sur la nutrition de leurs enfants. Des outils pédagogiques sont utilisés afin de libérer la parole. Certaines séances ont été l'occasion d'aborder la sédentarité générée par l'utilisation des écrans en pointant le fait qu'un individu peut à la fois être actif, mais aussi être très sédentaire, s'il passe beaucoup de temps assis ; sans pour autant diaboliser les écrans.

Méthode et outils d'évaluation :

Avec les infirmières scolaires : contenu et des interactions

Avec les diététiciennes : évaluation quantitative et qualitative

Avec l'équipe pédagogique : avis sur ce qu'ils ont pensé de l'action, impact sur les parents.

Nous sommes amenés à revoir certains parents sur d'autres cafés les années qui suivent. C'est l'occasion pour eux de nous faire part de ce qu'ils mettent en place à la maison.

Cette action est une réussite car : Elle permet d'agir sur la sphère familiale : les participants disent apprendre des choses et vouloir changer leurs habitudes. Certaines écoles bénéficiant des Cafés des parents ont participé également au concours scolaire de création artistique sur le thème des écrans. Cela a permis de toucher 2 cibles : des enfants et des parents. Une exposition des œuvres du concours scolaire a eu lieu à l'école Port Boyer avec invitation des parents à l'occasion d'un Café des parents. Du point de vue de la Ligue contre le cancer, c'est une action où nous retrouvons notre public cible et où le public est plus facilement mobilisable. La communauté éducative est impliquée, ce qui permet de pérenniser la diffusion des messages au sein de l'établissement.

Développements envisagés pour cette action : Ouvrir les propositions de Cafés des parents à d'autres écoles sur Nantes et ailleurs dans le département. Associer et investir sur cette action les associations de parents d'élèves, les collectifs de parents, la restauration collective et les responsables d'établissements. Croiser avec les projets d'éducation pour la santé menés avec la santé scolaire dans les écoles.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

--

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Difficultés, freins, points de vigilance : Améliorer la communication en interne sur certaines écoles (certains Cafés des parents avaient peu de parents). Développer la mesure de l'impact sur le quotidien des familles.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Sur les 6 séances, un total de 45 parents touchés. Sujets abordés : Exemplarité en tant que parents ; méthode des 4 "pas" et 3-6-9-12 ; l'ennui, bénéfique pour la créativité ; possibilité de ne pas aimer le sport, mais de pratiquer quand même une activité physique ; même bouger un tout petit peu c'est toujours mieux que rien du tout et plus on en fait, plus c'est efficace !

Mémos et enrichissements :

Partage d'infos, réponse aux besoins, convivialité, expériences, échanges ; découverte d'une action, gérer, décider et communiquer ; accompagnement des parents ; pas de télé dans la chambre ni écran le soir pour l'endormissement ; journées « pas » qui permet une approche constructive sans diaboliser ; école comme acteur social au centre du quartier et lieu de rencontre ; nous sommes tous et toutes relié(es) par la nutrition ; comment fidéliser les parents aux cafés ?

Prévention à débiter avant l'entrée à l'école ; davantage écouter les besoins de son corps pour mieux vivre ; travail en réseau, parents acteurs ; 4 petits pas ; évolution du public, parents d'ados et ados éducateurs par les pairs ; différence sédentarité, activité physique et activité sportive

Développer un groupe de réseau éducation/sensibilisation ;

NANTES : Et si on cuisinait pour apprendre à goûter ?

Re transcription d'un poster Ville de Nantes Ville Active PNNS (2020)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Et si on cuisinait pour apprendre à goûter ?

Porteur/pilote principal : École maternelle Plessis Cellier

Rôle de la collectivité : DPSP participe au groupe de travail qui mène le projet.

Services et élus de la collectivité impliqués :

Echelle de territoire concerné : Ecole, quartier Bellevue

Population cible : - Enfants de maternelle : toute petite section à la grande section (6 classes) -

Parents - Personnel de cantine et du périscolaire

Période / calendrier : depuis 2018

Partenaires : DPSP participe au groupe de travail qui mène le projet. Les professionnels de l'association apportent de la méthodologie, une approche globale de l'alimentation, des objectifs éducatifs qui visent des « savoir-être », le plaisir alimentaire, le développement de la curiosité et la découverte, un accompagnement des enseignants et des « éducateurs ». Dans ce projet DPSP n'intervient pas auprès des enfants, ces apprentissages nécessitant une proximité, un rapport de confiance avec les enfants, du temps, de la répétition. Le comptoir des alouettes a participé avec l'apport de légumes pour compléter ceux apportés par les enfants.

Budget : CLSa Ville de Nantes via DPSP (1300 euros), Budget école via la coopérative scolaire (dons des parents)

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **enfants, parents et personnel d'une école**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Historique : Ecole avec une mixité de publics dans un quartier prioritaire

- Constat des enseignants d'habitudes alimentaires assez éloignées des recommandations : une consommation de sucre excessive, des repas déstructurés, pris sur le pouce...
- Souhait d'agir pour donner à tous les enfants des repères de consommation, des habitudes alimentaires saines
- Sollicitation de du pain sur la planche avec travail sur représentations, réflexion sur offre alimentaire, environnement et implication des parents

Objectifs : Élargir le répertoire alimentaire des enfants

- à chaque période, développer l'intérêt pour les légumes de saison au travers la cuisine, l'approche sensorielle, le jardinage....
- favoriser la participation des parents en les invitant à chaque temps de cuisine et en proposant des cafés des parents
- sensibiliser les personnels de cantine à l'approche sensorielle et à leur rôle auprès des enfants

Description : Une à deux semaines d'actions sur l'alimentation et la découverte de végétaux (légumes,

légumes secs), en relation avec la saison, avec la réalisation de:

- compote de pommes, de poire en sept/oct
- soupes de légumes en nov/déc
- purée colorées en janv/fév
- cakes et tartes salées aux légumes en mars/avril
- crudités à croquer en mai/juin

Chaque atelier cuisine est complété par de l'éveil sensoriel (utilisation des sens), des lectures, des jeux, des dessins et l'acquisition de compétences en lien avec le programme des cycles scolaires. Les parcelles de potager sont aussi ré-investies pour cultiver des herbes, des pommes de terre...Les enfants rapportent à la maison un échantillon des plats cuisinés à l'école et une part des récoltes.

Dans une classe, les anniversaires sont également l'occasion d'explorer le végétal à travers des recettes originales de gâteaux. Parallèlement, les personnels de cantine et les parents sont aussi mobilisés: participation aux ateliers, discussions sur l'alimentation au "café des parents", temps du repas investis pour continuer le travail vu en classe.

Méthode et outils d'évaluation :

Méthode et outils d'évaluation Évaluation des acquisitions des enfants (savoirs/savoir faire/ savoir être) en les interrogeant avant et après les ateliers pour mesurer les nouveaux mots utilisés, par l'observation de leurs comportements lors des ateliers (nombre d'enfants qui ont bien voulu goûter), par l'observation de leurs capacités à utiliser spontanément les ustensiles de cuisine à bon escient. Évaluation de l'implication des parents avec le nombre de parents qui participent aux ateliers, aux café parents et nombre de personnels présents aux temps de sensibilisation à l'éveil sensoriel est un autre indicateur du projet.

Cette action est une réussite car : Continuité du projet sur deux années scolaire (2019/2020 puis 2020/2021 reprise du projet arrêté à cause de la crise sanitaire) malgré des changements dans l'équipe enseignante. Projet mené dans la durée, ritualisé. Le travail est approfondi. Les actions sont menées vers les enfants, leur entourage et leur environnement. Le projet est en lien avec de multiples disciplines.... Partenariat avec les parents permet de rappeler leur rôle (ne pas faire à la place des enfants).

Développements envisagés pour cette action : Poursuite du projet sur plusieurs années même en cas de changement dans l'équipe Jardinage avec le projet des paysages nourriciers notamment. Élargissement des partenariats avec des visites de lieux. Outil de valorisation.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Difficultés, freins, points de vigilance :

Manque de matériel pour la réalisation des ateliers cuisine et jardinage. Communication sur le projet auprès des familles, cette temporalité (des actions tout au long de l'année) n'étant pas habituelle, il faut prendre le temps d'expliquer.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

Du côté des enfants, nous constatons que les enfants appréhendent plus facilement les légumes, une envie de goûter développée, l'acquisition de termes liés aux aliments, à la cuisine facilitée par la répétition, des progrès en langage etc. Échanges avec des parents avec qui il n'y avait pas de lien avant Evolution de la posture d'animateurs du périscolaire et mise en place d'actions quotidiennes (nom de table avec légumes, chansons, échanges avec les enfants.

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Nutrition à l'école

Porteur/pilote principal : Diététicienne de la collectivité

Rôle de la collectivité :

Services et élus de la collectivité impliqués : Education, élus de l'éducation et de la restauration scolaire

Echelle de territoire concerné : Ville

Population cible : Enfants et familles

Période / calendrier : 4 séries de 5 séances / an

Partenaires : Education nationale, santé scolaire, animation périscolaire

Budget :

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **enfants**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

NUTRITION A L'ECOLE : PROGRAMME CE2/CM1/CM2

Le programme proposé s'organise autour de 4 ou 5 interventions d'environ 45mn, à raison d'une séance par semaine.

Intervention n°1

- Les besoins nutritionnels des enfants

- Les nutriments

Support : transparents ou diaporama

Intervention n°2.

- Les groupes d'aliments : les 4 fondamentaux pour l'élaboration d'un menu bien équilibré
- Produits laitiers
- Viande, poisson, œufs
- Fruits et légumes
- Céréales, légumineuses, pommes de terre

Support : transparents ou diaporama

Intervention n°3

- Analyse, critique et correction d'une semaine de menus.

Cette semaine de menus sera proposée à la commission restauration qui aura lieu dans le restaurant scolaire de l'école. Un petit groupe d'enfants sera invité à participer à cette commission, ainsi que le directeur(rice), les enseignants et les parents élus au conseil d'école.

Interventions n°4 et 5

- Groupes d'aliments « sous surveillance » : matières grasses, produits sucrés et boissons
- Les différents repas de la journée dont le petit-déjeuner et le goûter.
- Le goût : comment se construit-il ?

Support : transparents ou diaporama

Analyse d'emballages alimentaires.

Remise d'une brochure sur les groupes d'aliments.

Visite de la cuisine de la cantine

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Rencontres régulières avec les enfants à la cantine

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

- La diversité alimentaire
- L'équilibre alimentaire
- Le goût, perception personnelle et évolutive
- le repas à la cantine, décryptage

Personne à contacter pour plus d'informations :

Béatrice Buteau-Sauger, Diététicienne

POITIERS : Expérimentation d'ateliers d'éducation nutritionnelle dans les écoles de Poitiers avec l'outil Petit Cabas (IREPS Nouvelle Aquitaine)

Fiche rédigée en 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Expérimentation d'ateliers d'éducation nutritionnelle dans les écoles de Poitiers avec l'outil Petit Cabas (IREPS Nouvelle Aquitaine)

Porteur/pilote principal : CCAS Poitiers

Rôle de la collectivité : Coordination des acteurs : lien écoles de Poitiers et partenaires

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction Action sociale santé

Echelle de territoire concerné : Poitiers

Population cible : les enfants : 6 – 11 ans

Période / calendrier : expérimentation avril à juin 2022

Partenaires : Ligue contre le cancer ; IREPS ; Education Nationale et Polyclinique de Poitiers (Groupe ELSAN)

Budget : pas de budget

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **enfant de 6 à 11 ans des écoles de Poitiers**)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Contexte :

- prévalence du surpoids : plus de 20 % d'enfants en surpoids dès la 6ème, besoin d'agir en amont, dès le plus jeune âge

- constat des professionnels de terrain (périscolaires, enseignants, infirmières scolaires) de difficultés liées au manque d'activité physique ; à l'accès à une alimentation équilibrée ou en quantité suffisante ; etc.

Objectif :

Promouvoir l'outil Petit Cabas dans les écoles de Poitiers pour qu'ils puissent être utilisés dans des séquences éducatives

Animer des temps ponctuels dans les écoles avec l'outil Petit Cabas au regard des besoins exprimés par les enseignants (mai à juin 2022)

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Expérimentation qui n'a pas encore eu lieu.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Expérimentation qui n'a pas encore eu lieu.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Expérimentation qui n'a pas encore eu lieu.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Juliette Tanty, Coordinatrice du Contrat Local de Santé de Poitiers

PORTO-VECCHIO : Dispositif « petits déjeuners »

Fiche-action rédigée en novembre 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Dispositif « petits déjeuners »

Porteur/pilote principal : Direction de l'éducation / Education Nationale

Rôle de la collectivité : Achat et acheminement des denrées

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction de l'éducation

Echelle de territoire concerné : Communal

Population cible : Enfants de 3 à 6 ans

Période / calendrier : 1 fois par semaine, durant 25 semaines scolaires

Partenaires : Education Nationale / Fournisseurs locaux

Budget : 7 000 euros

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Les enfants âgés de 6 à 12 ans – dans notre cas précis, les enfants âgés de 3 à 6 ans**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Le dispositif « petits déjeuners » doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires.

C'est dans ce cadre que la commune de Portivechju a décidé de participer au dispositif « petits déjeuners » pour l'année scolaire 2021-2022.

Dès le mois de septembre 2021, la commune informe les écoles maternelles de sa volonté de s'engager dans le dispositif « petits déjeuners ». Trois écoles maternelles, sur les quatre que compte la commune, valident leur participation lors du premier conseil d'école de l'année, à raison d'un petit déjeuner par semaine et pour une classe, comme résumé ci-dessous :

- Le conseil d'école de l'école Michelangeli et Marchetti de Trinité valide sa participation le 21 octobre 2021 pour 32 élèves,
- Le conseil d'école de l'école J. Santini valide sa participation le 12 novembre 2021 pour 26 élèves,
- Le conseil d'école de l'école de Murateddu valide sa participation le 16 novembre 2021 pour 21 élèves.

La commune de Portivechju a fait le choix de favoriser le circuit court pour la fourniture des produits qui ont été servis aux enfants. Les produits laitiers et les fruits frais ont été fournis par une coopérative locale qui a proposé des produits différents chaque semaine.

Le produit céréalier, un pain aux céréales, a été fourni par deux boulangeries locales, avec deux formats différents. Pour l'une, un pain tranché et pour l'autre, un petit pain individuel permettant, là aussi, de faire varier la composition des petits déjeuners.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Le choix des produits a permis de favoriser l'action, lors de la deuxième année de mise en place du dispositif, l'expérience acquise a permis de faire augmenter le nombre de participants.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Certaines écoles n'ont pas été favorables à la mise en place du dispositif car cela perturbait l'organisation mise en place par les enseignants.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

Le résultat a été jugé positif par l'ensemble des partenaires, les enfants ont montré une attention particulière et cela a permis à nombre d'entre eux de découvrir de nouveaux aliments.

L'école située dans un quartier classé en politique de la ville n'a pas souhaité y participer. Nous avons donc peu d'éléments nous permettant de conclure sur l'efficacité du dispositif en terme d'inégalité territoriale et sociale.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Nicolas Rey – Directeur de la direction de l'éducation

Marie-Paule Leonetti – Responsable au sein de la direction de l'éducation

THIONVILLE (Portes de France CA) : Plan Prévenir l'Obésité Infantile dans l'agglomération Thionilloise (POIT)

Fiche-action rédigée en 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Prévenir l'Obésité Infantile dans l'agglomération Thionilloise (POIT)

Porteur/pilote principal : CAPFT (Communauté d'Agglomération Portes de France - Thionville)

Rôle de la collectivité : Développement et mise en œuvre du projet, suivi et évaluation.

Services et élus de la collectivité impliqués : Service santé, conseiller communautaire délégué à la santé

Echelle de territoire concerné : CAPFT (Communauté d'Agglomération Portes de France - Thionville)

Population cible : Enfants de grande section de maternelle

Période / calendrier : Action annuelle, de septembre à juin.

Partenaires : les associations sportives et l'Education Nationale

Budget : L'action est dispensée par les enseignants. Pour la partie activité physique, l'enveloppe budgétaire est de 5 000 € par an.

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **les enfants de grande section et leurs parents**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Contexte

Sur la période 2014 - 2016, les données montrent qu'à 24 mois, 6,4 % des enfants résidant dans le territoire de la CAPFT sont en surpoids ou obèses. En 2015, 10,1 % des enfants âgés de 5 ans résidant dans le territoire de la CAPFT sont en situation de surpoids ou d'obésité.

Un important travail de prévention mis en œuvre auprès des écoles maternelles de Thionville montre qu'encore trop peu d'enfants pratiquent une activité physique régulière en dehors de l'école et que les recommandations concernant l'équilibre alimentaire ne sont pas appliquées par tous. Il est donc nécessaire de renforcer les programmes de prévention existants.

Elaboration de l'action

Le projet a été construit avec l'Education Nationale (enseignants, conseiller pédagogique activité physique, médecine scolaire), des professionnels de santé (pédiatre et diététicienne), les centres spécialisés de l'obésité de Lorraine et les différents services de la Mairie (santé, enseignement, sport), avant transfert de l'action à la CAPFT.

L'Education Nationale a libéré ses enseignants sur le temps scolaire pour organiser des groupes de travail afin de construire le projet, sur quatre réunions de 3h, soit 12h de travail avec les enseignants. Suite à trois années d'expérimentation et lors du transfert du projet à la CAPFT, le programme a été totalement revu et réécrit avec de nouveaux enseignants, sur les bases de l'évaluation.

Objectifs de l'action

Le plan POIT a été mis en place en 2016 dans les écoles thionvilloises dans le but de diminuer la prévalence du surpoids et de l'obésité chez les enfants, en leur offrant un égal accès à la pratique d'une activité physique et en améliorant leur information nutritionnelle.

Il a également pour but de renforcer les connaissances et les compétences des enfants, des familles et des professionnels sur les facteurs de risque de l'obésité et du surpoids.

Description du programme

Le programme est à destination des enfants de grandes sections de maternelle. Il est construit en adéquation avec le socle commun de compétences des grandes sections et prend en compte le développement des compétences psychosociales. Il s'intègre dans le programme scolaire annuel afin de faciliter sa mise en place par les enseignants.

Celui-ci comprend plusieurs actions stratégiques :

Un volet activité physique : interventions des clubs sportifs locaux dans les écoles pour susciter un intérêt chez les enfants et pour faire découvrir aux enseignants de nouvelles disciplines et exercices à reproduire. Ce volet permet également de les accompagner dans le développement de leurs capacités physiques et motrices. Inédit, l'intervention de clubs sportifs était jusqu'alors réservée aux classes des écoles élémentaires.

Un volet pédagogique : déclinaison d'un programme pédagogique en classe, construit par les enseignants et les professionnels de santé, basé sur le socle commun de compétences des grandes sections.

Chaque enseignant volontaire voulant intégrer le dispositif s'est vu remettre une mallette pédagogique permettant de décliner les actions du programme sur le temps scolaire. Elle permet aux enseignants de mettre en place le programme autour de l'hygiène de vie et notamment sur les questions de l'alimentation, du petit déjeuner, de l'activité physique, du sommeil et de l'hygiène bucco-dentaire à l'aide de fiches d'exercices. Elle donne accès à des ressources pédagogiques, sous forme d'activités à décliner en classe, adaptées aux enfants de 5 ans et des outils complémentaires pour les activités.

Les infirmiers scolaires interviennent à la demande des enseignants pour les accompagner sur les activités à mettre en place en classe. Les infirmiers participent également au suivi des enfants par le relevé des mesures anthropométriques des enfants.

Stratégies mises en œuvre

Le programme intervient principalement sur les comportements des enfants en termes de santé et le développement de leurs connaissances et aptitudes individuelles. En faisant intervenir les clubs sportifs, le programme permet également de créer un environnement physique favorable à la santé. La participation des infirmiers au projet permet également d'implanter le système de santé. Une action est également en réflexion pour développer la prise en charge des enfants en situation de surpoids et d'obésité.

Mobilisation du public

Les enfants sont mobilisés sur le temps scolaire. Les parents sont mobilisés via les enseignants et les structures sociales dans les quartiers.

Compétences mobilisées

Le programme s'appuie sur le socle commun des compétences des grandes sections : il permet de travailler sur la mobilisation du langage, l'expression à travers l'activité physique, l'expression, l'action et la compréhension au travers des activités artistiques, la structuration de la pensée et la découverte du monde. Le programme permet également de mobiliser les compétences psychosociales des enfants.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Le projet a été construit en partenariat avec plusieurs directions de la collectivité, sous l'impulsion du 1er adjoint en charge de la santé, lui-même médecin.

Les professionnels de santé se sont mobilisés pour apporter une validation scientifique au contenu du projet. L'Education Nationale a également libéré des enseignants pour participer aux groupes de travail mais également pour les former à l'utilisation des outils.

La mobilisation du monde sportif associatif a également été déterminante dans la mise en place du dispositif, qui apporte une réelle plus-value aux enseignants et aux enfants.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Il est toujours difficile à l'heure actuelle d'obtenir des éléments d'évaluation de la part des enseignants, malgré la création d'outils d'évaluation spécifique et de la formation des enseignants à leur utilisation. Lors de la crise sanitaire, les enseignants ont souvent délaissé le programme pour faire face à l'organisation de la classe en période de Covid.

La rotation des enseignants et la nécessité de relancer régulièrement les écoles, de re-sensibiliser à l'utilisation des outils pédagogiques et de maintenir le programme dans la durée.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

46 classes sont intégrées dans le programme mais également 19 clubs sportifs du territoire qui participent au dispositif.

Il est difficile d'évaluer les effets, les enseignants ne nous renvoient pas beaucoup d'éléments d'évaluation. Il est nécessaire de bien travailler avec les enseignants sur la notion d'évaluation, de prévoir des outils simples d'utilisation et de prévoir un temps d'appropriation et d'utilisation des outils d'évaluation.

Cependant, certains enseignants nous font des retours : les enfants sont très satisfaits du projet, prennent du plaisir à découvrir les activités et à suivre le parcours de la mascotte du projet.

Certains clubs sportifs comptabilisent également le nombre d'enfants qui se sont inscrits dans leur club suite à leur intervention dans une école.

A l'origine, le projet est déployé sur l'ensemble des écoles volontaires, de la même manière. Afin de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé, une étudiante en diététique travaille actuellement sur le lien avec les parents, spécifiquement sur les QPV, depuis cette année. Elle réalise une enquête sur les habitudes alimentaires des familles et leurs connaissances de la nutrition. En fonction des résultats, elle mettra en œuvre des actions auprès des parents, en association avec les partenaires du quartier.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Madame Pauline Guillard, Chargée de mission sport santé ou Madame Pauline Patout, Chargée de mission santé

B) LE MILIEU PROFESSIONNEL

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Sport pour les agents

Porteur/pilote principal : Ville de Châteauroux

Rôle de la collectivité : Dégagement d'une heure hebdomadaire par agent et en charge de l'encadrement par des éducateurs de la Ville

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction des Sports – Service des éducateurs terrestres

Echelle de territoire concerné : Ville de Châteauroux et Agglomération selon les lieux de résidence des agents

Population cible : Agents de la collectivité

Période / calendrier : Septembre à juin

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **agents de la collectivité**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

De très nombreux agents de Châteauroux Métropole œuvrent à des postes administratifs et sédentaires. De plus, bon nombre ne pratiquent pas ou peu d'activité physique hebdomadaire durant leurs temps de vie privée et ce malgré les informations sur la nécessité de « bouger pour bien vivre ».

Les élus de Châteauroux Métropole ont décidé d'octroyer, à chaque agent, la possibilité de disposer d'une heure de pratique physique durant leur temps hebdomadaire de travail. Ainsi, les éducateurs de la Direction des sports proposent des activités physiques (marche nordique par exemple) aux agents volontaires.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Possibilité de disposer d'1 heure du temps de travail hebdomadaire pour participer à un atelier de pratique physique encadré par un éducateur territorial.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Des soucis de communication interne auprès des responsables de service et des agents

De plus, il apparaît difficile d'identifier des créneaux en fonction des nouveaux modes de travail (télétravail, disponibilité par rapport aux exigences professionnelles...)

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)

Les ateliers proposés répondent aux attentes des participants tant en contenu qu'en horaire.

Il ressort, des échanges avec les participants, que beaucoup d'agents n'osent demander à leur responsable la possibilité de venir aux ateliers proposés, par timidité, peur du refus ou d'être identifié comme « opportuniste pour ne pas travailler ». Toutefois, il y a une unanimité en ce qui concerne les apports positifs de ces ateliers :

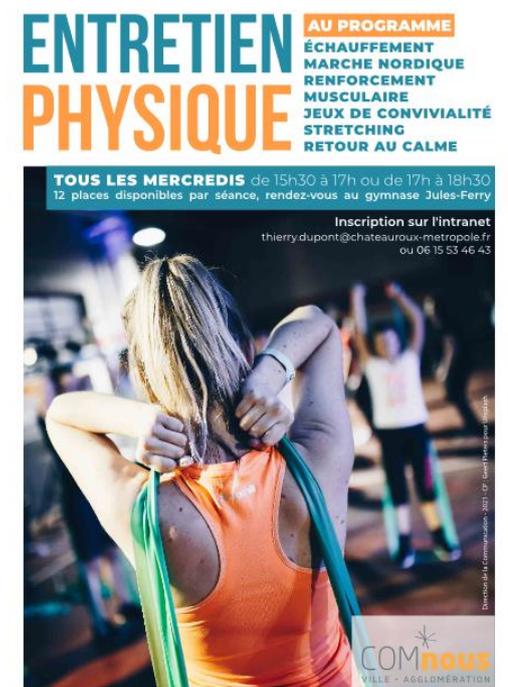
- Pouvoir pratiquer de l'activité physique dans un cadre chaleureux et bienveillant
- Les effets positifs sur la santé mentale de chacun
- Le bien-être physique après chaque séance
- Permettre de rencontrer et échanger avec d'autres agents dans un cadre non-conventionnel

Documents transmis : affiche

Personne à contacter pour plus d'informations :

M. Sébastien ROBIN, Responsable pôle ETAPS

ou M. Thierry DUPONT, ETAPS



Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Pause méridienne sportive pour les employés de la mairie d'Evry Courcouronnes
Porteur/pilote principal : Cheffe de service des Activités Sportives et Bien Être / Directrice des Ressources Humaines
Rôle de la collectivité : Accompagnement à la mise en place d'Activités pour la Qualité de Vie au Travail (QVT)
Services et élus de la collectivité impliqués : Direction des Ressources Humaines / Direction des Sports – l'adjoint en charge des Ressources Humaines et Relation à l'Usager – l'adjoint en charge des Sports
Echelle de territoire concerné : Evry Courcouronnes
Population cible : Accessible aux employés communaux
Période / calendrier : Deux fois par semaine, les mardis et vendredis, (sauf en période de vacances scolaires)
Partenaires : ...
Budget : Rémunération des éducateurs sportifs intervenant sur le projet et mise à disposition d'un espace pour l'activité physique en intérieur

Catégorie de l'action

Cette action vise :
(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :
(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : Employés municipaux)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

A l'occasion de la pause méridienne, les employés qui le souhaitent peuvent, pendant leur pause déjeuner, pratiquer une activité physique et sportive encadrée par un éducateur sportif.

Parce qu'il n'est pas toujours facile de programmer une activité physique après sa journée de travail, la collectivité propose des séances sportives et des séances de Zen, sans déboursier un sou !
« Moral d'acier et abdos en bétons ! Renfo'Musculaire, Body TKD mais aussi des séances de méditation et de relaxation... La direction des sports et la direction des ressources humaines se sont pliés en 4 pour proposer de quoi sculpter le bien être des employés pendant toute l'année ! » Même pendant le Covid (vidéos disponibles pour les agents en télétravail).

Objectifs généraux : Améliorer le cadre de vie des employés de la mairie d'Evry Courcouronnes et améliorer la santé des employés

Objectif opérationnel : Mettre en place des séances d'activité physique lors de la pause méridienne pour les employés de la mairie d'Evry Courcouronnes

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Le partenariat entre la Direction des Sports et la Direction de la santé dans la mise en œuvre d'une politique volontarisme sur le déploiement d'actions favorisant la santé par l'activité physique et sportive, ainsi que le soutien de la Direction RH sont des facteurs de réussite. Le fait que l'activité soit gratuite et sur le lieu de travail sont des facteurs facilitants.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Non-participation des employés qui travaillent lors de la pause méridienne (agents d'office, animateur ALSH, etc.), il s'agit surtout d'une limite à l'action.

Bénéficier d'une salle de pratique, en effet pour l'instant les espaces proposés n'étaient pas toujours adaptés. Une réflexion autour des aménagements d'espaces est à venir, l'occasion sera donc donnée de définir une salle qui satisfera complètement.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Prendre soin de soi en bougeant et faisant attention à son alimentation. « Manger, bouger ! »

Pratiquer un exercice physique et sportives régulièrement (message... connaître son corps, ses possibilités, les précautions à prendre...)

Pratiquer une activité socialisante (celle-ci facilitée par son coût zéro et intégré dans la journée de travail)

Personne à contacter pour plus d'informations :

Maria BANHO, chargée de Mission Projets Transversaux Alimentation et Nutrition

MULHOUSE : Programme de lutte contre la sédentarité en milieu professionnel

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Programme de lutte contre la sédentarité en milieu professionnel

Porteur/pilote principal : Maison Sport Santé

Rôle de la collectivité : REGIE

Services et élus de la collectivité impliqués : SERVICE DES SPORTS ET PROMOTION DE LA SANTE ET DU HANDICAP - ville de Mulhouse

Echelle de territoire concerné : Collectivités ville de Mulhouse et M2A

Population cible : Agents de la collectivité

Période / calendrier : Janvier 2022

Partenaires : Amicale du personnel / Médecine du travail / Services RH

Budget : N-C

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Public Adulte**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

La Maison Sport Santé travaille sur l'offre d'activité physique : sport-santé, bien-être à disposition des agents :

Associations sportives (amicale du personnel communal)

- Salle de sport intégrée, avec coach, matériel et/ou cours Collectifs (Centre sportif Régional Alsace)

- Cours réguliers avec coach (Déploiement sur le territoire)

- Groupes d'AP en pratique libre (Solution numérique)

- Actions évènementielles (actions villes et mouvement sportif)

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

L'inactivité physique

- 37 % des adultes ne suivent pas les recommandations d'activité physique
- Actions pour faire bouger les salariés
- Programmes liés à l'activité sportive

La sédentarité

- 23 % des salariés passent plus de 20h / semaine devant un écran
- Actions limitant le temps passé assis (aménagement de bureaux, breaks...)

L'activité physique professionnelle intense

- 80 % des maladies professionnelles sont des troubles musculosquelettiques (TMS)
- Prévenir/compenser des déséquilibres (TMS, troubles associés)
- Échauffements avant prise de poste, étirements...

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Projets en cours

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Projets en cours

Personne à contacter pour plus d'informations :

Anthony Bourdeaux, Coordonateur Sport Santé & Sports Urbains

C) LE QUARTIER

Carte d'identité de l'action

Rôle de la collectivité : Pilote

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction du Développement Social Urbain

Échelle de territoire concerné : Ville de Bordeaux

Population cible : habitants des quartiers

Période / calendrier : Lancement en 2022

Partenaires : Acteurs de quartier

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

Contexte

Les politiques alimentaires sont souvent menées à l'échelle de la métropole, c'est pourquoi la Ville rencontre des difficultés pour toucher directement les habitants. Dans le cadre de son Projet municipal de résilience alimentaire (fiche-action page 30), la Ville de Bordeaux a mis en place des « conseils alimentaires de quartier » en 2022. Il existe des conseils de quartier qui fonctionnent bien. Ils permettent de créer un lien direct entre les élus de quartier et les habitants, à travers un dialogue entre eux. La Ville de Bordeaux s'est donc appuyée sur ces conseils de quartier pour lancer la dynamique des conseils alimentaires de quartier. Dans un premier temps, un bureau d'études a dressé une cartographie des quartiers pour identifier les ressources du territoire, par quartier (épiceries, Associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP), restaurants, associations présentes, etc.).

Objectifs

- Identifier et recenser les manques, les attentes et les envies des habitants pour anticiper des aménagements pertinents, ce qu'ils souhaitent
- Contractualiser des engagements avec les habitants pour chaque quartier
- Les conseils de quartier sont dans tous les quartiers. Les actions mises en place doivent toucher toute la population

Fonctionnement

Des espaces de convivialité sont créés pour réunir les habitants autour d'un repas ou d'un cocktail dînatoire afin d'aborder les questions de l'alimentation durable et de la résilience alimentaire. L'idée est de réfléchir sur la place de l'alimentation dans les quartiers et de recueillir les avis et idées de chacun dans le but de coconstruire un plan d'actions à mettre en œuvre sur trois ans. Un appel à projets auprès des associations du territoire sera mis en place pour qu'elles s'approprient les actions et les souhaits des habitants. Là, les associations seront amenées à se positionner et à prendre la main sur la réalisation de ces actions

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)**

« Il est complexe de toucher tous les habitants, on n'a pas la solution. Par exemple, cela dépend si les habitants d'un quartier se sont concertés entre eux. En fin de réunion, ils s'inscrivent pour les prochaines réunions. On va chercher les quartiers non représentés via ce questionnaire. En fin de cycle, avec les maires de quartier, on réalise une cartographie des habitants mobilisés, ce qui permet d'identifier les quartiers non représentés ».

Carte d'identité de l'action

Porteur principal : Ville de Bourg-en-Bresse

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction de l'Action Sportive

Échelle de territoire concerné : QPV de la Ville

Population cible : Enfants des classes de CE2, CM1, CM2 et jeunes filles de 6ème, 5ème et 4ème

Période / calendrier : Toute l'année

Partenaires : Associations et clubs sportifs, Éducation Nationale

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

Contexte

Pour réduire les inégalités sociales, la Direction de l'Action Sportive de Bourg-en-Bresse a développé deux dispositifs visant à lever tous les freins (financier, culturel, transport, administratif, etc.) de la pratique du sport en club. Le premier dispositif, la « Liaison école-club », est un dispositif historique de la Ville né d'un constat partagé entre les acteurs de terrain, l'Éducation Nationale et la Ville (éducateur sportif municipal). Le dispositif s'est étendu au Pass'sport fille pour faire face à l'enjeu de la baisse d'activité physique observée chez les filles lors du passage au collège.

Objectifs

- Permettre aux enfants des écoles classées en zone de quartier prioritaire de pratiquer un sport en club dans le but d'intégrer les valeurs de la vie associative, dans un contexte de mixité sociale
- Développer la pratique féminine
- Encourager les associations à accueillir et à intégrer les jeunes du dispositif parmi leurs adhérents

Fonctionnement

Le Dispositif « Liaison école-club » est destiné aux enfants des classes de CE2, CM1, CM2 scolarisés dans les écoles classées en zone quartier prioritaire de la Ville, dont la famille perçoit l'allocation de rentrée scolaire. Les familles bénéficient d'un contact privilégié pour faciliter l'inscription des enfants dans les clubs, notamment grâce à : une aide administrative, une aide financière à hauteur de deux tiers du tarif de la licence sportive, une aide au transport pour les familles qui ne peuvent pas accompagner leurs enfants lors des trajets domicile - club sportif, et un suivi individualisé, notamment avec la mise en place d'un contrat reliant tous les partenaires. Le deuxième dispositif, Pass'sport fille fonctionne sur les mêmes prérogatives pour les filles de 6ème, 5ème et 4ème qui ont bénéficié de la « Liaison école-club » les années précédentes. Le portage financier est assuré par l'agglomération via la politique de la ville, la Ville de Bourg-en-Bresse, mais aussi l'État via une aide à l'emploi qui supporte le poste de l'agent en charge du développement des deux dispositifs et aussi une aide de l'État via la politique de la ville pour l'aide à la prise de licence.

Point de vigilance : Nombre d'associations sportives partenaires insuffisant pour répondre à toutes les demandes (certaines activités physiques et sportives sont sousreprésentées ou en flux tendu)

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

En 2021, 220 jeunes étaient inscrits dans le dispositif « Liaison école-club » avec à peu près 50 % de filles et 50 % de garçons. Le nombre de licenciés dans les clubs de sport augmente et évolue avec le temps. L'apport du dispositif national Pass'Sport a permis d'augmenter de 25 % le nombre de bénéficiaires pour la saison 2021-2022. En 2021, 10 filles de 6ème, 5ème et 4ème bénéficiaient du « Pass'sport fille ». En 2022, le nombre de bénéficiaires augmente. Grâce au dispositif, 100 % des jeunes filles qui ont bénéficié d'une licence en CM2 l'ont reconduite l'année d'après.

« Les deux dispositifs facilitent l'accès à la pratique sportive pour les familles en demande, mais qui ont des ressources limitées »

BREST : Cuisine itinérante : du potager à la cuisine

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Cuisine itinérante : du potager à la cuisine

Porteur/pilote principal : Association Vert le jardin et association aux Goûts du jour

Rôle de la collectivité : soutien via appel à projets « santé vous bien à Brest »

Services et élus de la collectivité impliqués : Promotion de la santé / Projet alimentaire métropolitain

Fragan Valentin-Lemeni Adjoint au maire, chargé de la promotion de la santé

Nathalie Chaline – VP économie des transitions et alimentation durable

Echelle de territoire concerné : Quartiers de Brest

Population cible : population des QPV

Période / calendrier : 2022-2023

Partenaires : Association Vert le jardin et association aux Goûts du jour, Jardins partagés

Budget : 7 000 euros via l'appel à projets

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Un programme d'ateliers cuisine sur l'espace publique « du potager à la cuisine » afin de valoriser la production des jardins partagés : cuisiner, transformer et conserver les légumes et fruits issus des jardins partagés, participer à une dynamique d'autonomie alimentaire et de mise en œuvre d'une réponse à la crise économique et alimentaire actuelle pour les publics défavorisés et savoir cuisiner simplement et à moindre coût les fruits et légumes de saison.

Objectifs :

- Offrir un laboratoire culinaire équipé et adapté aux normes sanitaires à des habitant.e.s désireux de se tester à la cuisine de façon bénévole ou professionnalisante
- Animer l'espace public avec un équipement itinérant
- Sensibiliser à une meilleure alimentation et valoriser la production des jardins partagés
- Partager le goût d'une bonne table
- Véhiculer une image positive, fédératrice et festive de l'alimentation

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Appel à projets « santé vous bien à Brest »

Collaboration d'associations locales

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Action en cours d'élaboration

Personne à contacter pour plus d'informations :

Mathilde Tran Van – chargée de projets PAM

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Ateliers Foyer A Alimentation Positive

Porteur/pilote principal : la maison de l'agriculture biologique du Finistère

Rôle de la collectivité : coordinateur et financeur

Services et élus de la collectivité impliqués : service promotion de la santé – Projet Alimentaire Métropolitain

Echelle de territoire concerné : quartiers prioritaires de la ville de Brest

Population cible : habitants des quartiers

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- La promotion d'une alimentation saine
- La promotion de l'activité physique
- La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

Les objectifs des ateliers

Les Ateliers Foyers A Alimentation Positive (FAAP) visent à accompagner des foyers peu ou pas sensibilisés, vers une alimentation plus saine et plus durable sans augmenter leur budget. Ils sont inspirés des Défis Foyers à Alimentation Positive expérimentés en Région Rhône-Alpes en 2012-2013, aujourd'hui déployés sur d'autres territoires.

Le principe

Des structures de quartier mobilisent chacune une dizaine de foyers motivés pour relever un Défi : Modifier leurs habitudes de consommation alimentaire, sans augmenter leur budget et tout en se faisant plaisir. Ces ateliers sont construits de façon globale et concertée avec les structures de quartiers et selon les questionnements et envies des participants.

Quel intérêt pour les foyers participants ?

- Faire des rencontres et des échanges conviviaux avec les autres participants,
 - Découvrir les lieux d'achats de produits bio sur son territoire,
 - Connaître les trucs et astuces pour consommer des produits bio-locaux tout en maîtrisant son budget,
 - Analyser son budget alimentaire,
 - Tisser des liens entre agriculteurs et consommateurs, découvrir des acteurs associatifs du territoire sur l'environnement, l'alimentation, etc.
 - Participer à une aventure commune et relever le défi.
- Chaque année, 4 à 5 structures de quartiers participent à ce projet.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Le premier Défi finistérien en 2018

Le premier Défi finistérien a eu lieu à Brest entre janvier et octobre 2018 et a été piloté par la Maison de la Bio du Finistère. Le Défi a touché une quarantaine de foyers qui se sont portés volontaires au sein de 4 structures relais : le Centre social de Kerangoff, le Centre social de Kerourien, le Groupe d'Entraide Mutuel « Au petit Grain » et la Mutuelle Familiale associée à l'association Générations Futures.

La poursuite de la démarche en 2019, 2020 et 2021

Suite au Défi mené dans les quartiers de la Ville de Brest en 2018, les partenaires de la Maison de la Bio et les anciens participants ont souhaité poursuivre la démarche engagée. Deux nouvelles structures se sont jointes au projet. Des ateliers ont donc été proposés aux centres sociaux de Kerangoff, Kerourien, Horizons, Pen ar Creac'h et au Groupe d'Entraide Mutuel "Au Petit Grain" sur le dernier trimestre 2019 et le premier trimestre 2020. En 2021, cette démarche est proposée à de nouvelles structures de quartier.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Trouver des financements pérennes. Pendant 3 ans ce projet a pu être financé par l'appel à projet du service promotion de la santé, ce financement a pu être prolongé d'une année grâce au soutien du plan de relance.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

La démarche permet de **se réapproprier son alimentation** par de petites habitudes modifiées progressivement. L'expérience du Défi brestois a montré qu'une **prise de conscience** et une **démarche durable** peut être engagée grâce à cette démarche, amenant les foyers à **favoriser les circuits courts et les produits bio locaux, le fait-maison, l'autoproduction alimentaire** via la mise en place d'un potager personnel ou collectif quand cela est possible, ou encore à mener une **réflexion plus large sur d'autres sujets, tels que la réduction des déchets et du gaspillage alimentaire ou la confection de produits naturels.**

Personne à contacter pour plus d'informations :

Delphine Gouez – service promotion de la santé

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : TONUS : Ton Objectif NUTrition Santé

Porteur/pilote principal : Direction de la santé

Rôle de la collectivité : Pilote du projet

Services et élus de la collectivité impliqués : Santé

Echelle de territoire concerné : Evry-Courcouronnes

Population cible : Habitants QPV principalement

Période / calendrier : Toute l'année – reconduit annuellement

Partenaires : Financier : ARS, Direction des Sports

Budget : en 2020 : budget global de 110 750 € avec une subvention de 11 750€ de l'ARS

Rémunération personnel municipal (éducateurs sportifs, dentiste et assistante dentaire, chargée de prévention, chargée d'animation collective) – 75% du budget total

Prestation de service : diététicienne

Achat de denrées alimentaires et matériels

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Habitants d'Evry-Courcouronnes et plus particulièrement les personnes en situation de précarité vivant notamment en quartier prioritaire, et parmi elles les enfants et parents. + Professionnels du territoire travaillant au contact des enfants de 3 à 12 ans**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Le projet TONUS se réfère aux recommandations publiées en 2019 par Santé Publique France sur l'alimentation, l'activité physique et la sédentarité. Il s'inscrit dans le Projet Régional Santé 2 et dans le Contrat Local de Santé 2018-2022 d'Evry-Courcouronnes dont le diagnostic a souligné que les pathologies liées à des comportements sédentaires et une alimentation non équilibrée, ainsi que les problèmes dentaires constituent une véritable problématique sur la ville, notamment auprès des habitants les plus précaires qui représentent une grande partie de la population.

Les partenaires accueillant les habitants au quotidien (notamment les enfants) évoquent des habitudes nutritionnelles défavorables à la santé même si certains comportements évoluent. C'est la raison pour laquelle ce projet doit se poursuivre.

L'objectif principal du projet TONUS est d'encourager les habitants d'Evry-Courcouronnes à adopter des comportements favorables à une bonne hygiène de vie.

Objectif spécifique 1 et actions

Développer la pratique d'une activité physique régulière pour les enfants qui en sont le plus éloignés

Objectif opérationnel : Organiser des stages sportifs durant les vacances scolaires

Actions : Stages Sportifs adaptés à l'âge des enfants + soirée activité physique partagée « parents enfants »

Objectif spécifique 2 et actions

Renforcer les connaissances et compétences des professionnels en contact avec les habitants en matière d'hygiène de vie

Objectif opérationnel :

Former les professionnels (connaissances théoriques, postures professionnelles, animations collectives)

Action : Formation sur la nutrition

Objectif spécifique 3 et actions

Favoriser l'appropriation par les habitants des repères nutritionnels

Objectifs opérationnels : Mettre en place des temps répétés de sensibilisation sur l'alimentation

Actions : Atelier « cuisiner équilibré à petit budget » ; temps d'échanges et de transmission des repères, ateliers thématiques « lecture des étiquettes nutritionnelles », « Nutri-Score » , Composition d'un petit déjeuner et goûter.

Mise en œuvre du projet :

Elaboration du calendrier d'intervention avec les partenaires accueillant le public cible : associations de proximité, directions de la municipalité (maisons de quartiers – centre sociaux, centre de loisirs, épicerie sociale, etc.)

Les interventions sont menées par :

- Une diététicienne libérale exerçant sur la ville
- Deux agents de la mairie formés sur l'alimentation
- Les éducateurs sportifs municipaux (stages sportifs)

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Co-financement du projet par l'ARS

Installation d'une diététicienne libérale sur la Ville souhaitant mener des actions collectives en partenariat avec la Ville

Ressources humaines interne formées à l'animation de temps collectifs sur l'alimentation à la Ville

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Période de pandémie Covid : arrêt de l'ensemble des ateliers cuisine et plus largement des interventions collectives : à mis un coup d'arrêt au projet, qui affecte encore la planification des interventions (difficulté de se projeter).

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Importance de former les professionnels en contact avec les enfants sur l'alimentation, l'équilibre alimentaire et de quelle manière ils peuvent promouvoir ces messages : élargissement de la portée des messages, création d'environnements favorables à la promotion d'une alimentation saine et équilibrée (modification de la posture des professionnels et de pratiques au sein des structures).

Nécessité constante d'intervenir sur ces sujets, surtout sur une ville où la population se renouvelle régulièrement

Interventions menées auprès des habitants en situation de précarité (quartiers QPV) en s'appuyant des structures implantées dans ces quartiers (centres sociaux / maisons de quartier ; associations) : permet de réduire les inégalités sociales et territoriales de santé

Personne à contacter pour plus d'informations :

Cécile Santo, responsable du pôle Prévention Promotion de la Santé / Coordo ASV

MULHOUSE : RAPAQ (Réseaux d'Activités Physiques Adaptées de Quartier)

Fiche -action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : RAPAQ (Réseaux d'Activités Physiques Adaptées de Quartier)

Porteur/pilote principal : Ville de Mulhouse – Service Santé, Seniors et Handicap

Rôle de la collectivité :

-Développer des séances d'information et d'initiation à la pratique d'une activité-physique, dans le but de pérenniser ensuite la pratique.

Services et élus de la collectivité impliqués : Service Santé / Service des Sports, Elu en charge de la santé, élu en charge du sport-santé et élu en charge des sports.

Echelle de territoire concerné : Municipal (dans les QPV)

Population cible : Habitants des QPV

Période / calendrier : Annuel

Partenaires : CSC et structures sociales

Budget : /

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

1. Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Dispositif proposant des séances d'initiation à la pratique d'une activité physique, au sein des QPV de la ville, en étroite collaboration avec les CSC.

Promotion de l'activité physique au plus proche des habitants et passerelle vers le dispositif Mulhouse Sport Santé afin d'inscrire la pratique plus durable.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

- Séances d'initiation proposées à proximité avec le lieu d'habitation
- Souhait de pratiquer une activité physique remontée par des acteurs locaux (CSC)
- Partenariat étroit avec les CSC

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

- Contexte sanitaire
- Pass sanitaire ne permettant pas l'inclusion de certaines personnes
- Changement d'éducateur sportif en charge des RAPAQ

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Permet d'inclure dans une pratique régulière d'une AP des personnes initialement éloignées.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Arthur VOISIN
Chargé de mission Santé

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Les Minis Olympiades

Porteur/pilote principal : D3S – Contrat de ville

Rôle de la collectivité : Pilote et co finance

Services et élus de la collectivité impliqués : D3S, Unité Contrat de ville et parentalité

Echelle de territoire concerné : Communale et plus particulièrement QPV

Population cible : Enfants Primaire du dispositif CLAS Contrat local à la scolarité

Période / calendrier : Année scolaire 21/22

Partenaires : Contrat de ville QPV + Impact 2024

Budget : 5.000 euros

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **Enfants**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

2. Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Dans le cadre du projet Impact 2024, le service des sports et la Direction Solidarités, santé, social ont organisé des mini Olympiades le 20 juin 2022 au sein du Stade Claude Papi.

Tout au long de l'année scolaire (du 5 Novembre 2021 au 20 Juin 2022) les enfants (42 enfants) du CLAS (Accompagnement à la scolarité du CP au CM2)) ont pu bénéficier d'ateliers sportif encadrés par un éducateurs BPJEPS soit 34 séances.

Pour cette 1ere phase les objectifs étaient de :

- Continuer le travail de sensibilisation à la pratique d'une activité sportive (mené dans le cadre du CDV depuis 2021)
- Travailler sur les disciplines sportives et autres jeux sportifs (Rugby pendant les vacances scolaires, apprentissage de la natation, paddle ...)

Ces activités ludiques et sportives ont permis de tisser des liens, de développer l'entraide et la solidarité entre enfants, la cohésion d'équipe, moment plein d'émotions partagé ensemble.

Nous souhaitons clôturer l'année par la mise en place de mini olympiades au sein du stade CLAUDE PAPI qui est un lieu symbolique sur la commune.

Le service des sports s'est chargé de l'organisation et l'encadrement des ateliers sportifs (cf ateliers proposés en pièces jointes)

La direction solidarités, santé, social, dans le cadre du contrat de ville, était en charge du pilotage de l'action et l'organisation générale des Olympiades :

- Animations et ateliers sur l'année en partenariat avec certaines asso
- Information aux familles
- Organisation des séances et des olympiades
- accompagnement des enfants, coordination des animateurs en charge de leur équipe ...

Sur 42 enfants inscrits au sein des groupes Clas, 35 ont participé aux Olympiades et environ 20 parents étaient présents pour encourager les enfants.

A la fin des olympiades, le report des scores obtenus a permis d'établir un classement par équipe à l'issue, un diplôme a été remis à chaque enfant ainsi que médaille en fonction du positionnement de son équipe.

Ces jeux se sont clôturés par un goûter partagé enfants, parents, élus et professionnels .

Moyens humains

- 1 coordinatrice CLAS (service 3 S) 0.10 ETP entre Novembre et Juin
- 1 intervenant par équipe (intervenant en charge des séances Clas) soit 6 intervenants
- 35 enfants : 3 équipes niveau CP au CE2
- 3 équipes niveau CM1/CM2 :
- 1 éducateur sportif BPJEPS - pour l'échauffement des enfants avant les jeux
- Equipe 3 S : 3 personnes
- Responsable 3S et Responsable service sport (Mme Charchali et Mme Molino)
- 2 éducateurs sportifs pour encadrer les jeux (service sport)
- Mr Le Maire ainsi que l'élue référent Santé / social, élue au service des sports, la conseillère municipale en charge des dispositifs d'accompagnement scolaire, de l'éducation.
- Le service communication de la mairie

Les équipes ont donc été réparties selon deux niveaux pour s'affronter durant les jeux.

Chaque équipe portait un nom choisi par les enfants et l'animateur.

Organisation et déroulement des jeux

Accueil des enfants et parents au stade

Rassemblement des enfants et animateurs pour un point sur le déroulement des Olympiades

Echauffement sportif avant les jeux avec un prestataire

1- Explication et échanges avec les deux éducateurs sportifs et l'ensemble des enfants et animateurs référents sur les consignes ateliers

2- Répartition des équipes sur les différents ateliers (enfants + intervenant) et remise des dossards et grille de comptage des scores

Les intervenants sont en charge du bon déroulé des jeux ainsi que du comptage des points obtenus sur l'ensemble des ateliers.

3- Début des jeux

On notera une grande satisfaction et beaucoup de plaisir pour les jeunes à concourir lors de ces olympiades, se donner des challenges.

Perspectives développement 2022/2023

Nous envisageons de réitérer ces jeux l'an prochain en élaborant un projet annuel et aborder les jeux lors des séances de Clas (histoire des JO, recherches, questionnements ...) sous forme d'exposés qui seront valorisés lors des olympiades (affichages, expo, podcast ...)

- Si le service des sports est disponible sur la prochaine année scolaire :

Organisation de rencontres – échanges sportif : 1 séance / mois par collectif

- Si le service des sports non disponible

Séance sportive encadrée par des associations et 1 Educateur sportif

Ce projet mènerait à l'organisation d'olympiades structurées, organisées annuellement avec la participation active des enfants et intervenants dans la mise en place du projet et son organisation et notamment une plus forte implication des parents.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

La sensibilisation des enfants tout au long de l'année et des cours de CLAS

Engagement de tous les intervenants

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

La fin de l'année scolaire : moins d'enfants

La chaleur

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Engagement des enfants

Engagement des intervenants

Evaluation : présence de tous les enfants

Personne à contacter pour plus d'informations :

Charchali Celine

IV. Promouvoir l'activité physique et une alimentation saine à des fins thérapeutiques

Allier soin et prévention

Intégrer la nutrition ou la pratique d'Activités Physiques Adaptées dans l'offre de soin municipale :
prescription d'activité physique à des fins thérapeutiques, ETP, etc.

Lieux ressources : Maisons Sport-Santé...

Agir sur la santé mentale par la nutrition

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Centre de ressources Sport-Santé

Porteur/pilote principal : direction Santé Publique – Ville d'Angers

Rôle de la collectivité : portage du dispositif : moyens logistiques et humains, coordination, mise en œuvre de partenariats et développement de projets

Services et élus de la collectivité impliqués : direction Santé Publique (élus : Richard YVON et Simon GIGAN), direction des Sports et Loisirs (élu : Charles DIERS)

Echelle de territoire concerné : Ville

Population cible :

- Tout public pour le volet informations / conseils.
- Public atteint d'Affections de longue durée et de pathologies chroniques pour le dispositif de prescription médicale du sport.

Période / calendrier : permanent

Partenaires :

- CHU d'Angers pour le volet expertise médicale (mise à disposition de médecins du sport).
- CPAM et ARS pour le volet communication auprès des professionnels de santé.

Budget : 111 000€ annuels

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Le Centre de Ressources Sport-Santé – Maison Sport-Santé

Labellisé *Maison Sport Santé* en janvier 2020, le Centre de Ressources Sport-Santé (CRSS) a ouvert ses portes le 3 décembre 2019. Une convention de partenariat signée fin 2017 avec le CHU a permis le recrutement d'un assistant spécialiste du sport.

Objectifs et missions du CRSS :

- Coordonner un dispositif local de la prescription médicale d'activités physiques et sportives.

Le CRSS se positionne comme ressource et appui à la prescription médicale du sport définie par le Décret n° 2016-1990 du 30 décembre 2016 dit « décret sport sur ordonnance ».

À ce titre, il est :

Ressource pour l'évaluation du patient : sur orientation du médecin traitant, le médecin du CRSS évalue la condition physique et les éventuelles limitations fonctionnelles du patient. L'enseignant APAS (Activité Physique Adaptée à la Santé) évalue l'appétence et les capacités. L'enseignant et le médecin procèdent ensemble à l'entretien motivationnel du patient. À la fin du bilan, le médecin prescrit de l'activité physique et sportive avec l'orientation vers l'activité la plus adaptée.

Ressource pour l'orientation du patient : Le CRSS recense l'ensemble des pratiques possibles et des structures adaptées du territoire d'Angers Loire Métropole. Il en connaît les conditions d'accès, notamment financières. Il renseigne les patients sur les différentes aides. Il met à disposition sa connaissance du réseau au service de tout prescripteur.

- Développer une politique sport santé sur le territoire :

Le CRSS contribue, par de l'information, de la communication et l'organisation d'évènements, à promouvoir la pratique d'une activité physique en faveur de la santé. Il contribue à l'innovation pour le développement des pratiques adaptées à tous quelles que soient les limites psychologiques ou fonctionnelles des patients.

Le Centre de Ressources Sport-Santé est un service public permettant à tous les angevins l'accès à l'activité physique et sportive adaptée à leur santé.

Ce dispositif s'adresse aux patients résidant sur Angers, atteint d'une affection de longue durée ou d'une pathologie chronique

L'équipe se compose des professionnels suivants : coordinateur, agent administratif, médecin du sport, Enseignants APA stagiaires en Master 1 et Master 2

Le fonctionnement :

- Évaluation médicale avec le médecin du sport
- Évaluation de la condition physique auprès de l'APA
- Entretien motivationnel
- Prescription médicale d'activité physique
- Renseignement et orientation vers une structure sport santé
- Remise d'un carnet de suivi permettant le lien entre le médecin traitant, la structure sport santé et le Centre de Ressources Sport-Santé
- Bilans réguliers sur 24 mois

La maison sport-santé est aussi un lieu d'information pour tous, sur la pratique d'une activité physique, ses bienfaits, comment pratiquer, où pratiquer...

Horaires : Mardi de 14h à 18h

Mercredi et Jeudi 9h à 12h30 et 14h à 18h

Au 31 décembre 2021 : près de 180 patients reçus depuis l'ouverture et près de 80 médecins généralistes prescripteurs d'un rendez-vous au CRSS.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Une dynamique locale engagée de longue date par la direction Santé Publique, la direction de l'Enfance, la direction des Sports et Loisirs, le CHU et les services d'aménagement du territoire.

Un partenariat déjà existant avec le CHU.

Une dynamique régionale portée par l'ARS et la DRJSCS depuis 2010.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

L'absence de crédits pour pérenniser un poste d'enseignant en Activité Physique Adaptée à temps plein sur le Centre. Cette absence nuit au développement de projets de prévention primaire.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Les patients accueillis dans le dispositif de prescription médicale de l'activité physique dépendent principalement de quotients familiaux assez faibles. Les personnes avec des ressources suffisantes s'adressent directement aux clubs ou structures privées.

Le dispositif est satisfaisant dans la détermination d'activités adaptées au patient (à ses besoins, à ses ressources, à ses envies...). Une première évaluation à 1 an montre une assiduité des patients à l'activité prescrite.

Le Centre propose des ateliers passerelles aux patients les plus fragiles et les plus éloignés de la pratique d'activité physique. L'objectif est de les ré-assurer sur leurs capacités et de renforcer leur plaisir et leur motivation à la pratique. Ces ateliers sont proposés à des groupes de 3 à 5 patients pendant 6 semaines. On constate une véritable émulation par le lien social que ces ateliers facilitent entre patients. Certains poursuivent l'activité en autonomie avec les autres membres du groupe, de leur propre initiative au-delà de la dernière séance d'activité encadrée par l'enseignant APA du CRSS.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Gérard Boussin

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Liv lab Sport Santé / développement de l'outil Fitness VR

Porteur/pilote principal : direction de la Santé Publique

Rôle de la collectivité :

- Soutien logistique au Liv lab (mise à disposition de locaux) et développement partenarial
- Financement de la VI de la solution Fitness VR

Services et élus de la collectivité impliqués :

Échelle de territoire concerné : Ville

Population cible : chercheurs, développeurs (pour le liv lab) et professionnels chargés de l'accompagnement de public atteint de pathologies pour Fitness VR

Période / calendrier : en cours

Partenaires : VYV – Goove – VR Connection

Budget : pour la solution Fitness VR : 98500€

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Présentation du Liv-Lab Sport Santé

Notre volonté est de développer l'accès des publics :

- A l'outil créé (Fitness VR)
- Plus globalement à un espace d'innovation et de recherche sur des nouvelles formes de facilitation de l'activité physique au bénéfice de la santé et de soutien à l'autonomie par la mobilité.

Une convention vise ainsi à poser le cadre de l'usage de l'espace Liv Lab par les partenaires :

- Goove en tant qu'hébergeur du Liv lab et développeur de ses propres projets et partenariats de recherche dans l'espace.
- VR Connection en tant que filière française et pour son expertise sur tout usage de technologie immersive
- VYV pour le lien avec ses établissements et pour le soutien au développement des outils
- La Ville pour les partenariats de recherche qu'elle peut développer avec le CHU, l'Université et tout autre partenaire public ou privé.

Objectifs :

Offrir un espace d'expérimentation de pratiques innovantes en matière d'activité physique

Permettre à des publics éloignés de la pratique d'activité physique d'avoir accès à des solutions ludiques et attractives

Permettre le développement de techniques adaptées à la santé

Développer un outil local d'activité physique en réalité virtuelle adaptable aux besoins des bénéficiaires : Fitness VR

Méthode pour développer l'outil Fitness VR :

- réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêt porté par le ministère des Sports et le Centre National de Développement du Sport (CNDS) sur le thème : « Liv-labs sport » avec pour volonté de développer « de nouveaux lieux de pratique sportive associées à de nouvelles méthodes d'encadrement, les « liv-labs sport », intégrant les dernières évolutions technologiques et numériques » :

Rappel des objectifs de l'AMI :

- *fournir dans les territoires carencés, des espaces à vocation sportive à moindre coût de création et à forte valeur ajoutée en matière d'accompagnement, suivi et innovations de pratiques*
- *apporter une réponse aux besoins des non pratiquants : faciliter la rencontre avec notamment les populations les plus éloignées de la pratique sportive et les personnes qui ont besoin de pratiquer (prévention ou curatif).*

La réponse portée par la Ville d'Angers avec ses partenaires VYV, GOOVE et VR Connection a été lauréate de l'AMI (avec 5 autres collectivités) à hauteur du budget sollicité soit 98500€.

Objectif : Création d'un outil de réalité virtuelle : Fitness VR

Public prioritaire : personnes atteintes de pathologies chroniques dont ALD, personnes en situation de handicap et personnes en perte d'autonomie.

Public secondaire : jeunes ; adultes et familles ; âgés (maintien de l'autonomie)

Encadrement par des Enseignants en activité physique adaptée à la santé (APAS) pour les publics prioritaires, par des éducateurs sportifs pour les publics secondaires et par des professionnels médicaux.

Contributions :

Ville d'Angers : portage de la réponse à l'AMI, test et évaluation de Fitness VR v1 auprès de publics cibles (enfants et adultes avec obésité, personnes âgées, personnes avec pathologies chroniques, personnes en situation de handicap)

Goove a créé les gestes d'activité physique et les consignes, VR Connection les a modélisés en réalité virtuelle et a créé l'univers.

- Concrètement aujourd'hui le produit est livré (2020) et existe en 2 formats :

Un format « fixe » (qui se situe dans les locaux du liv lab)

Un format « portable » déclinée dans une version plus légère pour des Oculus

2021 a permis de mettre en œuvre la phase de test auprès des publics cibles et de livrer les résultats et les axes d'améliorations à apporter. L'étude a aussi permis de déterminer l'intérêt de penser l'outil à destination des professionnels de l'activité physique adaptée pour leur usage auprès de patients.

2022 doit permettre de développer une V2 plus adaptée et de concrétiser une phase de déploiement plus large auprès d'établissements médicaux sociaux pour un test élargi avant d'envisager les modalités de déploiement commercial.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Un partenariat public / groupe mutualiste

Un appel à manifestation d'intérêt

L'implication d'acteurs privés experts

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Un appel à projet (qui se fait attendre) doit permettre la concrétisation des études portées dans le cadre de l'AMI

Recherche de fonds pour permettre le développement d'une V2 de Fitness VR.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Intérêts de l'outil selon les conclusions de l'étude réalisées en 2021 auprès de profils utilisateurs variés :

Montrer que bouger n'est pas synonyme de contrainte et d'absence de plaisir

L'outil en VR est une passerelle vers l'activité physique en « réel »

L'outil est utile pour inciter les plus jeunes

Les impacts psychologiques sont plus présents que l'impact physiologique

La prise de confiance favorisée par l'absence de gêne de proprioception, absence regard de l'autre, réussite scorée, entrain et challenge apportés par le jeu, moins fastidieux que séances classiques

Des mouvements simples

À Améliorer :

Bénéfices sociaux Peu présents : jeu isolé, solitaire, avec musique et visuel obstrué : coupe de l'environnement = envisager des séances collectives.

Modalités de paramétrages individualisés

Niveaux de pratiques évolutifs à développer

Proposer une plus grande diversité de mouvements (10 dans cette version)

Proposer des programmes pré-définis

Avis selon les profils d'utilisateurs :

Très intéressés : Enfants et adolescents, Adultes déjà familiarisés avec VR, Adultes en difficulté avec le regard de l'autre

Intéressés sans volonté d'usage permanent : Adultes qui recherchent des activités sportives de groupe pour rencontrer du monde, Adultes en difficultés avec le fait de ne pas percevoir leur corps, Adultes peu intéressés par les écrans

Peu intéressés : Personnes plus âgées, Personnes pour lesquelles le jeu n'est pas adapté (personnes assises, paramétrage trop long et difficile...)

Les encadrants des groupes test et enseignants APAS sont intéressés pour poursuivre l'usage car l'outil apporte une réponse complémentaire aux pratiques existantes.

Pour cela des améliorations sont nécessaires, l'étude les a mises en exergues et l'objectif est de les apporter à l'outil.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Gérard Boussin

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Sport-Santé Aubagne : prévention primaire et secondaire de l'obésité
Porteur/pilote principal : Centre Provençal de Médecine du Sport, Dr Marble, Médecin du sport de l'Hôpital public d'Aubagne.
Rôle de la collectivité : Partenaire
Services et élus de la collectivité impliqués : Service des Sports et élue à la Santé
Echelle de territoire concerné : Intercommunalité
Population cible : Collégiens, adultes sédentaires
Période / calendrier : annuel
Partenaires : Education nationale, mairie, hôpital public
Budget : Environ 100 000 €/an

Catégorie de l'action

Cette action vise :
(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :
(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **collégiens et adultes sédentaires**)
- Un ou plusieurs QPV => Quartier prioritaire : Charrel d'Aubagne
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Prescriptions d'activités physiques adaptées.

Promotion de l'alimentation saine (ex : ETP à l'hôpital avec Diététicienne)

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

- Commune
- Hôpital public avec des ETP
- Plateforme Sport-Santé

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

- La crise COVID-19 a retardé la mise en pratique
- Partenaires financiers

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

- Pouvoir d'agir contre les inégalités (sport/santé)
- Prévention

Personne à contacter pour plus d'informations :

Magali Roux, Conseillère municipale déléguée à la Santé

Carte d'identité de l'action

Porteur principal : Institut Pasteur de Lille

Rôle de la collectivité : Copilotage et coconstruction du programme par le service Santé de la Ville Services et élus de la collectivité impliqués : Service Santé, Conseil Local de Santé Mentale (CLSM)

Population cible : Habitants des QPV

Partenaires : Centres sociaux, associations de quartier, Maisons de quartier, etc

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

Contexte

Depuis 2017, l'Institut Pasteur de Lille, initialement contacté par le service Santé de la Ville de Lille pour mettre en place des actions dans les QPV, porte et déploie un programme de lutte contre les souffrances psychiques par la nutrition. Ce programme vise plus précisément à améliorer le bien-être des habitants en QPV par le biais d'Activités Physiques Adaptées, de l'Alimentation durable et des outils de détente et de relaxation. Ce programme peut se développer via les CLS et/ou les ASV, pour une action ciblée dans les QPV.

Objectifs

Ce programme a quatre ambitions :

- Lutter contre le manque de confiance en soi, la mauvaise estime de soi, la gestion du stress quotidien, etc.
- Améliorer la santé physique (condition physique, capacités physiques, etc.)
- Améliorer le bien-être social (activités en groupe, ateliers autour de l'alimentation, etc.)
- Faciliter l'accès aux soins via une méthode ludique et éducative (Parcours Educatif en santé globale)

Mise en œuvre Le programme créé par l'Institut Pasteur de Lille place la personne au centre du projet. Il s'agit d'un projet individualisé dans un collectif. En effet, après la réalisation de consultations médico-sportives individuelles avec les habitants ciblés par les professionnels des structures partenaires de l'action, un programme éducatif collectif est mis en place (cycle de 8 à 10 séances d'activités physiques adaptées, de séances sur l'alimentation et le bien-être : relaxation, respiration, technique de sophrologie, etc.). Un suivi à trois mois des participants est réalisé en individuel ou en collectif. L'évaluation du programme se concentre sur l'évolution du bien-être physique, mental, social et la qualité du sommeil.

Techniques et outils utilisés

Ce programme regroupe différentes techniques d'interventions telles que les entretiens motivationnels et une évaluation du niveau de stress perçu et du niveau de bien-être. Pour faciliter les échanges et les suivis, l'Institut Pasteur de Lille a élaboré un guide « EnVie de bien-être ». Les séances d'activités physiques sont réalisées en intérieur et extérieur i possible pour favoriser l'appropriation des espaces et du mobilier urbain. Toutes les activités autour de l'alimentation suivent une logique de dédramatisation pour une meilleure adaptation des repères de consommation, en fonction des

budgets de chacun (manger en pleine conscience, nutriments d'intérêt dans la gestion du stress/du sommeil, astuces pour diminuer la charge mentale, etc.).

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Depuis 2017, dans les Hauts-de-France, l'Institut Pasteur de Lille a essaimé ce programme dans 13 Villes pour 43 quartiers. 120 professionnels et plus de 50 structures partenaires se sont mobilisés (Centres Sociaux, Villes, CCAS, associations de quartier, Maisons de quartier, foyers d'hébergement, etc.) auprès de plus de 600 habitants bénéficiaires

MARSEILLE : Cycles d'Activités Physiques Adaptées (APA) pour patients malades chroniques

Fiche-action rédigée en janvier 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Cycles d'Activités Physiques Adaptées (APA) pour patients malades chroniques

Porteur/pilote principal : Santé Croisé

Rôle de la collectivité : Accompagnement technique et choix des lieux d'intervention

Services et élus de la collectivité impliqués :

Echelle de territoire concerné : Marseille et plus particulièrement les sites en QPV

Population cible : Les malades chroniques ou les publics très sédentaires

Période / calendrier : Annuelle

Partenaires : AP-HM, toutes les associations développant du sport santé sur Marseille, les centres sociaux, les médecins généralistes, Maisons Sport Santé de Marseille.

Budget :

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Ce projet se fait en deux étapes en amont des sessions d'activités physiques puis les sessions par elles-mêmes.

En amont : Campagne de promotion au travers d'actions : pour le Grand Public et pour les Professionnels ; Coordination avec les institutionnels et partenaires du sport santé et repérage des besoins des territoires ainsi qu'avec les professionnels qui orientent les patients ; Mobilisation des professionnels sociaux, sanitaires et médico sociaux. Coordination avec les structures d'accueil des séances de proximité. Sensibilisation des équipes et des publics.

Pour les sessions d'activités physiques : Le bilan individuel initial de 30 mn permet d'informer, d'évaluer et d'orienter le patient dans une démarche éducative et en articulation avec les acteurs sportifs, sanitaires et médico sociaux. 9 lieux fixes hebdomadaires sur Marseille intra-muros 2 cycles volants de 11 séances à développer en fonction des besoins du territoire en concertation avec les acteurs locaux, pouvant se réaliser sur le même site. Soit 66 séances. Soit 460 séances/ an au total. Enfin, bilan de synthèse auprès du patient à l'issue du programme APA, séance d'évaluation finale des acquis de chaque patient pour la poursuite d'une activité physique régulière. Mise en place d'un courrier de liaison à destination du médecin prescripteur en fin de cycle. En parallèle, une diététicienne mets en place des groupe de sessions de sensibilisation à l'équilibre alimentaire.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Son partenariat, sa connaissance très fine du terrain et son mission de PTA sur Marseille lui permet de toucher le maximum de médecins généralistes ou spécialistes.

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Le manque d'associations qui prennent la relève après la mise à niveau.

Un grand travail de coordination doit se faire auprès du patient en QPV.

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.)**

Le travail dans les QPV engendre un gros travail de coordination et de mobilisation pour ces patients, mais cela permet de remettre certains patients dans un parcours de santé inexistant depuis quelques années, de toucher des personnes isolées.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Nathalie PELLAT, Cheffe de projet, Santé publique

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Mulhouse Sport Santé

Porteur/pilote principal : Ville de Mulhouse – Service Santé, Seniors et Handicap

Rôle de la collectivité : Mettre en œuvre la pratique d'activité physique adaptée sur ordonnance.

Services et élus de la collectivité impliqués : Service Santé / Service des Sports, Elu en charge de la santé et élu en charge du sport-santé

Echelle de territoire concerné : Territoire municipal

Population cible : habitant mulhousien en ALD ou sédentaire.

Période / calendrier : Annuel

Partenaires : ARS, Réseau Santé Sud Alsac, Associations locales (notamment celles labellisées qui proposent des créneaux de sport-santé), CSC de la ville et structures sociales

Budget : environ 150 000 € (RAPAQ compris)

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Elle cible l'ensemble de la population, avec un accent mis sur les habitants des QPV (mobilisation accrue à l'aide du dispositif RAPAQ (Réseaux d'Activités Physiques Adaptées de Quartier)).

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Depuis 2018, la ville de Mulhouse a mis en place un dispositif de sport sur ordonnance permettant à des mulhousiens (en ALD, obésité ou sédentaires) de pouvoir pratiquer gratuitement durant 1 an une activité physique adaptée.

Objectifs :

- Maintenir et améliorer la santé des mulhousiens par la pratique régulière d'activité(s) physique(s) adaptée(s)
- Réduire les inégalités sociales et territoriales de santé

Déroulé de l'action :

A partir d'un bilan initial réalisé par un enseignant APA, le bénéficiaire est orienté vers 1 parcours parmi 3 possibles, en fonction de leurs capacités, besoins et envies (format Prescri'mouv).

Parcours 1 : Orientation vers une structure de droit commun et suivi téléphonique.

Parcours 2 : Orientation vers une structure labellisée avec un éducateur sportif formé pour encadrer des séances adaptées, associé à un suivi téléphonique.

Parcours 3 : Orientation vers un cycle de 8 séances d'APA avec un suivi, avant de pouvoir être orienté vers un parcours 2.

Mobilisation du public :

Par les acteurs du territoire (médecins, CSC, ...), les actions de communication, les séances et réunions dans le cadre des RAPAQ.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

- Offre variée d'activités proposées dans le cadre du P2.
- Action des RAPAQ
- Actions de communication sur le dispositif
- Lien avec le RSSA ainsi que les autres structures de santé du territoire
- Gratuité pour la première année (bénéficiaires)

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

- Contexte sanitaire
- Pass sanitaire ne permettant pas l'inclusion de certaines personnes
- Changement d'équipe de coordination du sport-santé
- Durée du parcours 3 pouvant être insuffisante pour certains bénéficiaires
- Transition entre le parcours 2 et 3 qui entraînait des abandons pour certains
- Dépendance des structures labellisées aux éducateurs ayant une formation « sport-santé » (Parcours 2). Lorsque celui-ci arrête un ou plusieurs créneaux du dispositif prennent fin. Cela nécessite de mobiliser d'autres acteurs du territoire (devant parfois se former, ce qui induit un délai de battement).

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

- 11 structures labellisées en 2021, pour 21 créneaux (Parcours 2)
- 214 bénéficiaires sur l'année 2021 (principalement inclus en raison d'un diabète, d'une obésité ou d'une sédentarité).
- Permet à des personnes de s'inscrire dans une pratique d'une activité physique régulière.

-La pérennisation de la pratique au-delà de l'année d'accompagnement dans le dispositif reste limitée. Nous travaillons donc sur des pistes pour pallier à ce point, notamment à travers une offre de loisirs axée sport-santé bien-être.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Arthur VOISIN
Chargé de mission Santé

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Dispositif sport santé sur ordonnance

Porteur/pilote principal : Institut de Promotion de la Santé (service santé de l'intercommunalité)

Rôle de la collectivité : Communication, Sensibilisation, confection de partenariats, mise en œuvre opérationnelle du dispositif, ingénierie (suivi des inscriptions)

Services et élus de la collectivité impliqués : Elu en charge de la Politique de la ville, de la santé et de la Solidarité à l'échelle de l'intercommunalité, élus et techniques des communes

Echelle de territoire concerné : l'ensemble du territoire (12 communes)

Population cible : personnes ayant une Affection de Longue Durée référencée et aux personnes vivant avec :

- un surpoids ou une obésité
- de l'hypertension artérielle
- et aux personnes de plus de 60 ans en prévention de la perte d'autonomie

Période / calendrier : Toute l'année

Partenaires :

- Pour l'orientation des personnes concernées : Le Centre de santé municipal de Trappes, Le centre IPC (examens périodiques de santé), La CPAM, Les communes, Le réseau de partenaires de l'IPS (professionnels des champs sociaux, médico sociaux et sanitaires).
- Pour les prescriptions médicales à l'APA : les Maisons de Santé Pluridisciplinaires (MSP) de Guyancourt et de Trappes, les cabinets médicaux, L'Hôpital Privé de l'Ouest Parisien (HPOP), Le Centre hospitalier de la MGEN, Le Centre hospitalier de Plaisir.
- Pour la mise à disposition des équipements sportifs et piscines : les communes de Saint-Quentin-en-Yvelines
- Pour l'encadrement des programmes d'APA : Des éducateurs APA du CDOS 78, Des éducateurs APA de l'UFOLEP 78, Des éducateurs APA indépendants formés dans le cadre de Prescriforme (sso en IDF)
- Pour l'accompagnement des personnes vers une pratique autonome de l'activité physique : Des fédérations ou associations sportives du territoire sensibilisées à l'APA (Activité Physique Adaptée) et au sport santé

Budget : 80 000 €

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle :)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

Le contexte de la mise en place du dispositif sport santé sur ordonnance est le diagnostic santé élaboré et mis à jour régulièrement par l'IPS.

L'IPS a mis en place un tableau de bord santé actualisé régulièrement. Ce tableau de bord fait état de plusieurs catégories d'informations dont :

- Des données sociodémographiques (effectifs-structure de la population, espérance de vie-mortalité, contexte-protection sociale, couverture santé)
- Des données sur l'état de santé de la population (ALD, troubles psychiques, dépistage, vaccination)
- Des données santé-environnement (qualité de l'air, bruit, prévalence de l'asthme) Cela a permis de prioriser les problématiques : il est à noter un vieillissement de la population avec une hausse des problématiques de maladies chroniques :
 - la prévalence des ALD y est plus élevée que dans les Yvelines,
 - la prévalence et la mortalité liées aux maladies cardio-vasculaires, notamment diabète et hypertension, plus élevées que dans les Yvelines.

Ces constats ont été confirmés qualitativement lors des échanges avec les référents santé (élus et techniques) des 12 communes.

Maintien de l'offre de programmes APA existante et déploiement de nouveaux programmes d'APA dans une démarche de promotion de la santé, du maintien du capital santé et d'accompagnement des publics seniors avec ou sans pathologie chronique vers une activité physique adaptée, de maintien de l'équilibre et de préservation de l'autonomie accompagnés d'actions en faveur d'un retour ou d'un maintien de l'équilibre alimentaire.

Déploiement de 15 programmes d'Activités Physiques Adaptées (APA) à la santé à destination des personnes sur le territoire de Saint-Quentin-en-Yvelines, avec ou sans ALD, encadrées par des éducateurs sportifs APA, indépendants, du CDOS ou de l'UFOLEP.

Il s'agit de proposer des programmes collectifs d'activité physique adaptée à l'état de santé et aux limitations des participants, par cycles de 3 mois reconductibles. Les programmes sont proposés à raison d'une séance d'APA hebdomadaire d'1h30. Ils ont lieu dans des équipements sportifs ou salles mis à disposition par SQY (pour l'APA en milieu aquatique) ou par les communes, pour des groupes de 8 à 16 personnes.

Le nombre de participants par créneau est calculé en fonction de la superficie des salles mises à disposition par les communes de manière à respecter la distanciation physique entre les participants.

De plus, l'IPS a investi dans des masques en tissu lavables et réutilisables et dans 150 tapis de sol individuels pour éviter le partage des équipements par plusieurs personnes.

L'IPS s'appuie sur l'expertise du Comité Départemental Olympique et Sportif des Yvelines (CDOS78) ainsi que de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Éducation Physique des Yvelines (UFOLEP78) pour la mise en œuvre des séances d'activité physique adaptée.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Le partenariat avec les communes qui ont mis à disposition du dispositif des équipements et du matériel adaptés (salles ou piscines) à la pratique de l'activité physique.

La présence et le lien privilégié avec les Maisons de santé Pluriprofessionnelles du territoire pour la prescription médicale et l'orientation des publics

Le soutien financier de l'ARS et de la Conférence des financeurs

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

La sensibilisation des professionnels de santé et des acteurs de terrain prend beaucoup de temps (res rendez-vous de promotion et de présentation du dispositif nombreux). Cependant, ce sont des acteurs essentiels pour le repérage et l'orientation des publics et diffuser les messages de prévention.

La crise sanitaire et les périodes de confinements totale ou partielle ont mis en pause le dispositif qui a eu quelque peine à reprendre à la normale. L'IPS de suspendre la mise en œuvre des programmes d'Activité Physique Adaptée dans les communes et à la piscine intercommunale entre le 15 mars et le 30 juin 2020.

Pour autant, pendant cette période et pour favoriser le maintien à domicile de la pratique d'activité physique des personnes inscrites dans le dispositif, l'IPS a diffusé l'accès à des liens vers des programmes conçus spécifiquement par nos partenaires pour inciter les participants à maintenir l'activité physique à domicile (séances de 30 minutes d'activité physique adaptée tous les jours accessibles via Internet).

En complément, l'IPS a proposé et financé un suivi diététique pour les personnes inscrites dans les programmes APA qui le souhaitent sous forme de bilans diététiques en visio ou par téléphone.

Ils ont été mis en place par un éducateur sportif APA ayant un DU Nutrition et Activité Physique, afin de :

- diminuer les effets délétères du confinement
- garder le contact avec les participants des programmes APA
- rompre leur isolement

Les personnes intéressées ont eu accès à un entretien téléphonique individuel de 45 minutes sur la base d'un questionnaire préalablement transmis et complété.

Lors de l'entretien, des conseils ainsi que des objectifs d'hygiène de vie (sur l'alimentation, le sommeil ou le maintien de l'activité physique avec les objets domestiques - comme chaise, balai...- ont été transmis.

- Le bilan de l'entretien a été transmis à chaque personne participante avec un suivi proposé à plusieurs semaines.

La crise sanitaire a perturbé la dynamique et le dispositif a eu peine à redémarrer (situation de santé dégradée, frilosité des publics à reprendre une activité collective...)

**Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ?** (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Le déploiement des programmes dans les communes au plus près des besoins recensés permet d'aller à la rencontre des publics cibles et de favoriser un accès équitable aux programmes sur l'ensemble du territoire.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Anne Baekelandt

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : MAISON SPORT SANTE DE STRASBOURG

Porteur/pilote principal : Groupement d'intérêt public Maison Sport Santé de Strasbourg

Rôle de la collectivité :

- Membre fondateur du Groupement
- Président du Groupement
- Soutien financier, mise à disposition de ressources humaines et matérielles
- Contribution à des actions et projets portés par le Groupement

Services et élus de la collectivité impliqués :

- Service santé et autonomie, adjoint à la Maire en charge de la santé
- Direction des sports, adjoint à la Maire en charge des sports
- Direction du développement économique
- Directions de territoires
- Direction de l'enfance et de l'éducation
- Politique de la Ville
- Direction des mobilités

Echelle de territoire concerné : Ville de Strasbourg

Population cible : Enfants et adolescents en surpoids et/ou obèses ; Adultes malades chroniques et personnes âgées fragiles et sédentaires

Période / calendrier : Toute l'année

Partenaires : 16 membres fondateurs (Ville de Strasbourg, Collectivité Européenne d'Alsace, Université de Strasbourg, Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, UGECAM, France Assoc Santé, Ligue contre le cancer, IREPS Grand est, Office des Sports, Unis vers le sport, Institut Siel Bleu, CDOS 67, Comité Régional Sports Pour Tous, MGEN , MFGE, Biovalley France) et des partenaires associés (ARS Grand est, Régime Local d'Assurance Maladie d'Alsace Moselle, DRAJES, Rectorat, CPAM 67)

Budget : 1,7M€ en 2022

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

- la promotion d'une alimentation saine
- la promotion de l'activité physique
- la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

- Créer des politiques favorables à la santé
- Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé
- Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population
- Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population
- Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action de la Maison Sport Santé de Strasbourg peut se découper en 3 sous actions ou dispositifs :

Sous action « Joue pour ta santé » :

cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **enfants scolarisés au sein de plusieurs écoles élémentaires**)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Sous action « PRECCOSS » :

cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **tous les enfants et adolescents de 3 à 18 ans**)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Sous action « Sport santé sur ordonnance » :

cible :

- Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **adultes malades chroniques et personnes âgées sédentaires et fragiles**)
- Un ou plusieurs QPV
- L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Sous-action Joue pour ta santé : Le projet de prévention primaire « Joue pour ta santé » a pour but de contribuer à réduire les inégalités de santé en agissant prioritairement auprès des populations qui en ont le plus besoin, via des stratégies d'accompagnement aux changements de comportements innovantes telles que le jeu, en renforçant la participation de la population à toutes les étapes du projet, et notamment à l'identification de ses propres besoins et solutions pour renforcer ses comportements favorables à la santé en matière de nutrition (comportement alimentaire et pratique d'activité physique). Cette co-construction permettra d'utiliser les différents temps de la journée des enfants (scolaire, périscolaire et extrascolaire) pour une meilleure adaptation à leur rythme. Projet en cours de développement :

- Diagnostics au sein de la communauté éducative : avant été 2022
- Élaboration d'un plan d'action propre à chaque école : automne 2022
- Élaboration d'un cahier des charges pour l'outil numérique : automne 2022
- Mise en œuvre du programme d'actions : fin 2022/début 2023

Sous action PRECCOSS :

Le dispositif PRECCOSS (PRise En Charge Coordinnée des enfants Obèses ou en Surpoids de Strasbourg) s'adresse depuis 2014 aux enfants présentant les critères d'inclusion suivants :

- enfants en surpoids ou obèses (selon la courbe de corpulence du carnet de santé)
- enfants et adolescents âgés de 3 à 18 ans
- enfants résidant à Strasbourg.

L'enfant préalablement dépisté en surpoids ou obèse et sa famille sont orientés vers le dispositif par le médecin traitant (généraliste ou pédiatre) ou par les professionnels de santé de la Ville (de la Protection Maternelle et Infantile – PMI – ou de la Santé scolaire) ; il bénéficie ensuite d'un programme d'éducation thérapeutique du patient avec un accompagnement pluridisciplinaire (infirmière, psychologue, diététicienne, éducateur médico-sportif)

Sous action Sport Santé sur Ordonnance :

Mis en place en novembre 2012 dans le cadre du Contrat Local de Santé de la Ville de Strasbourg, le dispositif Sport Santé Sur Ordonnance a pour objectif de favoriser la pratique d'une activité physique régulière, modérée, et adaptée à l'état de santé des personnes atteintes de maladies chroniques.

- Maladies métaboliques
- Diabète de type 1 et 2
- Maladie cardiovasculaires stabilisées (accident vasculaire cérébral, infarctus...)
- Cancer du sein, du colon et de la prostate en rémission
- Virus d'Immunodéficience Humaine (VIH)
- Maladies respiratoires
- Obésité (IMC compris entre 30 et 40)
- Hypertension artérielle stable
- COVID longs
- Troubles psychiatriques stabilisés

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Sous action Joue pour ta santé : Action en cours de développement

Sous action PRECCOSS :

- Mobilisation des médecins prescripteurs
- Motivation des familles
- Soutien des partenaires institutionnels et associatifs
- Inscription dans le cadre du CLS de la Ville de Strasbourg

Sous action Sport santé sur ordonnance :

- Mobilisation des médecins prescripteurs
- Motivation des bénéficiaires
- Soutien des partenaires institutionnels et associatifs
- Inscription dans le cadre du CLS de la Ville de Strasbourg

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Sous action Joue pour ta santé : Action en cours de développement

Sous action PRECCOSS :

- Mobilisation encore inégale des médecins prescripteurs
- Motivation des familles
- La difficulté à pérenniser les financements

Sous action Sport santé sur ordonnance :

- Mobilisation encore inégale des médecins prescripteurs
- La nécessité de mesurer l'impact de l'action après le parcours Sport santé sur ordonnance
- La difficulté à pérenniser les financements

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?
L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

Sous action Joue pour ta santé : Action en cours de développement

Sous action PRECCOSS :

Éducation Thérapeutique du Patient :

- 255 inclusions en 2021
- File active 2021 (inclusions et suivis 1 an) : 369

Actions de soutien à la parentalité :

- Activité physique : + de 200 enfants en créneaux d'activités ;
- Ateliers partenariaux : 80 parents ont participé à des ateliers avec nos différents partenaires du centre socio culturel de la Montagne Verte, du Neuhof, de Lupovino, les petites cantines..
- Manifestations : 500 enfants vus dans le cadre de nos manifestations publiques ou partenariat comme les 48h de l'Agriculture Urbaine, Journées Lyautey, Rentrée des Associations, Olympiades, sensibilisations à la sédentarité dans deux écoles (Les Romains et Saint-Jean)

Sous action Sport santé sur ordonnance :

4000 personnes ont suivi l'action depuis le lancement dont 510 incluses en 2021.

Répartition par sexe : 71.67% de femmes et 28.33% d'hommes.

Situation socio-professionnelle : 68.63% des personnes n'étaient pas en activité (dont 20.22% sans emploi, 12.38% en arrêt ou invalidité, 35.76% retraité et 0.96% d'étudiant). 31.37% des personnes étaient donc en activité.

Répartition par âges : 19 à 87 ans. L'âge moyen à l'inclusion est de 52 ans.

Personne à contacter pour plus d'informations :

François Jouan, Directeur de la Maisons sport santé (MSS)

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Sport sur ordonnance

Porteur/pilote principal : Moselle Mouv'

Rôle de la collectivité : coordination / accompagnement

Services et élus de la collectivité impliqués : service sport, service veille et prospective, élu de la collectivité : Jean-Pierre CERBAI, élu à la santé

Echelle de territoire concerné : communauté d'agglomération du Val de Fensch

Population cible : personnes atteintes d'ALD ou d'obésité

Période / calendrier : depuis 2021

Partenaires :

Budget : financé par Moselle Mouv

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

la promotion d'une alimentation saine

la promotion de l'activité physique

la lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **personnes atteintes d'ALD et d'obésité**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Prescription d'activité physique par les médecins pour les personnes en situation de ALD et/ou d'obésité, il s'agit de prévention.

Dans un premier temps, les personnes échangent avec leur médecin traitant autour de la compatibilité du sport avec leur situation personnelle. Ensuite, la personne doit contacter la plateforme Moselle Mouv (03.67.18.15.18) qui la mettra en relation avec un professionnel de santé qui pourra établir un bilan de la situation. Grâce à ce bilan, la personne va pouvoir commencer l'activité physique (parcours de 20 séances d'une heure et 3 bilans) encadrée par un professionnel (éducateur

diplômé en activité physique adaptée ou masseur kinésithérapeute). Moselle Mouv s'occupe de faire les plannings et de trouver des activités adaptées à la pathologie.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

- Implication du département sous forme d'aide financière pour que les personnes puissent s'inscrire en club
- Mobilisation des piscines avec un personnel formé

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

La crise sanitaire a repoussé plusieurs fois la mise en place de l'action. La difficulté majeure est de faire connaître le dispositif auprès des médecins et professionnels de santé.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ? L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

L'action est encore trop récente pour avoir eu un impact notable.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Philippe BUIATTI, directeur du pôle Veille et prospective
Charlotte BARTHEL, chargée de mission santé

VALENCE : Promotion d'une alimentation équilibrée au Centre Santé Jeunes

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Promotion d'une alimentation équilibrée au Centre Santé Jeunes

Porteur/pilote principal : Centre Santé Jeunes

Rôle de la collectivité : Pilotage de l'action

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction Santé Publique – Equipe pluridisciplinaire du Centre Santé Jeunes

Echelle de territoire concerné : Ville de Valence

Population cible : Jeunes de 16 à 25 ans, étudiants ou en recherche d'emploi

Période / calendrier : Tout au long de l'année scolaire/ Universitaire

Partenaire opérationnel : Université, Mission Locale, Ecole de la 2e chance

Partenaires financiers : ARS, Université, Ville de Valence

Budget : 8000 € (temps de travail professionnels de santé, prestation diététicienne, alimentation, communication)

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **les jeunes de 16 à 25 ans**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Contexte : le centre santé jeunes CSJ, service de la Direction Santé Publique de la ville de Valence, est le service de médecine universitaire pour les étudiants du territoire, et a aussi pour public cible tous les jeunes de 16 à 25 ans.

Constats : L'équipe pluridisciplinaire du CSJ (médecins, infirmières, psychologues, secrétaires et intervenants prestataires divers) objective dans son projet de santé des jeunes obèses ou anorexiques, ainsi que des situations de jeunes avec difficultés à équilibrer leur alimentation, ou à pratiquer une activité physique.

Ces sujets sont aussi exprimés par les jeunes en insertion (mission locale ou école de la 2^e chance), lors des ateliers santé proposés tout au long de l'année.

Partenariat : l'action est co-construite avec l'université, cofinanceur du centre santé jeunes, une diététicienne prestataire du centre, la mission locale et l'école de la 2^e chance

Objectifs :

- * sensibiliser les jeunes à l'équilibre alimentaire lors d'actions collectives
- * favoriser l'accès à des consultations individuelles avec une diététicienne, par la gratuité et l'articulation avec l'équipe pluridisciplinaire du centre santé jeunes.

Déroulé de l'action : tout au long de l'année, l'équipe pluridisciplinaire du centre tente de repérer les jeunes ayant des besoins de soutien d'une diététicienne (équilibre alimentaire, conseils culinaires et organisationnels chez des jeunes qui ont quelquefois peu cuisiné, surpoids, prise en charge dans le cadre d'une obésité ou anorexie). Des flyers sur les propositions « diététique » sont diffusés tout au long de l'année sur les lieux de vie des jeunes.

D'autre part, le partenariat du centre santé jeunes avec les référents de la mission locale et de l'école de la 2^e chance, permet de proposer, tout au long de l'année, des ateliers collectifs animés par une infirmière et une diététicienne du Centre Santé Jeunes, et de favoriser l'expression ainsi que l'apport de connaissances chez les jeunes.

La diététicienne prestataire du Centre Santé Jeunes anime des séances collectives de promotion de la santé, et reçoit individuellement et gratuitement sur RV dans les locaux du centre santé jeunes.

Les médecins du centre santé jeunes réalisent des consultations de médecine générale, mais aussi des bilans de santé abordant l'hygiène de vie dans son ensemble, ainsi que le suivi médical des personnes en surpoids ou ayant des troubles du comportement alimentaire. Lors des bilans de santé, les infirmières et médecins sensibilisent les jeunes à l'importance d'une alimentation équilibrée et d'une activité physique régulière.

Une articulation privilégiée avec le service de sport universitaire permet au CSJ d'orienter des étudiants vers une coach sportive, qui va accompagner les jeunes dans leur reprise d'activité physique.

En 2021 :

Diététicienne :

28 consultations ont été réalisées en 2021.

Les principaux motifs sont

- Une demande de perte de poids
- Des troubles du comportement alimentaire
- Une image altérée d'eux même
- Prise de poids à la suite d'une dépression
- Prise de poids pendant confinement
- Prise de poids depuis le début des études départ de la famille avec pour certain un nouveau pays avec de nouveaux aliments
- Une recherche de conseils pour manger mieux
- Prise de poids liée à des problèmes hormonaux

- Une demande pour prendre du poids, liée à une mauvaise alimentation en lien avec une addiction au cannabis
- Prise de poids liée à un arrêt du sport lié à la fermeture des salles de sport

13 ateliers collectifs ont eu lieu :

Les thèmes et sujets abordés au cours de l'atelier (selon les intérêts des participant.es):

- Le système de récompense et addiction au sucre (accoutumance, effet rebond...)
- Le plaisir à manger
- Pourquoi tant de sucres et de graisses cachés dans les aliments ?
- Le marketing
- Les outils : le Nutriscore et l'applicationYuka
- Equilibre alimentaire
- Manger de saison : quels intérêt ? (environnement, fraîcheur, etc)
- L'agriculture biologique (quelle différence avec le non-bio ?)
- Consommer « local » : quels intérêts ? (soutenir les producteurs autour de chez soi, environnement, etc)
- Les familles d'aliments
- Les nutriments
- Ce que je mange : quels effets/quelles conséquences pour mon corps ?
- Pathologies pouvant être aggravées ou induites par une mauvaise alimentation: diabète, hypertension, maladie cardiovasculaire, cholestérol...

Ces ateliers ont été riches en échanges et ont permis aux jeunes de poser des questions sur l'alimentation en général. Cela permet aussi des prises de conscience sur leurs consommations à travers la matérialisation des sucres et des graisses contenues dans les aliments qu'ils ont l'habitude d'acheter.

Lien avec coach sportif/ sport universitaire :

Il jeunes ont été accompagnés de façon hebdomadaire pendant plusieurs mois par un coach sportif, avec l'objectif d'intégrer une activité physique proposée par le service de sport universitaire.

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

Le travail en équipe pluridisciplinaire de professionnels de santé

Les compétences en méthodologie de projets /promotion de la santé des infirmières du centre

Le partenariat bien installé avec l'université, les services inter universitaires, les acteurs de l'insertion

L'expression des jeunes en faveur de cette thématique

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Les changements de professionnels, au sein de l'équipe du centre santé jeunes ou des partenaires : nécessité de réajuster régulièrement le projet

La crise sanitaire qui a empêché la réalisation d'ateliers santé avec petit déjeuner partagé, et obligé à adapter les animations collectives.

Sur le plan activité physique : Cette rentrée en présentiel après des mois très perturbés par la Covid, a été difficile pour tous: Les étudiants ont eu du mal à retrouver un rythme, des habitudes et les activités sportives et de loisirs sont passées pour certains au deuxième plan. Les emplois du temps des étudiants ont évolué, suite aux périodes de confinement, avec un « grignotage » des 12h-14h et 17h-19h, ne facilitant pas l'accès aux activités périscolaires.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

L'accès gratuit à des consultations avec une diététicienne et/ou à un coach sportif contribue à réduire les inégalités sociales de santé.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Sylvie Ortega, infirmière coordinatrice du centre santé jeunes

VALENCE : Activité physique adaptée à la Maison Relais Santé

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Activité physique adaptée à la Maison Relais Santé

Porteur/pilote principal : Ville de Valence

Rôle de la collectivité : pilote

Services et élus de la collectivité impliqués : Direction Santé Publique

Echelle de territoire concerné : Ville de Valence

Population cible : malades chroniques

Période / calendrier : 2 cycles de 14 séances par an

Partenaires opérationnels : Comité Départemental Olympique et Sportif qui porte le DAPAP (Dispositif d'accompagnement vers la pratique d'activité physique) et Association Appui santé 26/07.

Partenaires qui orientent les personnes vers le dispositif : professionnels de santé libéraux ou hospitaliers, structures d'insertion, CATTP (psychiatrie)

Budget : 2000 € prestation APA + Ressources humaines internes à la Direction Santé Publique pour l'organisation de l'action et mise à disposition des locaux.

Financement : Ville de Valence

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **malades chroniques**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.)

Contexte :

La ville de Valence pilote la Maison Relais Santé, qui regroupe 25 associations de malades chroniques, 3 réseaux de santé, et les 3 structures hospitalières, sur la thématique du « bien vivre avec sa maladie ». Une infirmière coordinatrice, intégrée à l'équipe de la Direction Santé Publique accueille les usagers,

les oriente dans leur parcours de soins, leur propose des ateliers pratiques, les oriente vers les associations de malades ou les réseaux selon la pathologie concernée. Une unité de lieu pour les activités individuelles ou collectives, aux côtés des bureaux de la DSP, permet une synergie entre les projets santé. Des ateliers sont mis en place tout au long de l'année, pour favoriser le dépistage et la prévention de maladies chroniques, faire connaître les associations et leurs activités, favoriser l'échange, l'expression des habitants et le lien social.

Objectifs de l'action : activité physique adaptée (APA) pour personnes présentant une maladie chronique :

*favoriser la reprise d'activité physique

*redonner confiance pour la personne, dans ses possibilités de se mobiliser selon ses handicaps

*favoriser le lien social et les échanges entre personnes présentant différentes maladies, avec une attention particulière pour les personnes souffrant de troubles psychiques

*présenter le DAPAP (Dispositif d'accompagnement vers la pratique d'activité physique) et favoriser l'inscription dans une activité physique de droit commun, selon les centres d'intérêt de chaque personne

Déroulé de l'action :

Depuis plusieurs années maintenant, la ville de Valence met en place et finance deux cycles/ an de 14 séances d'APA, à destination de valentinois malades chroniques, qui n'ont pas d'activité physique régulière. Elles sont hebdomadaires (hors vacances scolaires), gratuites, animées par un professeur d'APA de l'association Appui Santé, et coordonnées par l'infirmière de la Maison Relais Santé. Après un RV avec l'infirmière pour vérifier les critères d'inclusion et expliquer le dispositif, et prescription médicale du médecin traitant, une première séance permet de réaliser un bilan initial. Un bilan final et une évaluation avec chaque participant est mis en place à la dernière séance. Une rencontre avec l'équipe du DAPAP est organisée en cours de cycle, pour présenter l'accompagnement individualisé proposé par le CDOS et orienter vers des clubs ou structures d'activité physique et sportives locales, qui proposent des APA.

Le dispositif commence à être bien repéré par les partenaires et médecins, qui orientent les patients à la réception des flyers annonçant le cycle suivant. Nous tenons à constituer des groupes de malades avec diverses pathologies, cela apporte une richesse dans les échanges, et valorise les compétences de chaque personne dans les activités qui se réalisent à plusieurs.

Du 5 octobre 2020 au 19 mars 2021, 30 valentinois atteints d'une maladie chronique (personnes souffrant de pathologies, souvent multiples : pathologies mentales, cancer sein, parkinson, AVC, arthrose, diabète, polyarthrite rhumatoïde, fibromyalgie, obésité, BPCO (broncho Pneumopathie Chronique Obstructive)) étaient présentes au début des 2 cycles. Début novembre, après 2 semaines de confinement, un contact avec les participants a donné lieu à la mise en place de 3 groupes afin de respecter les nouvelles règles sanitaires pour 15 personnes souhaitant continuer l'activité. En fin de cycle, 10 personnes étaient présentes régulièrement. Sur ces 10 participants, 8 avaient une ALD et 2 bénéficiaient de la complémentaire solidarité santé. La majorité des participants a souhaité le soutien du DAPAP (Dispositif d'accompagnement vers la pratique d'activité physique) et d'Appui Santé pour continuer une activité physique.

La demande des usagers pour cette activité est importante, et les partenaires professionnels sont aussi bien impliqués dans les orientations.

Nous avons donc reconduit un cycle de 14 séances du 21 septembre 2021 au 21 janvier 2022, en deux groupes de 15 personnes maximum par groupe. Nous avons priorisé l'inscription des personnes du dernier cycle qui avaient annulé leur participation pour cause de COVID et accueillies les demandes des professionnels de l'accompagnement : MPT MANDELA, L'ADAPEI, le CHDV pour favoriser la mixité

dans les groupes. A ce jour, 22 personnes suivent régulièrement l'activité sur les 30 inscriptions de départ.

Il y a aujourd'hui 12 personnes en liste d'attente que nous n'avons pas pu intégrer sur ce cycle soit par manque de place, soit pour des demandes trop tardives.

Nous proposons un temps d'information en prolongement de l'avant dernière séance, pour proposer les questionnaires d'évaluation et informer sur les dispositifs existant pour continuer l'activité physique : le DAPAP, les actions de notre partenaire d'animation Appui Santé 2607, le programme du Centre de Prévention bien vieillir.....

Quels facteurs ont favorisé l'action ?

L'implication et les compétences de l'infirmière coordinatrice de la Maison Relais Santé, qui coordonne le dispositif, rencontre les personnes qui s'inscrivent avant le démarrage et relance les personnes qui sont absentes.

La qualité de l'enseignant APA, pour proposer des activités adaptées à différentes pathologies dans un même groupe

Le financement de la prestation et la mise à disposition de locaux par la ville de Valence

Le renouvellement des cycles depuis plusieurs années, et malgré le confinement (avec autorisation préfet), permet d'être de mieux en mieux identifié par les professionnels de santé, généralistes ou hospitaliers et autres partenaires.

L'accessibilité PMR des locaux

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Le retrait du financement ARS il y a quelques années a fragilisé le dispositif. L'équipe municipale actuelle tient à proposer ces cycles au moins 2 fois par an.

Les pathologies des participants obligent certains à s'absenter sur plusieurs séances, voire à interrompre le cycle. Cela impacte la dynamique de groupe et la progression dans les séances.

Certaines personnes ayant des troubles psychiques, pour lesquelles l'intégration dans un groupe n'est pas toujours facile, peuvent amener des tensions dans le groupe. L'infirmière peut alors les réguler, quelquefois en lien avec l'équipe psychiatrique.

Quels sont les principaux apprentissages qui ressortent de la mise en œuvre de cette action ?

L'action a-t-elle contribué à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé ? (*principaux enseignements, résultats observés, éléments d'évaluation, etc.*)

La mixité des groupes, dans les différentes pathologies et handicaps, ainsi que la gratuité du cycle, sont importantes pour réduire les inégalités sociales.

Le DAPAP, qui prend ensuite le relais pour favoriser l'intégration des personnes dans une activité de droit commun, tient compte aussi des ressources des personnes pour son orientation (capacités financières, mobilité géographique, etc)

Documents transmis : Flyers, plaquette d'information.

Personne à contacter pour plus d'informations :

Emeline Drevet, cheffe du service prévention et accès aux soins

VALENCE : Soutien du réseau PREORéPPOP sur Valence

Fiche-action rédigée en février 2022

Carte d'identité de l'action

Nom de l'action : Soutien du réseau PREORéPPOP sur Valence

Porteur/pilote principal : Réseau de santé PREORéPPOP

Rôle de la collectivité : mise à disposition de locaux

Services et élus de la collectivité impliqués : direction santé publique et adjointe à la santé

Echelle de territoire concerné : Valence (mais Préo est un réseau à échelle Départementale)

Population cible : enfants et adolescents en surpoids, ainsi que leurs familles

Période / calendrier : toute l'année

Partenaires : du réseau de santé

Budget : pour la Ville de Valence, mise à disposition de locaux pour le réseau et RH pour la gestion du planning d'occupation des salles

Catégorie de l'action

Cette action vise :

(plusieurs réponses possibles)

La promotion d'une alimentation saine

La promotion de l'activité physique

La lutte contre la sédentarité

Elle contribue à :

(plusieurs réponses possibles)

Créer des politiques favorables à la santé

Créer des milieux de vie / environnements physiques et sociaux favorables à la santé

Renforcer l'action communautaire et développer le pouvoir d'agir de la population

Agir sur les comportements, développer les aptitudes individuelles de la population

Soutenir l'implication du système de santé et des acteurs locaux dans la promotion de la santé

L'action cible :

Une catégorie de population (si oui, précisez laquelle : **enfants et adolescents en surpoids, ainsi que leurs familles**)

Un ou plusieurs QPV

L'ensemble de la population

Description de l'action

Décrivez l'action (*contexte, objectifs, élaboration du projet, déroulé de l'action, stratégies mises en œuvre, mobilisation du public, compétences mobilisées, etc.*)

Le Réseau PréoRéPPOP est membre de la maison relais santé, piloté par la ville de Valence (cf fiche action « Activité physique adaptée à la Maison Relais Santé »).

PREoRéPPOP activités régulières : consultations individuelles et activités collectives à la maison relais santé

PROXOB : nouveau dispositif expérimental en 2022, porté par Préo.

Voir flyers PréoRéPpop et Proxob

<https://www.preoreppop.fr/consultations/>



Quels facteurs ont favorisé l'action ?

La mise à disposition de locaux par la ville de Valence : plusieurs bureaux et salles d'activités de différentes tailles, pour s'adapter aux différents besoins, le prêt d'un cabinet médical pour les RV médicaux (proxob)

Locaux accessibles PMR, proches de la gare, du pôle bus et d'un parking.

L'appui dans la communication locale

Quels facteurs l'ont mise en difficulté ?

Les confinements successifs / Covid, qui ont démobilité les familles et les enfants.

Documents transmis : plaquette d'information PREORéPPOP et présentation de PROXOB Accompagnement familial de PROximité et à domicile de l'OBésité infantile-juvénile

Personne à contacter pour plus d'informations :

Emeline Drevet, cheffe du service prévention et accès aux soins